

Rapport de gestion

Rapport de gestion

Société financière IGM Inc.

Sommaire des résultats d'exploitation consolidés	20
--	----

Gestion de patrimoine

Revue des activités	35
Revue des résultats d'exploitation par secteur	44

Gestion d'actifs

Revue des activités	52
Revue des résultats d'exploitation par secteur	60

Activités internes et autres

Revue des résultats d'exploitation par secteur	66
--	----

Société financière IGM Inc.

Situation financière consolidée	68
Situation de trésorerie et sources de financement consolidées	72
Gestion des risques	78
Le cadre des services financiers	95
Estimations et méthodes comptables critiques	97
Contrôles et procédures de communication de l'information	100
Contrôle interne à l'égard de l'information financière	100
Autres renseignements	101

Rapport de gestion

Le rapport de gestion présente le point de vue de la direction en ce qui a trait aux résultats d'exploitation et à la situation financière de la Société financière IGM Inc. (la « Société financière IGM » ou la « Société ») aux 31 décembre 2024 et 2023 et pour les exercices clos à ces dates, et il devrait être lu parallèlement aux états financiers consolidés audités de 2024 de la Société financière IGM (les « états financiers consolidés »). Le commentaire présenté dans le rapport de gestion au 31 décembre 2024 et pour l'exercice clos à cette date est daté du 6 février 2025.

Mode de présentation et sommaire des méthodes comptables

Les états financiers consolidés de la Société financière IGM, sur lesquels repose l'information présentée dans son rapport de gestion, ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »), et ils sont présentés en dollars canadiens (se reporter à la note 2 des états financiers consolidés).

Principaux détenteurs d'actions avec droit de vote

Au 31 décembre 2024, Power Corporation du Canada (« Power ») et Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »), une filiale de Power, détenaient, directement ou indirectement, 62,2 % et 3,9 %, respectivement, des actions ordinaires en circulation de la Société financière IGM.

Déclarations prospectives

Certaines déclarations contenues dans le présent rapport, à l'exception des énoncés de faits historiques, sont de nature prospective; elles sont fondées sur des hypothèses et sont l'expression des attentes actuelles de la Société financière IGM Inc. (la « Société financière IGM », « IGM » ou la « Société ») et, s'il y a lieu, de ses filiales et de ses investissements stratégiques. Les déclarations prospectives sont fournies afin de vous aider à comprendre la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société, de ses filiales et de ses investissements stratégiques, à certaines dates et pour les périodes closes à certaines dates et de présenter de l'information au sujet des attentes et des projets actuels de la direction. Ces déclarations pourraient ne pas se prêter à d'autres fins. Les déclarations de cette nature peuvent porter, notamment, sur les opérations, les activités, la situation financière, les résultats financiers attendus, le rendement, les prévisions, les possibilités, les priorités, les cibles, les buts, les objectifs continus, les stratégies et les perspectives de la Société, de ses filiales et de ses investissements stratégiques, de même que les perspectives économiques en Amérique du Nord et à l'échelle mondiale, pour l'exercice en cours et les périodes à venir. Les déclarations prospectives comprennent des énoncés de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, comprennent des termes tels que « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « chercher à », « avoir l'intention de », « viser », « projeter » et « prévoir », ainsi que les formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, ou se caractérisent par l'emploi de la forme future ou conditionnelle de verbes tels que « être », « devoir » et « pouvoir ».

Les déclarations prospectives sont fondées sur des facteurs ou des hypothèses significatifs ayant permis de tirer la conclusion ou d'effectuer la prévision ou la projection dont il est question. Ces facteurs et ces hypothèses comprennent les perceptions des tendances historiques, des conditions actuelles et de l'évolution future prévue ainsi que d'autres facteurs considérés comme appropriés dans les circonstances. Bien que la Société considère ces hypothèses comme étant raisonnables en fonction de l'information dont dispose actuellement la direction, elles pourraient se révéler inexactes.

Les déclarations prospectives sont exposées à des risques et à des incertitudes intrinsèques, tant généraux que particuliers, qui font en sorte que des prédictions, des prévisions, des projections, des attentes et des conclusions pourraient se révéler inexactes, que des hypothèses pourraient être incorrectes et que des objectifs, y compris les visées et priorités environnementales, sociales et stratégiques, pourraient ne pas être réalisés.

Divers facteurs significatifs, qui sont indépendants de la volonté de la Société, de ses filiales et de ses investissements stratégiques,

touchent les opérations, la performance et les résultats de la Société, de ses filiales et de ses investissements stratégiques ainsi que leurs activités. En raison de ces facteurs, les résultats réels peuvent différer sensiblement des attentes actuelles à l'égard des événements ou des résultats estimés ou attendus. Ces facteurs comprennent, notamment, l'incidence ou les conséquences imprévues de la conjoncture économique, de la situation politique et des marchés en Amérique du Nord et dans le monde, des taux d'intérêt et des taux de change, des marchés boursiers et financiers mondiaux, de la gestion des risques de liquidité des marchés et de financement et des changements de méthodes comptables ayant trait à la présentation de l'information financière (y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables critiques), l'incidence de l'application de changements comptables futurs, des risques opérationnels et à la réputation, des risques environnementaux et sociaux, de la concurrence, des changements liés aux technologies, à la réglementation gouvernementale, à la législation et aux lois fiscales, l'incidence des relations commerciales, des décisions judiciaires ou réglementaires imprévues, des catastrophes, des éclosons de maladies ou des pandémies (comme la COVID-19), de la capacité de la Société à effectuer des transactions stratégiques, à intégrer les entreprises acquises et à mettre en œuvre d'autres stratégies de croissance ainsi que du succès obtenu par la Société et ses filiales, ainsi que par ses investissements stratégiques pour ce qui est de prévoir ou de gérer les facteurs susmentionnés.

Prière de noter que la liste des facteurs précités ne comprend pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la Société. Nous vous prions également d'examiner attentivement ces facteurs ainsi que d'autres facteurs, incertitudes et événements éventuels et de ne pas vous fier indûment aux déclarations prospectives.

À moins que la loi en vigueur au Canada ne l'exige expressément, la Société n'est pas tenue de mettre à jour les déclarations prospectives pour tenir compte d'événements ou de circonstances survenus après la date à laquelle ces déclarations ont été formulées ou encore d'événements imprévus, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements ou de résultats futurs ou autrement.

Des renseignements supplémentaires concernant les risques et incertitudes associés aux activités de la Société et les facteurs et hypothèses significatifs sur lesquels les renseignements contenus dans les déclarations prospectives sont fondés sont fournis dans ses documents d'information, y compris le présent rapport de gestion et sa plus récente notice annuelle, déposés auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières et accessibles au www.secdarplus.ca.

Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières

Ce rapport contient des mesures financières non conformes aux normes IFRS et des ratios non conformes aux normes IFRS qui n'ont pas de définition normalisée en vertu des normes IFRS et, par conséquent, ils pourraient ne pas être directement comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Ces mesures et ces ratios sont utilisés afin de donner à la direction, aux investisseurs et aux analystes de placement des mesures additionnelles pour évaluer le rendement.

Les mesures financières non conformes aux normes IFRS comprennent, sans s'y limiter, le « bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires », le « bénéfice net ajusté », le « bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat », le « bénéfice ajusté avant intérêts et impôt » (le « BAII ajusté »), le « bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements avant les commissions de vente » (le « BAIIA avant les commissions de vente ») et le « bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements après les commissions de vente » (le « BAIIA après les commissions de vente »). Ces mesures ne tiennent pas compte des autres éléments qui sont non récurrents ou qui pourraient rendre moins significative la comparaison des résultats d'exploitation d'une période à l'autre. Avec prise d'effet au premier trimestre de 2024, ces mesures excluent également la quote-part revenant à la Société des éléments que Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco ») exclut de son bénéfice net comptabilisé selon les normes IFRS aux fins du calcul du bénéfice fondamental de Lifeco. Le bénéfice fondamental est une autre mesure utilisée par Lifeco pour comprendre la performance sous-jacente des activités par rapport au bénéfice net selon les normes IFRS. Pour obtenir l'information financière sur Lifeco, il y a lieu de consulter les documents qui ont été déposés sur www.sedarplus.ca. Les chiffres des périodes correspondantes ont été retraités afin de refléter ce changement. Le BAIIA avant les commissions de vente exclut toutes les commissions de vente. Le BAIIA après les commissions de vente comprend toutes les commissions de vente et met en évidence l'ensemble des flux de trésorerie.

Les ratios non conformes aux normes IFRS comprennent ce qui suit :

Ratio	Numérateur	Dénominateur
Bénéfice ajusté par action (BPA ajusté)	Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires	Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation, après dilution
Rendement (rendement ajusté) des capitaux propres	Bénéfice net (bénéfice net ajusté) attribuable aux actionnaires ordinaires	Capitaux propres moyens, compte non tenu des participations ne donnant pas le contrôle
Rendement des capitaux propres (rendement ajusté des capitaux propres), compte non tenu de l'incidence des investissements à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Bénéfice net (bénéfice net ajusté) attribuable aux actionnaires ordinaires	Capitaux propres moyens, compte non tenu des participations ne donnant pas le contrôle et de l'incidence des investissements à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt

Se reporter aux rapprochements pertinents des mesures financières non conformes aux normes IFRS, y compris les composantes des ratios non conformes aux normes IFRS, et des résultats présentés conformément aux normes IFRS dans les tableaux 1 à 4.

Ce rapport contient également d'autres mesures financières, notamment :

- **L'« actif géré et l'actif sous services-conseils »** représentent l'actif géré et l'actif sous services-conseils consolidés des entreprises principales de la Société financière IGM, soit IG Gestion de patrimoine et Placements Mackenzie. Dans le secteur Gestion de patrimoine, l'actif géré est une composante de l'actif sous services-conseils. Tous les cas où le secteur Gestion d'actifs fournit des services de gestion de placements ou distribue des produits par l'intermédiaire du secteur Gestion de patrimoine ont été éliminés de la présentation de la Société financière IGM. Ainsi, les mêmes épargnes de la clientèle qui sont détenues dans différentes entreprises principales de la Société financière IGM ne font pas l'objet d'une double comptabilisation. L'actif géré, l'actif sous services-conseils, les ventes, les rachats et les flux nets d'Investment Planning Counsel (« IPC ») ont été exclus de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils et présentés à titre d'activités abandonnées jusqu'à la vente d'IPC en novembre 2023.
- **L'« actif sous services-conseils »** est l'indicateur clé du secteur Gestion de patrimoine. L'actif sous services-conseils regroupe les produits d'épargne et de placement détenus dans les comptes de la clientèle de notre entreprise principale du secteur Gestion de patrimoine.
- **L'« actif géré »** est l'indicateur clé du secteur Gestion d'actifs. L'actif géré est un indicateur supplémentaire des produits et des charges du secteur Gestion de patrimoine en ce qui concerne ses activités de gestion de placements. L'actif géré regroupe les actifs de la clientèle pour lesquels nous fournissons des services de gestion de placement, et comprend des fonds d'investissement dont nous sommes le gestionnaire de fonds, des mandats de services-conseils en placement à des institutions et d'autres comptes de la clientèle pour lesquels nous assumons une responsabilité de gestion de portefeuille discrétionnaire.
- **L'actif géré et l'actif sous services-conseils, y compris les investissements stratégiques**, représentent l'actif géré et l'actif sous services-conseils, y compris la quote-part de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils des investissements stratégiques revenant à la Société compte tenu de sa participation directe et indirecte dans les investissements stratégiques. Les investissements stratégiques qui en font partie sont ceux dont les activités ont surtout trait à la gestion d'actifs et à la gestion de patrimoine et comprennent ChinaAMC, Northleaf, Rockefeller et Wealthsimple. L'actif de la clientèle de Rockefeller comprend l'actif géré et l'actif sous services-conseils, ainsi que les actifs détenus à des fins de placement et ne nécessitant que des services administratifs.
- **Le fonds de roulement**, qui correspond aux actifs courants moins les passifs courants, à l'exclusion des actifs et des passifs qui ne reflètent pas les activités continues.

Société financière IGM Inc.

Sommaire des résultats d'exploitation consolidés

La Société financière IGM Inc. (TSX : IGM) est une société de gestion d'actifs et de patrimoine de premier plan qui soutient des conseillers et conseillères et la clientèle qu'elle sert au Canada, ainsi que des investisseurs institutionnels partout dans le monde. La Société exerce ses activités par l'intermédiaire d'un certain nombre de filiales en exploitation et détient aussi de nombreux investissements stratégiques dont tirent avantage ces filiales et qui améliorent les perspectives de croissance de la Société. Le secteur Gestion de patrimoine de la Société comprend IG Gestion de patrimoine (« IG ») et les investissements stratégiques dans Rockefeller Capital Management (« Rockefeller ») et Wealthsimple Financial Corp. (« Wealthsimple »). Le secteur Gestion d'actifs comprend Placements Mackenzie (« Mackenzie ») et les investissements stratégiques dans China Asset Management Co., Ltd. (« ChinaAMC ») et Northleaf Capital Group Ltd. (« Northleaf »). La Société détient également une participation dans Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »).

L'actif géré et l'actif sous services-conseils, y compris les investissements stratégiques, de la Société financière IGM se chiffraient à 483,5 G\$ au 31 décembre 2024, comparativement à 390,6 G\$ au 31 décembre 2023, comme il est présenté dans le tableau 6.

L'actif géré et l'actif sous services-conseils de la Société financière IGM se chiffraient à 270,4 G\$ au 31 décembre 2024, comparativement à 240,2 G\$ au 31 décembre 2023. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, la moyenne du total de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils s'est établie à 256,0 G\$, comparativement à 232,8 G\$ en 2023. Pour le quatrième trimestre de 2024, la moyenne du total de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils s'est établie à 269,3 G\$, comparativement à 232,1 G\$ au quatrième trimestre de 2023.

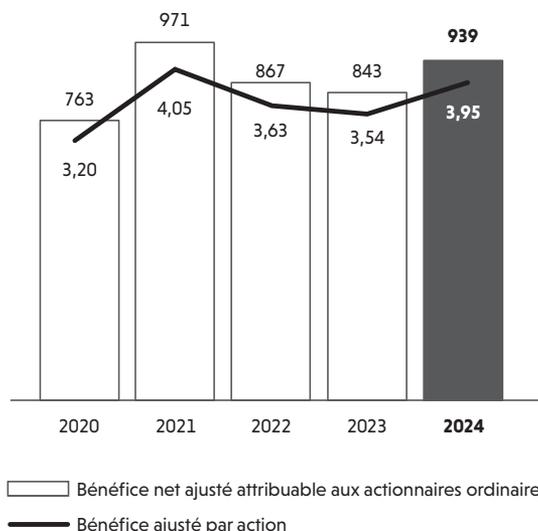
Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 s'est chiffré à 933,5 M\$, ou 3,93 \$ par action, comparativement à un bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de 1 148,9 M\$, ou 4,82 \$ par action, en 2023, ce qui représente une diminution du bénéfice par action de 18,5 %. Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires pour le trimestre clos le 31 décembre 2024 s'est établi à 254,7 M\$, ou 1,07 \$ par action, comparativement à un bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de 419,6 M\$, ou 1,76 \$ par action, pour la période correspondante de 2023, ce qui représente une diminution de 39,2 % du bénéfice

par action. Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires pour le trimestre clos le 30 septembre 2024 s'est établi à 239,2 M\$, ou 1,01 \$ par action.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, le bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires (une mesure non conforme aux normes IFRS, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » et au tableau 1), à l'exception des autres éléments décrits ci-dessous, s'est établi à 939,0 M\$, ou 3,95 \$ par action, comparativement au bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires

Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹ et bénéfice ajusté par action¹

Pour les exercices (en M\$, sauf les montants par action)



Le bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires et le bénéfice net ajusté par action excluent les montants après impôt suivants :

- 2020 – Le profit à la vente de Personal Capital, le profit à la vente de la Gamme de fonds Quadrus, déduction faite des coûts d'acquisition, la quote-part des ajustements de l'entreprise associée revenant à la Société et les charges de restructuration et autres charges.
- 2021 – La contrepartie additionnelle à recevoir relativement à la vente de Personal Capital en 2020.
- 2023 – Le profit à la vente d'IPC, le profit à la vente de Lifeco, l'ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco, les charges de restructuration et autres charges et les autres éléments liés à Lifeco.
- 2024 – Les autres éléments liés à Lifeco, la consolidation de pertes fiscales et les coûts non récurrents de refinancement de la dette de Rockefeller.

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

Tableau 1 : Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS

	Trimestres clos les			Exercices clos les	
	31 déc. 2024	30 sept. 2024	31 déc. 2023	31 déc. 2024	31 déc. 2023
<i>(en M\$, sauf le bénéfice par action)</i>					
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹	250,0 \$	244,1 \$	204,9 \$	939,0 \$	843,1 \$
Consolidation de pertes fiscales	4,7	–	–	4,7	–
Autres éléments liés à Lifeco	–	(4,9)	(6,0)	(6,9)	(22,4)
Refinancement de la dette de Rockefeller	–	–	–	(3,3)	–
Profit à la vente d'IPC	–	–	220,7	–	220,7
Charges de restructuration et autres charges, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	(76,2)
Profit à la vente de Lifeco, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	168,6
Ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco	–	–	–	–	15,1
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	254,7 \$	239,2 \$	419,6 \$	933,5 \$	1 148,9 \$
Bénéfice ajusté par action¹	1,05 \$	1,03 \$	0,86 \$	3,95 \$	3,54 \$
Consolidation de pertes fiscales	0,02	–	–	0,02	–
Autres éléments liés à Lifeco	–	(0,02)	(0,02)	(0,03)	(0,10)
Refinancement de la dette de Rockefeller	–	–	–	(0,01)	–
Profit à la vente d'IPC	–	–	0,92	–	0,93
Charges de restructuration et autres charges, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	(0,32)
Profit à la vente de Lifeco, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	0,71
Ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco	–	–	–	–	0,06
Bénéfice par action²	1,07 \$	1,01 \$	1,76 \$	3,93 \$	4,82 \$
Nombre moyen d'actions en circulation – dilué (en milliers)	238 304	236 931	238 156	237 609	238 418
BAIIA avant les commissions de vente¹	409,3 \$	398,1 \$	351,8 \$	1 547,3 \$	1 426,6 \$
Commissions fondées sur les ventes versées	(34,4)	(30,0)	(26,7)	(129,7)	(116,7)
BAIIA après les commissions de vente¹	374,9	368,1	325,1	1 417,6	1 309,9
Commissions fondées sur les ventes versées pouvant faire l'objet d'un amortissement	34,4	30,0	26,7	129,7	116,7
Amortissement des commissions de vente inscrites à l'actif	(27,3)	(26,7)	(25,2)	(105,5)	(94,2)
Amortissement des immobilisations, des immobilisations incorporelles et d'autres actifs	(23,7)	(23,0)	(26,5)	(92,7)	(106,5)
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt¹	358,3	348,4	300,1	1 349,1	1 225,9
Charges d'intérêts ³	32,5	32,4	38,6	129,4	141,0
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat – activités poursuivies et activités abandonnées¹	325,8	316,0	261,5	1 219,7	1 084,9
Impôt sur le résultat	75,1	71,2	54,9	276,8	238,2
Bénéfice net ajusté¹	250,7	244,8	206,6	942,9	846,7
Consolidation de pertes fiscales	4,7	–	–	4,7	–
Autres éléments liés à Lifeco	–	(4,9)	(6,0)	(6,9)	(22,4)
Refinancement de la dette de Rockefeller	–	–	–	(3,3)	–
Profit à la vente d'IPC	–	–	220,7	–	220,7
Charges de restructuration et autres charges, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	(76,2)
Profit à la vente de Lifeco, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	168,6
Ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco	–	–	–	–	15,1
Bénéfice net	255,4	239,9	421,3	937,4	1 152,5
Participation ne donnant pas le contrôle	0,7	0,7	1,7	3,9	3,6
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	254,7 \$	239,2 \$	419,6 \$	933,5 \$	1 148,9 \$

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

2. Bénéfice dilué par action.

3. Les charges d'intérêts comprennent les intérêts sur la dette à long terme et sur les contrats de location et, aux deuxième et quatrième trimestres de 2023, elles comprennent aussi les intérêts sur la facilité de crédit.

ordinaires de 843,1 M\$, ou 3,54 \$ par action, en 2023, soit une augmentation de 11,6 % du bénéfice ajusté par action. Pour le quatrième trimestre de 2024, le bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires, à l'exception des autres éléments décrits ci-dessous, s'est établi à 250,0 M\$, ou 1,05 \$ par action, comparativement au bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires de 204,9 M\$, ou 0,86 \$ par action, pour la période correspondante de 2023. Le bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires du trimestre considéré représente une hausse de 1,9 % du bénéfice ajusté par action, par rapport à 244,1 M\$, ou 1,03 \$ par action, pour le trimestre clos le 30 septembre 2024.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, les autres éléments comprenaient ce qui suit :

- La consolidation de pertes fiscales de 4,7 M\$, comptabilisée au quatrième trimestre, relativement à l'avantage découlant des transactions de consolidation de pertes fiscales conclues entre la Société et une filiale de Power.
- La quote-part revenant à la Société des éléments que Lifeco exclut de son bénéfice fondamental (les autres éléments liés à Lifeco) de (6,9) M\$ (néant au quatrième trimestre). Avec prise d'effet au premier trimestre de 2024, IGM a commencé à exclure la quote-part revenant à la Société des éléments que Lifeco exclut de son bénéfice net comptabilisé selon les normes IFRS aux fins du calcul du bénéfice fondamental de Lifeco. Le bénéfice fondamental est une autre mesure utilisée par Lifeco pour comprendre la performance sous-jacente des activités par rapport au bénéfice net selon les normes IFRS. Pour obtenir l'information financière sur Lifeco, il y a lieu de consulter les documents qui ont été déposés sur www.sedarplus.ca. Les chiffres des périodes correspondantes ont été retraités afin de refléter ce changement.

Les autres éléments liés à Lifeco peuvent inclure l'incidence liée aux marchés, les variations des hypothèses et la prise de mesures par la direction, l'incidence de la transformation des activités, les profits et les pertes réalisés sur les actifs évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, l'incidence des capitaux propres et des intérêts sur l'évaluation des actifs et des passifs excédentaires, l'amortissement des immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée liées aux acquisitions, les charges significatives liées à des questions juridiques, à des pertes de valeur et à l'impôt, l'incidence liée aux acquisitions et aux cessions ainsi que les autres éléments qui, une fois retirés, aident à expliquer les activités sous-jacentes de Lifeco.

- La quote-part revenant à la Société des coûts de refinancement de la dette exceptionnels de Rockefeller d'un montant de 3,3 M\$, comptabilisés au deuxième trimestre et qui représentent le remboursement anticipé de l'une des facilités de financement de Rockefeller.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, les autres éléments comprenaient ce qui suit :

- Les autres éléments liés à Lifeco de (22,4) M\$, y compris un montant de (6,0) M\$ comptabilisé au quatrième trimestre.
- Un profit à la vente d'IPC de 220,7 M\$ comptabilisé au quatrième trimestre.
- Des charges de restructuration et autres charges de 76,2 M\$ après impôt (103,3 M\$ avant impôt), comptabilisées au deuxième trimestre, découlant d'une rationalisation et d'une simplification plus poussées du modèle opérationnel de la Société afin qu'il s'aligne davantage sur les priorités de l'entreprise.
- Un profit à la vente d'une partie de l'investissement de la Société dans Lifeco de 168,6 M\$ après impôt (172,9 M\$ avant impôt), comprenant un montant de 174,8 M\$ comptabilisé au premier trimestre et une diminution de 6,2 M\$ comptabilisée sur une base prospective au deuxième trimestre.
- L'ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco de 15,1 M\$, comptabilisé au deuxième trimestre, lequel représente un changement d'estimation qui a été comptabilisé de façon prospective.

Le total des capitaux propres se chiffrait à 7,9 G\$ au 31 décembre 2024, comparativement à 6,7 G\$ au 31 décembre 2023. Le rendement ajusté des capitaux propres (un ratio non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières ») pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 s'est établi à 13,1 %, contre 13,4 % pour la période correspondante de 2023. Le rendement ajusté des capitaux propres, compte non tenu de l'incidence des investissements à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (un ratio non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières »), pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 s'est établi à 14,4 %, comparativement à 14,1 % en 2023. En 2024, le dividende trimestriel par action ordinaire déclaré s'est établi à 56,25 cents, soit le même montant qu'à la fin de 2023.

Aperçu des marchés

Les rendements des marchés des capitaux ont été positifs pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 :

- L'indice composé de rendement total S&P/TSX a augmenté de 3,8 % au quatrième trimestre de 2024 et de 21,6 % pour l'exercice.
- Les marchés boursiers américains, représentés par l'indice de rendement total S&P 500, ont augmenté de 2,4 % au quatrième trimestre de 2024 et de 25,0 % pour l'exercice.
- Les marchés boursiers européens, représentés par l'indice de rendement total MSCI Europe (net), ont reculé de 2,7 % au quatrième trimestre de 2024 et ont progressé de 8,6 % pour l'exercice.
- Les marchés boursiers asiatiques, représentés par l'indice de rendement total MSCI AC Asia Pacific (net), ont diminué de 6,8 % au quatrième trimestre de 2024 et ont augmenté de 9,6 % pour l'exercice.
- Les marchés boursiers chinois, représentés par l'indice de rendement total CSI 300 (net), ont diminué de 1,7 % au quatrième trimestre de 2024 et ont augmenté de 17,9 % pour l'exercice.
- L'indice obligataire universel de rendement total FTSE TMX Canada est resté stable au quatrième trimestre de 2024 et a augmenté de 4,2 % pour l'exercice.
- Les placements de notre clientèle ont obtenu un rendement moyen de 2,5 % au quatrième trimestre de 2024 et de 15,5 % pour l'exercice.

L'actif géré et l'actif sous services-conseils de la Société financière IGM ont augmenté de 12,6 %, passant de 240,2 G\$ au 31 décembre 2023 à 270,4 G\$ au 31 décembre 2024. Se reporter au tableau 6 pour consulter la ventilation de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils de la Société financière IGM.

Secteurs à présenter

Les secteurs à présenter de la Société sont Gestion de patrimoine, Gestion d'actifs et Activités internes et autres. Ces secteurs tiennent compte de l'information financière interne et de l'évaluation de la performance de la Société (tableaux 2, 3 et 4).

- **Gestion de patrimoine** – Ce secteur reflète les activités des entreprises principales et les investissements stratégiques qui sont principalement axés sur la prestation de services de planification financière et de services connexes aux épargnants. Ce secteur comprend les activités d'IG Gestion de patrimoine, une organisation de distribution au détail qui offrent des services aux ménages canadiens par l'entremise de son courtier en valeurs mobilières, de son

courtier en épargne collective (fonds communs de placement) et d'autres filiales autorisées à distribuer des produits et des services financiers. La plus grande partie des produits de ce secteur sont tirés de la prestation de conseils financiers et de la distribution de produits et de services financiers à des ménages canadiens. Ce secteur comprend aussi les activités de gestion de placement de ces organisations, notamment des services de gestion de fonds communs de placement et de gestion de portefeuille discrétionnaire. Ce secteur comprend également les investissements stratégiques de la Société dans Rockefeller et Wealthsimple. Rockefeller est classée à titre de participation dans une entreprise associée et comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, et la quote-part du bénéfice est incluse dans les produits. Wealthsimple est classée à titre de participation comptabilisée à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAERG ») et, par conséquent, n'a aucune incidence sur le bénéfice par secteur. Ce secteur comprenait auparavant IPC, qui a été vendue le 30 novembre 2023. Les résultats d'IPC pour les périodes correspondantes ont été classés au titre des activités abandonnées.

- **Gestion d'actifs** – Ce secteur reflète les activités des entreprises principales et les investissements stratégiques qui sont principalement axés sur la prestation de services de gestion de placements. Ce secteur comprend les activités de Placements Mackenzie qui fournit des services de gestion de placements pour une gamme de fonds d'investissement qui sont distribués par l'intermédiaire de courtiers et de conseillers financiers externes, de même que par l'intermédiaire de mandats de services-conseils pour les investisseurs d'institutions financières et de fonds de retraite et d'autres investisseurs institutionnels. Ce secteur comprend également les investissements stratégiques de la Société dans ChinaAMC et Northleaf, qui sont classés comme des participations dans des entreprises associées et comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence. La quote-part du bénéfice de ces participations est incluse dans les produits du secteur.
- **Activités internes et autres** – Ce secteur représente principalement les participations dans Lifeco et Portage Ventures LP, ainsi que les écritures d'élimination liées à la consolidation. Le capital non attribué de la Société est aussi compris dans ce secteur.

L'« actif géré et l'actif sous services-conseils » représentent l'actif géré et l'actif sous services-conseils consolidés des entreprises principales de la Société financière IGM, soit IG Gestion de patrimoine et

Tableau 2 : Résultats d'exploitation consolidés par secteur – Quatrième trimestre de 2024 par rapport au quatrième trimestre de 2023

Trimestres clos les (en M\$)	Gestion de patrimoine		Gestion d'actifs		Activités internes et autres		Total	
	31 déc. 2024	31 déc. 2023	31 déc. 2024	31 déc. 2023	31 déc. 2024	31 déc. 2023	31 déc. 2024	31 déc. 2023
Produits								
Gestion de patrimoine	650,3 \$	551,7 \$	– \$	– \$	(2,8)\$	(1,7)\$	647,5 \$	550,0 \$
Gestion d'actifs	–	–	288,3	259,5	(26,7)	(25,2)	261,6	234,3
Charge de rémunération des courtiers	–	–	(84,0)	(76,0)	(1,2)	(0,7)	(85,2)	(76,7)
Gestion d'actifs – produits nets	–	–	204,3	183,5	(27,9)	(25,9)	176,4	157,6
Produits tirés des placements nets et autres produits	3,3	3,7	8,5	4,0	5,5	2,9	17,3	10,6
Quote-part du résultat des entreprises associées	(2,4)	(0,8)	29,2	32,3	26,3	25,1	53,1	56,6
	651,2	554,6	242,0	219,8	1,1	0,4	894,3	774,8
Charges								
Services-conseils et croissance des affaires	274,1	232,4	24,2	20,8	–	–	298,3	253,2
Activités et services de soutien	118,4	115,9	97,1	92,7	1,0	0,2	216,5	208,8
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	50,5	43,0	1,6	1,2	(30,9)	(27,5)	21,2	16,7
	443,0	391,3	122,9	114,7	(29,9)	(27,3)	536,0	478,7
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt¹	208,2	163,3	119,1	105,1	31,0	27,7	358,3	296,1
Charges d'intérêts ²	26,0	26,0	6,5	6,5	–	–	32,5	32,5
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	182,2	137,3	112,6	98,6	31,0	27,7	325,8	263,6
Impôt sur le résultat	49,3	36,6	24,4	20,1	1,4	(0,7)	75,1	56,0
Bénéfice net ajusté – activités poursuivies¹	132,9	100,7	88,2	78,5	29,6	28,4	250,7	207,6
Bénéfice net – activités abandonnées	–	3,5	–	–	–	(4,5)	–	(1,0)
Bénéfice net ajusté¹	132,9	104,2	88,2	78,5	29,6	23,9	250,7	206,6
Participation ne donnant pas le contrôle	–	–	0,7	1,7	–	–	0,7	1,7
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹	132,9 \$	104,2 \$	87,5 \$	76,8 \$	29,6 \$	23,9 \$	250,0	204,9
Autres éléments¹, déduction faite de l'impôt								
Consolidation de pertes fiscales							4,7	–
Autres éléments liés à Lifeco							–	(6,0)
Profit à la vente d'IPC							–	220,7
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires							254,7 \$	419,6 \$

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

2. Les charges d'intérêts comprennent les intérêts sur la dette à long terme et sur les contrats de location.

Tableau 3 : Résultats d'exploitation consolidés par secteur – Cumul annuel

Exercices clos les (en M\$)	Gestion de patrimoine		Gestion d'actifs		Activités internes et autres		Total	
	31 déc. 2024	31 déc. 2023	31 déc. 2024	31 déc. 2023	31 déc. 2024	31 déc. 2023	31 déc. 2024	31 déc. 2023
Produits								
Gestion de patrimoine	2 445,6 \$	2 206,2 \$	– \$	– \$	(9,5)\$	(6,5)\$	2 436,1 \$	2 199,7 \$
Gestion d'actifs	–	–	1 108,2	1 051,2	(105,5)	(102,2)	1 002,7	949,0
Charge de rémunération des courtiers	–	–	(325,3)	(311,4)	(3,9)	(2,7)	(329,2)	(314,1)
Gestion d'actifs – produits nets	–	–	782,9	739,8	(109,4)	(104,9)	673,5	634,9
Produits tirés des placements nets et autres produits	12,4	13,3	23,2	12,0	17,4	12,3	53,0	37,6
Quote-part du résultat des entreprises associées	(10,1)	(3,3)	133,1	121,4	100,0	89,3	223,0	207,4
	2 447,9	2 216,2	939,2	873,2	(1,5)	(9,8)	3 385,6	3 079,6
Charges								
Services-conseils et croissance des affaires	1 033,9	922,7	86,8	83,5	–	–	1 120,7	1 006,2
Activités et services de soutien	463,0	438,5	372,1	362,7	2,6	1,2	837,7	802,4
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	191,4	172,4	5,7	4,6	(119,0)	(111,3)	78,1	65,7
	1 688,3	1 533,6	464,6	450,8	(116,4)	(110,1)	2 036,5	1 874,3
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt¹	759,6	682,6	474,6	422,4	114,9	100,3	1 349,1	1 205,3
Charges d'intérêts ²	103,3	98,2	26,1	25,0	–	–	129,4	123,2
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	656,3	584,4	448,5	397,4	114,9	100,3	1 219,7	1 082,1
Impôt sur le résultat	178,6	156,1	94,2	83,8	4,0	(2,0)	276,8	237,9
Bénéfice net ajusté – activités poursuivies¹	477,7	428,3	354,3	313,6	110,9	102,3	942,9	844,2
Bénéfice net – activités abandonnées	–	15,0	–	–	–	(12,5)	–	2,5
Bénéfice net ajusté¹	477,7	443,3	354,3	313,6	110,9	89,8	942,9	846,7
Participation ne donnant pas le contrôle	–	0,2	3,9	3,4	–	–	3,9	3,6
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹	477,7 \$	443,1 \$	350,4 \$	310,2 \$	110,9 \$	89,8 \$	939,0	843,1
Autres éléments¹, déduction faite de l'impôt								
Consolidation de pertes fiscales							4,7	–
Autres éléments liés à Lifeco							(6,9)	(22,4)
Refinancement de la dette de Rockefeller							(3,3)	–
Profit à la vente d'IPC							–	220,7
Charges de restructuration et autres charges							–	(76,2)
Profit à la vente de Lifeco							–	168,6
Ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco							–	15,1
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires							933,5 \$	1 148,9 \$

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

2. Les charges d'intérêts comprennent les intérêts sur la dette à long terme et sur les contrats de location.

Tableau 4 : Résultats d'exploitation consolidés par secteur – Quatrième trimestre de 2024 par rapport au troisième trimestre de 2024

Trimestres clos les (en M\$)	Gestion de patrimoine		Gestion d'actifs		Activités internes et autres		Total	
	31 déc. 2024	30 sept. 2024	31 déc. 2024	30 sept. 2024	31 déc. 2024	30 sept. 2024	31 déc. 2024	30 sept. 2024
Produits								
Gestion de patrimoine	650,3 \$	618,5 \$	– \$	– \$	(2,8)\$	(2,5) \$	647,5 \$	616,0 \$
Gestion d'actifs	–	–	288,3	280,5	(26,7)	(27,1)	261,6	253,4
Charge de rémunération des courtiers	–	–	(84,0)	(81,8)	(1,2)	(1,0)	(85,2)	(82,8)
Gestion d'actifs – produits nets	–	–	204,3	198,7	(27,9)	(28,1)	176,4	170,6
Produits tirés des placements nets et autres produits	3,3	1,1	8,5	5,0	5,5	4,0	17,3	10,1
Quote-part du résultat des entreprises associées	(2,4)	(0,2)	29,2	36,3	26,3	25,3	53,1	61,4
	651,2	619,4	242,0	240,0	1,1	(1,3)	894,3	858,1
Charges								
Services-conseils et croissance des affaires	274,1	258,5	24,2	19,8	–	–	298,3	278,3
Activités et services de soutien	118,4	115,3	97,1	95,7	1,0	0,4	216,5	211,4
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	50,5	49,1	1,6	1,4	(30,9)	(30,5)	21,2	20,0
	443,0	422,9	122,9	116,9	(29,9)	(30,1)	536,0	509,7
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt¹	208,2	196,5	119,1	123,1	31,0	28,8	358,3	348,4
Charges d'intérêts ²	26,0	25,8	6,5	6,6	–	–	32,5	32,4
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	182,2	170,7	112,6	116,5	31,0	28,8	325,8	316,0
Impôt sur le résultat	49,3	45,8	24,4	24,5	1,4	0,9	75,1	71,2
Bénéfice net ajusté – activités poursuivies¹	132,9	124,9	88,2	92,0	29,6	27,9	250,7	244,8
Bénéfice net – activités abandonnées	–	–	–	–	–	–	–	–
Bénéfice net ajusté¹	132,9	124,9	88,2	92,0	29,6	27,9	250,7	244,8
Participation ne donnant pas le contrôle	–	–	0,7	0,7	–	–	0,7	0,7
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹	132,9 \$	124,9 \$	87,5 \$	91,3 \$	29,6 \$	27,9 \$	250,0	244,1
Autres éléments¹, déduction faite de l'impôt								
Consolidation de pertes fiscales							4,7	–
Autres éléments liés à Lifeco							–	(4,9)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires							254,7 \$	239,2 \$

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

2. Les charges d'intérêts comprennent les intérêts sur la dette à long terme et sur les contrats de location.

Placements Mackenzie. Dans le secteur Gestion de patrimoine, l'actif géré est une composante de l'actif sous services-conseils. Tous les cas où le secteur Gestion d'actifs fournit des services de gestion de placements ou distribue des produits par l'intermédiaire du secteur Gestion de patrimoine ont été éliminés de la présentation de la Société financière IGM. Ainsi, les

mêmes épargnes de la clientèle qui sont détenues dans différentes entreprises principales de la Société financière IGM ne font pas l'objet d'une double comptabilisation. L'actif géré, l'actif sous services-conseils, les ventes, les rachats et les flux nets d'IPC ont été exclus de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils et

Tableau 5 : Taux d'imposition effectif

	Trimestres clos les			Exercices clos les	
	31 déc. 2024	30 sept. 2024	31 déc. 2023	31 déc. 2024	31 déc. 2023
Impôt sur le résultat aux taux d'imposition fédéral et provinciaux canadiens prévus par la loi	26,58 %	26,54 %	26,65 %	26,57 %	26,68 %
Incidence des éléments suivants :					
Quote-part du résultat des entreprises associées ¹	(3,55)	(4,14)	(4,98)	(3,95)	(3,92)
Autres	–	0,08	(0,58)	0,05	(0,46)
Taux d'imposition effectif – avant les autres éléments	23,03	22,48	21,09	22,67	22,30
Consolidation de pertes fiscales	(1,44)	–	–	(0,39)	–
Autres éléments liés à Lifeco ²	–	0,42	0,61	0,15	0,52
Refinancement de la dette de Rockefeller	–	–	–	0,07	–
Profit à la vente de Lifeco	–	–	–	–	(3,68)
Ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco	–	–	–	–	(0,35)
Taux d'imposition effectif – bénéfice net tiré des activités poursuivies	21,59 %	22,90 %	21,70 %	22,50 %	18,79 %

1. Comprend la quote-part du bénéfice fondamental de Lifeco.

2. Les chiffres comparatifs ont été retraités afin d'inclure les autres éléments liés à Lifeco.

présentés à titre d'activités abandonnées jusqu'à la vente d'IPC en novembre 2023.

L'«**actif sous services-conseils**» est l'indicateur clé du secteur Gestion de patrimoine. L'actif sous services-conseils regroupe les produits d'épargne et de placement détenus dans les comptes de la clientèle de nos sociétés en exploitation du secteur Gestion de patrimoine.

L'«**actif géré**» est l'indicateur clé du secteur Gestion d'actifs. L'actif géré est un indicateur supplémentaire des produits et des charges du secteur Gestion de patrimoine en ce qui concerne ses activités de gestion de placements. L'actif géré regroupe les actifs de la clientèle pour lesquels nous fournissons des services de gestion de placement, et comprend des fonds d'investissement dont nous sommes le gestionnaire de fonds, des mandats de services-conseils en placement à des institutions et d'autres comptes de la clientèle pour lesquels nous assumons une responsabilité de gestion de portefeuille discrétionnaire.

L'**actif géré et l'actif sous services-conseils, y compris les investissements stratégiques**, représentent l'actif géré et l'actif sous services-conseils, y compris la quote-part de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils des investissements stratégiques revenant à la Société compte tenu de sa participation directe et indirecte dans les investissements stratégiques. Les investissements stratégiques qui en font partie sont ceux dont les activités ont surtout trait à la gestion d'actifs et à la gestion de patrimoine et comprennent ChinaAMC, Northleaf, Rockefeller et Wealthsimple.

L'actif de la clientèle de Rockefeller comprend l'actif géré et l'actif sous services-conseils, ainsi que les actifs détenus à des fins de placement et ne nécessitant que des services administratifs.

Présentation financière

La présentation financière comprend les produits et les charges afin qu'ils correspondent aux indicateurs clés des activités et qui reflètent l'importance que nous accordons à la croissance des affaires et à l'efficacité opérationnelle. Les catégories sont les suivantes :

- **Produits du secteur Gestion de patrimoine** – Il s'agit des produits gagnés par le secteur Gestion de patrimoine dans le cadre de la prestation de services de planification financière, de services-conseils en matière de placement et de services financiers connexes. Ces produits comprennent les honoraires de conseils financiers, les honoraires de gestion de placements et les honoraires d'administration connexes, les produits tirés de la distribution ayant trait aux produits et aux services bancaires et d'assurance ainsi que les produits relatifs aux activités de prêts hypothécaires.
- **Produits du secteur Gestion d'actifs** – Il s'agit des produits gagnés par le secteur Gestion d'actifs se rapportant aux services-conseils en matière de placement et aux services administratifs.
- **Rémunération des courtiers** – Il s'agit de la rémunération fondée sur l'actif et de la rémunération fondée sur les ventes versées aux courtiers par le secteur Gestion d'actifs.

- **Quote-part du bénéfice des entreprises associées** – Il s'agit de la quote-part revenant à la Société du bénéfice des participations mises en équivalence, y compris Lifeco, ChinaAMC, Northleaf et Rockefeller.
- **Charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires** – Il s'agit des dépenses engagées à l'égard d'activités directement liées à la prestation de services de planification financière à la clientèle du secteur Gestion de patrimoine et d'activités de distribution aux intermédiaires exécutées par le secteur Gestion d'actifs. Ces dépenses comprennent la rémunération, la reconnaissance et d'autres services de soutien offerts à nos conseillers, aux directeurs dans le réseau de conseillers et aux spécialistes des produits et de la planification; les dépenses relatives aux installations, à la technologie et à la formation de nos conseillers et nos spécialistes; d'autres activités de croissance des affaires, notamment la commercialisation et la publicité directes. Une part importante de ces dépenses varie directement en fonction des volumes de l'actif géré ou de l'actif sous services-conseils, de facteurs liés à la croissance des affaires, y compris les ventes et l'acquisition de nouveaux clients et clientes, ainsi que le nombre de relations qui existent avec les conseillers et la clientèle.
- **Charges liées aux activités et aux services de soutien** – Il s'agit des dépenses engagées dans le cadre des activités d'exploitation, y compris pour la technologie et les processus d'affaires; la gestion de placements et la gestion des gammes de produits à l'interne ainsi que les fonctions de gestion d'entreprise et de soutien. Ces dépenses sont surtout attribuables à la rémunération et à la technologie, et comprennent d'autres dépenses liées aux fournisseurs de services.
- **Charges liées aux comptes gérés à titre de sous-conseiller** – Il s'agit des honoraires se rapportant aux services de gestion de placements fournis par des organisations de gestion de placements de tierces parties ou de parties liées. Ces honoraires varient habituellement en fonction des volumes de l'actif géré. Ces honoraires comprennent ceux des services-conseils en placement fournis par le secteur Gestion d'actifs pour le secteur Gestion de patrimoine.

Les charges d'intérêts représentent les charges d'intérêts sur la dette à long terme et sur les contrats de location. L'augmentation des charges d'intérêts pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 par rapport à 2023 découle de l'incidence de l'émission de débentures à 5,426 % d'un montant de 300 M\$ le 26 mai 2023. Les charges d'intérêts sont affectées à chaque secteur en fonction de l'évaluation faite par la direction : i) de la capacité à assurer le service de la dette; et ii) des secteurs où le

service de la dette est assuré. Les charges d'intérêts liées à la facilité de crédit, qui correspondait au financement temporaire mis en place au deuxième trimestre de 2023 et qui a été remboursée au quatrième trimestre avant la clôture de la vente d'IPC, sont comprises dans les activités abandonnées et ont totalisé 6,0 M\$ et 17,9 M\$, respectivement, pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2023.

L'impôt sur le résultat est présenté dans chaque secteur. Les variations consolidées des taux d'imposition effectifs de la Société financière IGM sont présentées au tableau 5.

Une planification fiscale peut permettre à la Société de constater un impôt sur le résultat moins élevé. La direction surveille l'état de ses déclarations de revenus et évalue régulièrement si ses charges d'impôt sont, de façon générale, adéquates. Par conséquent, l'impôt sur le résultat constaté au cours des exercices antérieurs peut être ajusté durant l'exercice considéré. L'incidence de toute modification des meilleures estimations de la direction constatée dans le bénéfice net ajusté est reflétée dans les autres éléments, ce qui inclut, mais sans s'y limiter, l'incidence des taux d'imposition effectifs moins élevés applicables aux établissements à l'étranger.

En décembre 2021, l'Organisation de coopération et de développements économiques (« OCDE ») a publié le modèle de règles du Pilier Deux, qui définit la structure d'un nouveau régime prévoyant un impôt minimum mondial de 15 %. Au Canada, un projet de loi lié au Pilier Deux a été adopté le 20 juin 2024 et s'applique rétroactivement au 1^{er} janvier 2024. D'autres pays où la Société exerce ses activités, dont l'Irlande et le Royaume-Uni, avaient auparavant adopté une loi liée au Pilier Deux, également avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2024.

L'impôt minimum mondial est de nature complexe et s'appliquera à la Société et à ses filiales en tant que groupe de sociétés liées. À l'heure actuelle, la Société s'attend à ce que l'impôt minimum mondial s'applique au bénéfice en Irlande, où le taux d'imposition prévu par la loi est inférieur à 15 %. Le montant de l'impôt ne devrait pas être significatif pour la Société.

Les autres éléments, qui figurent aux tableaux 2, 3 et 4, comprennent l'incidence après impôt de tout élément que la direction considère comme non récurrent ou qui pourrait rendre moins significative la comparaison des résultats d'exploitation d'une période à l'autre et ils ne sont pas attribués à des secteurs.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, les autres éléments comprenaient ce qui suit :

- La consolidation de pertes fiscales de 4,7 M\$, comptabilisée au quatrième trimestre, relativement à

l'avantage découlant des transactions de consolidation de pertes fiscales conclues entre la Société et une filiale de Power.

- La quote-part revenant à la Société des éléments que Lifeco exclut de son bénéfice fondamental (les autres éléments liés à Lifeco) de (6,9) M\$.
- La quote-part revenant à la Société des coûts de refinancement de la dette exceptionnels de Rockefeller d'un montant de 3,3 M\$, comptabilisés au deuxième trimestre et qui représentent le remboursement anticipé de l'une des facilités de financement de Rockefeller.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, les autres éléments comprenaient ce qui suit :

- Les autres éléments liés à Lifeco de (22,4) M\$, y compris un montant de (6,0) M\$ comptabilisé au quatrième trimestre.
- Un profit à la vente d'IPC de 220,7 M\$ comptabilisé au quatrième trimestre.
- Des charges de restructuration et autres charges de 76,2 M\$ après impôt (103,3 M\$ avant impôt), comptabilisées au deuxième trimestre, découlant d'une rationalisation et d'une simplification plus poussées du modèle opérationnel de la Société afin qu'il s'aligne davantage sur les priorités de l'entreprise.
- Un profit à la vente d'une partie de l'investissement de la Société dans Lifeco de 168,6 M\$ après impôt (172,9 M\$ avant impôt), comprenant un montant de 174,8 M\$ comptabilisé au premier trimestre et une diminution de 6,2 M\$ comptabilisée sur une base prospective au deuxième trimestre.
- L'ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco de 15,1 M\$, comptabilisé au deuxième trimestre, lequel représente un changement d'estimation qui a été comptabilisé de façon prospective.

Total de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils

L'actif géré et l'actif sous services-conseils, y compris les investissements stratégiques, de la Société financière IGM se chiffraient à 483,5 G\$ au 31 décembre 2024, comparativement à 390,6 G\$ au 31 décembre 2023, comme il est présenté dans le tableau 6.

Au 31 décembre 2024, l'actif géré et l'actif sous services-conseils se chiffraient à 270,4 G\$, comparativement à 240,2 G\$ au 31 décembre 2023, soit une augmentation de 12,6 %, comme il est présenté au tableau 6. Au 31 décembre 2024, l'actif géré s'élevait à 253,1 G\$, comparativement à 226,6 G\$ au 31 décembre 2023, soit une hausse de 11,7 %.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, les sorties nettes de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils se sont chiffrées à 1,2 G\$, comparativement à des sorties nettes de 2,0 G\$ en 2023, comme il est présenté au tableau 6. Les rachats nets de fonds d'investissement pour l'exercice se sont chiffrés à 1,8 G\$ en 2024, comparativement à des rachats nets de 4,3 G\$ en 2023. Pour le quatrième trimestre de 2024, les entrées nettes se sont établies à 244 M\$, comparativement à des sorties nettes de 1,2 G\$ pour le quatrième trimestre de 2023, comme il est présenté au tableau 6. Pour le quatrième trimestre, les ventes nettes de fonds d'investissement se sont chiffrées à 7 M\$, comparativement à des rachats nets de 1,9 G\$ en 2023. Les flux nets et les ventes nettes sont fondés sur l'actif géré et l'actif sous services-conseils, excluant les comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie et du secteur Gestion de patrimoine.

En janvier 2024, le régime de retraite d'IG Gestion de patrimoine a racheté une tranche de 177 M\$ des fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine, laquelle a été réaffectée à des comptes à gestion distincte gérés par Mackenzie. À l'exclusion de cette activité, les rachats nets de fonds d'investissement de la Société financière IGM pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 se sont établis à 1,7 G\$, tandis que les rachats nets liés aux comptes à gestion distincte se sont chiffrés à 566 M\$. Cette transaction n'a eu aucune incidence sur l'ensemble des flux nets de la Société financière IGM.

En juin 2024, la Société financière IGM a enregistré une hausse des ventes brutes de fonds d'investissement, des rachats et d'autres flux nets positifs accrus en raison du déclenchement stratégique de gains en capital par les clients avant l'entrée en vigueur des modifications apportées à la politique fiscale canadienne sur les gains en capital le 25 juin 2024.

La Société tire également parti des actifs gérés sous-jacents des participations de la Société dans des entreprises associées, notamment ChinaAMC, Northleaf et Rockefeller, et de sa participation dans Wealthsimple, qui est classée à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. La Société a inclus sa quote-part de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils de ces investissements dans son actif géré et son actif sous services-conseils, y compris les investissements stratégiques, en fonction de sa participation directe et indirecte dans ces sociétés.

Au 31 décembre 2024, l'actif géré de ChinaAMC s'élevait à 2 464,5 milliards de RMB¥ (486,2 G\$), comparativement à 1 823,6 milliards de RMB¥ (341,0 G\$) au 31 décembre 2023, soit une hausse de 35,1 % (42,6 % en dollars

Tableau 6 : Actif géré et actif sous services-conseils

(en M\$)	Gestion de patrimoine ¹		Gestion d'actifs ²		Éliminations intersociétés ³		Données consolidées	
	31 déc. 2024	31 déc. 2023	31 déc. 2024	31 déc. 2023	31 déc. 2024	31 déc. 2023	31 déc. 2024	31 déc. 2023
Trimestres clos les								
Flux bruts								
Ventes brutes de fonds communs de placement ⁴	3 814 \$	2 628 \$	2 188 \$	1 736 \$	– \$	– \$	6 002 \$	4 364 \$
Entrées brutes des courtiers ³	3 917	3 089	–	–	–	–	3 917	3 089
Entrées liées aux activités abandonnées	–	1 196	–	–	–	–	–	1 196
Flux nets								
Ventes nettes de fonds communs de placement ⁴	384	(1 052)	(699)	(987)	–	–	(315)	(2 039)
Créations nettes de parts de FNB	–	–	322	161	–	–	322	161
Ventes nettes de fonds d'investissement	384	(1 052)	(377)	(826)	–	–	7	(1 878)
Ventes nettes de comptes à gestion distincte d'investisseurs institutionnels	–	–	68	(186)	–	–	68	(186)
Ventes nettes des produits d'IGM	384	(1 052)	(309)	(1 012)	–	–	75	(2 064)
Autres flux nets des courtiers	169	824	–	–	–	1	169	825
Total des flux nets ³	553	(228)	(309)	(1 012)	–	1	244	(1 239)
Flux nets liés aux activités abandonnées	–	387	–	–	–	17	–	404
Total des flux nets, y compris les activités abandonnées ³	553	160	(309)	(1 012)	–	17	244	(835)
Exercices clos les								
Flux bruts								
Ventes brutes de fonds communs de placement ⁴	15 126 \$	10 917 \$	8 499 \$	7 270 \$	– \$	– \$	23 625 \$	18 187 \$
Entrées brutes des courtiers ³	14 613	12 650	–	–	–	–	14 613	12 650
Entrées liées aux activités abandonnées	–	4 671	–	–	–	–	–	4 671
Flux nets								
Ventes nettes de fonds communs de placement ^{4, 5}	(230)	(2 254)	(2 700)	(2 314)	–	–	(2 930)	(4 568)
Créations nettes de parts de FNB	–	–	1 088	245	–	–	1 088	245
Ventes nettes de fonds d'investissement	(230)	(2 254)	(1 612)	(2 069)	–	–	(1 842)	(4 323)
Ventes nettes de comptes à gestion distincte d'investisseurs institutionnels ^{5, 6}	–	–	(389)	192	–	–	(389)	192
Ventes nettes des produits d'IGM	(230)	(2 254)	(2 001)	(1 877)	–	–	(2 231)	(4 131)
Autres flux nets des courtiers	986	2 089	–	–	–	1	986	2 090
Total des flux nets ³	756	(165)	(2 001)	(1 877)	–	1	(1 245)	(2 041)
Flux nets liés aux activités abandonnées	–	728	–	–	–	98	–	826
Total des flux nets, y compris les activités abandonnées ³	756	567	(2 001)	(1 877)	–	95	(1 245)	(1 215)

1. Les produits (fonds) de Placements Mackenzie vendus par l'intermédiaire d'IG Gestion de patrimoine sont présentés dans l'actif géré d'IG Gestion de patrimoine et dans les comptes gérés à titre de sous-conseiller et l'actif géré de Mackenzie du secteur Gestion de patrimoine.

2. Les flux du secteur Gestion d'actifs excluent les comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie et du secteur Gestion de patrimoine.

3. Les résultats consolidés éliminent la double comptabilisation dans les cas où les activités sont présentées dans plus d'un secteur.

4. L'actif géré et les ventes nettes du secteur Gestion de patrimoine comprennent les comptes à gestion distincte.

5. Au premier trimestre de 2024, le régime de retraite d'IG Gestion de patrimoine a racheté une tranche de 177 M\$ des fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine, laquelle a été réaffectée à des comptes à gestion distincte gérés par Mackenzie.

6. Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes – Au cours de l'exercice 2023, Mackenzie a remporté un mandat de 490 M\$ auprès d'un client institutionnel.

Tableau 6 : Actif géré et actif sous services-conseils (suite)

(en M\$)	Gestion de patrimoine		Gestion d'actifs		Éliminations intersociétés ¹		Données consolidées	
	31 déc. 2024	31 déc. 2023	31 déc. 2024	31 déc. 2023	31 déc. 2024	31 déc. 2023	31 déc. 2024	31 déc. 2023
Actif géré et actif sous services-conseils								
IG Gestion de patrimoine								
Actif géré ²	123 200 \$	107 635 \$						
Autres éléments de l'actif sous services-conseils	17 220	13 588						
Actif sous services-conseils	140 420	121 223						
Placements Mackenzie								
Fonds communs de placement			61 435 \$	56 408 \$				
FNB ³			7 258	5 507				
Fonds d'investissement			68 693	61 915				
Comptes à gestion distincte d'investisseurs institutionnels			8 375	7 367				
Comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie ⁴			52 879	49 665				
Total des comptes à gestion distincte d'investisseurs institutionnels			61 254	57 032				
Actif géré des tiers			129 947	118 947				
Comptes gérés à titre de sous-conseiller et actif géré du secteur Gestion de patrimoine ⁴			83 369	76 758				
Total de l'actif géré			213 316	195 705				
Données consolidées, excluant les activités abandonnées								
Actif géré	123 200 \$	107 635 \$	213 316 \$	195 705 \$	(83 369) \$	(76 758) \$	253 147 \$	226 582 \$
Actif géré et actif sous services-conseils	140 420	121 223	213 316	195 705	(83 369)	(76 758)	270 367	240 170
Investissements stratégiques⁵								
ChinaAMC			135 173	94 792				
Northleaf			17 926	14 912				
Rockefeller	44 542	33 061						
Wealthsimple	17 400	8 905						
Éliminations intersectorielles	(8)	(6)	(361)	(260)				
	61 934	41 960	152 738	109 444	(1 544)	(1 000)	213 128	150 404
Actif géré et actif sous services-conseils consolidés, y compris les investissements stratégiques								
	202 354 \$	163 183 \$	366 054 \$	305 149 \$	(84 913) \$	(77 758) \$	483 495 \$	390 574 \$

1. Les résultats consolidés éliminent la double comptabilisation dans les cas où les activités sont présentées dans plus d'un secteur.

2. L'actif géré du secteur Gestion de patrimoine comprend les comptes à gestion distincte.

3. L'actif des FNB, y compris les produits gérés de la Société financière IGM, s'établissait à 15,5 G\$ au 31 décembre 2024 (2023 – 12,9 G\$).

4. Avec prise d'effet le 30 novembre 2023, les comptes gérés à titre de sous-conseiller de Mackenzie des activités abandonnées, qui étaient auparavant présentés au titre des comptes gérés à titre de sous-conseiller et de l'actif géré du secteur Gestion de patrimoine, sont maintenant présentés au titre des comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie.

5. La quote-part de l'actif géré des investissements stratégiques comprend 27,8 % (2023 – 27,8 %) de l'actif géré de ChinaAMC, 56 % (2023 – 56 %) de l'actif géré de Northleaf, 20,5 % (2023 – 20,5 %) de l'actif de la clientèle de Rockefeller et 27,2 % (2023 – 28,7 %) de l'actif sous services-conseils de Wealthsimple.

canadiens). La Société financière IGM détient une participation de 27,8 % dans ChinaAMC.

Au 31 décembre 2024, l'actif géré de Northleaf s'élevait à 32,0 G\$, comparativement à 26,6 G\$ au 31 décembre 2023, soit une hausse de 20,3 %. La Société financière IGM détient une participation économique de 56 % dans Northleaf.

Au 31 décembre 2024, l'actif de la clientèle de Rockefeller s'élevait à 151,2 G\$ US (217,7 G\$), comparativement à 122,1 G\$ US (161,6 G\$) au 31 décembre 2023, ce qui représente une hausse de 23,8 % (34,7 % en dollars canadiens). La Société financière IGM détient une participation de 20,5 % dans Rockefeller.

Au 31 décembre 2024, l'actif sous services-conseils de Wealthsimple s'élevait à 64,0 G\$, comparativement à 31,0 G\$ au 31 décembre 2023, soit une hausse de 106,4 %. La Société financière IGM détient une participation de 27,2 % dans Wealthsimple.

Les variations de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils des secteurs Gestion de patrimoine et Gestion d'actifs sont présentées plus en détail dans les rubriques « Revue des activités » respectives du rapport de gestion.

Principales données annuelles

Les données financières pour les trois derniers exercices clos sont présentées dans le tableau 7.

Bénéfice net et bénéfice par action – À l'exception du rapprochement présenté au tableau 7, les variations du bénéfice net et du total des produits découlent principalement de l'évolution de l'actif géré moyen et de l'actif sous services-conseils moyen.

L'actif géré et l'actif sous services-conseils, y compris les investissements stratégiques, se chiffraient à 288,9 G\$ en 2022, et ils ont depuis augmenté pour s'établir à 390,6 G\$ en 2023 puis à 483,5 G\$ en 2024. L'augmentation en

2023 était principalement attribuable à l'augmentation de la quote-part de la participation dans ChinaAMC, à la participation dans Rockefeller et à l'augmentation de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils des entreprises principales. L'augmentation en 2024 est principalement attribuable aux fluctuations des marchés des capitaux au cours des périodes, ainsi qu'aux flux nets des investissements stratégiques.

L'actif géré et l'actif sous services-conseils se chiffraient à 224,2 G\$ en 2022, et ils ont depuis augmenté pour s'établir à 240,2 G\$ en 2023 puis à 270,4 G\$ en 2024. Les variations sont principalement attribuables aux fluctuations des marchés des capitaux au cours des périodes. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, la moyenne du total de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils s'est établie à 256,0 G\$, comparativement à 232,8 G\$ en 2023. L'incidence de l'évolution du total de l'actif géré moyen et de l'actif sous services-conseils moyen et des autres éléments pertinents sur le bénéfice et les produits fait l'objet d'une analyse à la rubrique « Revue des résultats d'exploitation par secteur » dans les sections relatives à IG Gestion de patrimoine et à Mackenzie du rapport de gestion.

Dividendes par action ordinaire – Les dividendes annuels par action ordinaire se sont établis à 2,25 \$ en 2024, soit le même montant qu'en 2023 et en 2022.

Sommaire des résultats trimestriels

Le sommaire des résultats trimestriels présenté au tableau 8 comprend les résultats des huit derniers trimestres et le rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS et du bénéfice net conformément aux normes IFRS.

Comme l'illustre le tableau 8, au cours des huit derniers trimestres, l'évolution de la moyenne de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils reflète grandement l'incidence des fluctuations des marchés nationaux et étrangers et des ventes nettes de la Société.

Tableau 7 : Principales données annuelles

	2024	2023	2022
États consolidés du résultat net (en M\$)			
Produits			
Gestion de patrimoine	2 436,1 \$	2 199,7 \$	2 159,9 \$
Gestion d'actifs – produits nets	673,5	634,9	639,6
Produits tirés des placements nets et autres produits	53,0	37,6	22,3
Quote-part du résultat des entreprises associées	223,0	207,4	210,7
	3 385,6	3 079,6	3 032,5
Charges			
	2 165,9	1 997,5	1 925,4
	1 219,7	1 082,1	1 107,1
Autres éléments liés à Lifeco	(6,9)	(22,4)	–
Refinancement de la dette de Rockefeller	(3,3)	–	–
Charges de restructuration et autres charges	–	(103,3)	–
Profit à la vente de Lifeco	–	172,9	–
Ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco	–	15,1	–
Bénéfice avant impôt sur le résultat	1 209,5	1 144,4	1 107,1
Impôt sur le résultat	272,1	215,1	246,0
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	937,4	929,3	861,1
Bénéfice net tiré des activités abandonnées	–	223,2	11,4
Bénéfice net	937,4	1 152,5	872,5
Participation ne donnant pas le contrôle	(3,9)	(3,6)	(5,3)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	933,5 \$	1 148,9 \$	867,2 \$
Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS (en M\$)			
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires ¹	939,0 \$	843,1 \$	867,2 \$
Autres éléments :			
Consolidation de pertes fiscales	4,7	–	–
Autres éléments liés à Lifeco	(6,9)	(22,4)	–
Refinancement de la dette de Rockefeller	(3,3)	–	–
Profit à la vente d'IPC	–	220,7	–
Charges de restructuration et autres charges, déduction faite de l'impôt	–	(76,2)	–
Profit à la vente de Lifeco, déduction faite de l'impôt	–	168,6	–
Ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco	–	15,1	–
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	933,5 \$	1 148,9 \$	867,2 \$
Bénéfice par action (\$)			
Bénéfice ajusté par action ¹			
– De base	3,96 \$	3,54 \$	3,64 \$
– Dilué	3,95	3,54	3,63
Bénéfice par action			
– De base	3,93	4,83	3,64
– Dilué	3,93	4,82	3,63
Dividendes par action (\$) – Actions ordinaires			
	2,25 \$	2,25 \$	2,25 \$
Actif géré moyen et actif sous services-conseils moyen² (en G\$)			
Actif géré des fonds d'investissement	181,7 \$	164,8 \$	164,0 \$
Actif géré	241,0	220,7	220,8
Actif géré et actif sous services-conseils	256,0	232,8	229,4
Actif géré à la fin et actif sous services-conseils à la fin² (en G\$)			
Actif géré des fonds d'investissement	191,9 \$	169,5 \$	158,9 \$
Actif géré	253,1	226,6	213,6
Actif géré et actif sous services-conseils	270,4	240,2	224,2
Actif géré à la fin et actif sous services-conseils à la fin, y compris les investissements stratégiques² (en G\$)			
	483,5 \$	390,6 \$	288,9 \$
Total de l'actif de la Société (en M\$)	20 683 \$	18 663 \$	18 738 \$
Total de la dette à long terme (en M\$)	2 400 \$	2 400 \$	2 100 \$
Nombre d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	237 879	238 132	237 668
Nombre moyen d'actions en circulation – dilué (en milliers)	237 609	238 418	238 996

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

2. Comme il est décrit aux définitions de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils, l'actif géré, l'actif géré sous services-conseils, ainsi que l'actif géré et l'actif sous services-conseils excluent les activités abandonnées liées à IPC.

Tableau 8 : Sommaire des résultats trimestriels

	T4 2024	T3 2024	T2 2024	T1 2024	T4 2023	T3 2023	T2 2023	T1 2023
États consolidés du résultat net (en M\$)								
Produits								
Gestion de patrimoine	647,5 \$	616,0 \$	590,0 \$	582,6 \$	550,0 \$	563,1 \$	552,5 \$	534,1 \$
Gestion d'actifs	261,6	253,4	245,8	241,9	234,3	239,9	238,7	236,1
Charge de rémunération des courtiers	(85,2)	(82,8)	(81,1)	(80,1)	(76,7)	(78,6)	(79,5)	(79,3)
Gestion d'actifs – produits nets	176,4	170,6	164,7	161,8	157,6	161,3	159,2	156,8
Produits tirés des placements nets et autres produits	17,3	10,1	10,0	15,6	10,6	7,9	8,1	11,0
Quote-part du résultat des entreprises associées	53,1	61,4	55,7	52,8	56,6	49,2	48,8	52,8
	894,3	858,1	820,4	812,8	774,8	781,5	768,6	754,7
Charges								
Services-conseils et croissance des affaires	298,3	278,3	278,5	265,6	253,2	253,3	254,0	245,7
Activités et services de soutien	216,5	211,4	205,9	203,9	208,8	196,4	195,4	201,8
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	21,2	20,0	19,1	17,8	16,7	16,8	16,4	15,8
Charges d'intérêts ¹	32,5	32,4	32,2	32,3	32,5	32,5	30,1	28,1
	568,5	542,1	535,7	519,6	511,2	499,0	495,9	491,4
Bénéfice avant les éléments suivants	325,8	316,0	284,7	293,2	263,6	282,5	272,7	263,3
Autres éléments liés à Lifeco	–	(4,9)	(0,9)	(1,1)	(6,0)	(10,7)	(5,9)	0,2
Refinancement de la dette de Rockefeller	–	–	(3,3)	–	–	–	–	–
Charges de restructuration et autres charges	–	–	–	–	–	–	(103,3)	–
Profit à la vente de Lifeco	–	–	–	–	–	–	(6,2)	179,1
Ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco	–	–	–	–	–	–	15,1	–
Bénéfice avant impôt sur le résultat	325,8	311,1	280,5	292,1	257,6	271,8	172,4	442,6
Impôt sur le résultat	70,4	71,2	63,2	67,3	56,0	60,4	35,4	63,3
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	255,4	239,9	217,3	224,8	201,6	211,4	137,0	379,3
Bénéfice net tiré des activités abandonnées	–	–	–	–	219,7	(1,5)	1,8	3,2
Bénéfice net	255,4	239,9	217,3	224,8	421,3	209,9	138,8	382,5
Participation ne donnant pas le contrôle	0,7	0,7	1,1	1,4	1,7	0,1	0,6	1,2
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	254,7 \$	239,2 \$	216,2 \$	223,4 \$	419,6 \$	209,8 \$	138,2 \$	381,3 \$
Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS (en M\$)								
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires ²	250,0 \$	244,1 \$	220,4 \$	224,5 \$	204,9 \$	220,5 \$	211,4 \$	206,3 \$
Autres éléments :								
Consolidation de pertes fiscales	4,7	–	–	–	–	–	–	–
Autres éléments liés à Lifeco	–	(4,9)	(0,9)	(1,1)	(6,0)	(10,7)	(5,9)	0,2
Refinancement de la dette de Rockefeller	–	–	(3,3)	–	–	–	–	–
Profit à la vente d'IPC	–	–	–	–	220,7	–	–	–
Charges de restructuration et autres charges, déduction faite de l'impôt (27,1 M\$)	–	–	–	–	–	–	(76,2)	–
Profit à la vente de Lifeco, déduction faite de l'impôt (premier trimestre – 4,3 M\$)	–	–	–	–	–	–	(6,2)	174,8
Ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco	–	–	–	–	–	–	15,1	–
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	254,7 \$	239,2 \$	216,2 \$	223,4 \$	419,6 \$	209,8 \$	138,2 \$	381,3 \$
Bénéfice par action (\$)								
Bénéfice ajusté par action ²								
– De base	1,05 \$	1,03 \$	0,93 \$	0,94 \$	0,86 \$	0,93 \$	0,89 \$	0,87 \$
– Dilué	1,05	1,03	0,93	0,94	0,86	0,92	0,89	0,87
Bénéfice par action								
– De base	1,07	1,01	0,91	0,94	1,76	0,88	0,58	1,60
– Dilué	1,07	1,01	0,91	0,94	1,76	0,88	0,58	1,60
Nombre moyen d'actions en circulation – dilué (en milliers)	238 304	236 931	237 397	238 112	238 156	238 550	238 631	238 424
Actif géré moyen et actif sous services-conseils moyen³ (en G\$)								
Actif géré des fonds d'investissement	192,0 \$	183,8 \$	178,0 \$	173,0 \$	164,0 \$	165,7 \$	165,4 \$	164,2 \$
Actif géré	253,3	243,4	236,3	231,0	219,2	221,5	221,8	220,2
Actif géré et actif sous services-conseils	269,3	258,6	250,9	245,0	232,1	233,7	233,6	231,6
Actif géré à la fin et actif sous services-conseils à la fin³ (en G\$)								
Actif géré des fonds d'investissement	191,9 \$	188,6 \$	179,4 \$	178,5 \$	169,5 \$	160,9 \$	166,3 \$	165,6 \$
Actif géré	253,1	249,3	237,4	237,7	226,6	215,2	222,6	222,3
Actif géré et actif sous services-conseils	270,4	264,9	252,4	252,2	240,2	227,4	234,7	234,1
Actif géré à la fin et actif sous services-conseils à la fin, y compris les investissements stratégiques³ (en G\$)	483,5 \$	461,6 \$	431,7 \$	422,8 \$	390,6 \$	373,8 \$	376,1 \$	349,9 \$

1. Les charges d'intérêts comprennent les intérêts sur la dette à long terme et sur les contrats de location.

2. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

3. Comme il est décrit aux définitions de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils, l'actif géré, l'actif géré sous services-conseils, ainsi que l'actif géré et l'actif sous services-conseils excluent les activités abandonnées liées à IPC.

Gestion de patrimoine

Le secteur Gestion de patrimoine comprend IG Gestion de patrimoine ainsi que les investissements stratégiques dans Rockefeller et Wealthsimple.

En 2023, le secteur Gestion de patrimoine comprenait également IPC, qui a été classée dans les activités abandonnées et qui a été vendue au quatrième trimestre de 2023.

Les produits du secteur Gestion de patrimoine comprennent ce qui suit :

- Les honoraires de conseil comprennent des honoraires tirés de la prestation de conseils financiers à la clientèle, y compris des honoraires liés à la distribution de produits, qui dépendent en grande partie du volume et de la composition de l'actif sous services-conseils.
- Les honoraires liés aux produits et aux programmes ont trait à la gestion des produits de placement et comprennent les honoraires de gestion, d'administration et d'autres honoraires connexes, qui dépendent en grande partie du volume et de la composition de l'actif géré.

- Les autres produits tirés de la planification financière sont des honoraires se rapportant à l'offre d'autres produits financiers à la clientèle, notamment des prêts hypothécaires, ainsi que des produits bancaires et d'assurance.
- La quote-part du bénéfice des entreprises associées correspond à la quote-part revenant à la Société du bénéfice des participations mises en équivalence du secteur.

Les charges liées aux comptes gérés à titre de sous-conseiller sont transférées entre les secteurs et à des tierces parties pour la prestation de services de gestion de placement relativement à nos produits de placement. Le secteur Gestion de patrimoine est considéré comme un client du secteur Gestion d'actifs et les prix de transfert sont établis en fonction des frais engagés pour des mandats de gestion d'actifs d'importance similaire.

La dette et la charge d'intérêts sont affectées à chaque secteur de la Société financière IGM en fonction de l'évaluation faite par la direction : i) de la capacité à assurer le service de la dette; et ii) des secteurs où le service de la dette est assuré. L'impôt sur le résultat est également présenté dans chaque secteur.

Revue des activités

IG Gestion de patrimoine, qui a été fondée en 1926, est une société de gestion de patrimoine de premier plan au Canada. Par l'entremise d'un réseau de conseillers situés partout au pays, IG Gestion de patrimoine fournit à sa clientèle des conseils personnalisés, des services exhaustifs de planification financière, d'assurance et de prêts hypothécaires ainsi que des solutions de placement gérées par des professionnels.

Rockefeller, qui a été fondée en 2018, est un cabinet de services-conseils financiers indépendant de premier plan aux États-Unis qui cible la clientèle à valeur élevée et à valeur très élevée. L'objectif de Rockefeller est d'être un cabinet de services-conseils de premier plan qui redéfinit et améliore l'expérience liée aux services financiers afin de donner aux particuliers, aux familles, aux institutions et aux sociétés les moyens de réaliser leurs aspirations et d'atteindre leurs objectifs les plus importants.

Wealthsimple, fondée en 2014, est l'une des sociétés de services financiers les plus florissantes au Canada qui fournit des outils numériques simples pour gérer et faire fructifier l'argent des épargnants. La mission de Wealthsimple est d'aider chaque personne à atteindre la liberté financière.

Rockefeller Capital Management

Le 3 avril 2023, la Société financière IGM a acquis une participation de 20,5 % dans Rockefeller pour une contrepartie en trésorerie de 835 M\$ (622 M\$ US).

Investment Planning Counsel

Le 30 novembre 2023, la Société financière IGM a conclu la vente de la totalité des actions ordinaires d'IPC.

Les résultats d'exploitation d'IPC inclus dans le tableau 11, « Résultats d'exploitation – Gestion de patrimoine », du secteur Gestion de patrimoine, ont été classés dans les

activités abandonnées et sont présentés en tant que poste distinct pour les périodes correspondantes considérées.

IG Gestion de patrimoine

IG Gestion de patrimoine est l'une des sociétés de planification financière indépendantes les plus importantes au Canada et ses conseillers sont présents dans toutes les collectivités d'un océan à l'autre. Nous sommes animés par notre mission d'inspirer la confiance financière qui peut transformer la vie de notre clientèle et de leurs familles, et nous sommes profondément engagés à améliorer la littératie financière dans les collectivités où nous travaillons et vivons.

Notre réseau exclusif se compose de 3 136 conseillers. Environ un million de particuliers, de familles et de propriétaires d'entreprise forment la clientèle d'IG Gestion de patrimoine.

Selon le plus récent rapport d'Investor Economics, les actifs financiers discrétionnaires placés par les Canadiens auprès d'institutions financières se chiffraient à 6,7 billions de dollars au 31 décembre 2023, et nous considérons ces actifs comme le marché potentiel d'IG Gestion de patrimoine. Cette épargne est détenue dans une proportion de 77 % par des ménages qui détiennent un actif de plus de 1 M\$, qui sont désignés comme la clientèle à valeur élevée, et est autrement détenue dans une proportion de 20 % par des ménages dont l'actif se situe entre 100 000 \$ et 1 M\$, qui sont désignés comme la clientèle aisée. La clientèle de ces secteurs présente généralement des besoins plus complexes, et l'intérêt premier d'IG Gestion de patrimoine consistant à offrir des solutions exhaustives en matière de planification financière la met en bonne position pour croître et être concurrentielle au sein de ces secteurs.

Stratégie

Notre objectif en tant que principale société de planification financière du Canada est d'aider les Canadiens à atteindre le bien-être financier.

Nous nous efforçons de remplir notre mandat stratégique en faisant ce qui suit :

- 1) mettre l'accent sur les principaux secteurs de la clientèle aisée et à valeur élevée en alignant nos capacités sur les facteurs de richesse du secteur;
- 2) utiliser un modèle de prestation de conseils sectoriel pour harmoniser nos conseils de premier ordre avec les besoins des Canadiens en matière de planification financière dans toute leur complexité;
- 3) tirer parti de l'innovation de pointe pour améliorer l'expérience client et l'efficacité opérationnelle.

IG Gestion de patrimoine a une stratégie axée sur la clientèle, qui met l'accent sur les segments de marché de la clientèle à valeur élevée et aisée, que nous définissons comme les ménages détenant plus de 1 M\$ et entre 100 000 \$ et 1 M\$, respectivement.

IG Gestion de patrimoine s'engage à accroître la confiance financière de tous les Canadiens en tirant parti de ses gens, de son expertise et de ses ressources, car elle croit que cela contribuera à créer des collectivités plus solides et à assurer un avenir meilleur pour tous.

Nous sommes d'avis que les Canadiens méritent d'obtenir des conseils qui satisfont à des normes élevées et qui tiennent compte de toutes les dimensions de leur vie financière dans le cadre de plans financiers conçus pour répondre à leurs besoins et s'y adapter.

Nous nous concentrons sur la prestation de conseils financiers exhaustifs et de solutions de placement bien élaborées qui sont conçues pour procurer des rendements et une gestion des risques qui sont fondés sur les besoins et les exigences de chaque client et cliente.

Faits nouveaux en 2024

Au troisième trimestre, IG Gestion de patrimoine a annoncé la création d'un nouveau partenariat stratégique avec ClearEstate, une société de technologie financière canadienne de premier plan qui offre des services exhaustifs et modernes de planification et de règlement successoraux adaptés aux besoins individuels de chaque client. Grâce à ce partenariat, les conseillers d'IG peuvent offrir à la clientèle un accès à la plateforme conviviale de pointe de ClearEstate et à ses équipes de professionnels spécialisés qui offrent une expérience améliorée et personnalisée en matière de planification et de règlement successoraux. Pour renforcer davantage cette relation, la Société financière IGM a effectué un placement en titres de capitaux propres dans ClearEstate.

Conseils financiers

Nos conseillers se concentrent sur la prestation de conseils financiers, soit la valeur de tous les efforts déployés en complément de la composition de portefeuilles de placements, ce qui comprend la valeur qu'un conseiller ajoute aux relations avec la clientèle et qui découle de la création d'un plan financier bien élaboré et de son suivi.

Conseillers

IG Gestion de patrimoine peut compter sur un réseau national de distribution regroupant plus de 3 000 conseillers dans des collectivités partout au

Canada. Nos services-conseils conviennent davantage aux gens dont les besoins financiers sont complexes.

IG Gestion de patrimoine fournit des conseils par l'intermédiaire des deux canaux suivants :

- Les conseillers entrepreneurs d'IG Gestion de patrimoine se concentrent sur les ménages ayant des besoins plus complexes en mettant l'accent sur les ménages détenant des actifs s'élevant à plus de 250 000 \$.
- Les conseillers du canal organisationnel d'IG Gestion de patrimoine sont axés sur l'offre de services aux ménages dont les besoins sont moins complexes dont l'actif peut atteindre 250 000 \$.

Notre réseau de conseillers entrepreneurs crée un avantage concurrentiel et favorise l'engagement de la clientèle en mettant l'accent sur des solutions exhaustives en matière de planification et de produits financiers. Notre avantage est également consolidé par l'embauche de conseillers de haut calibre, l'approfondissement des compétences, l'amélioration de la technologie, la mise en œuvre d'une approche de segmentation de la clientèle et le renforcement d'une marque solide.

L'actif sous services-conseils comprend les éléments suivants :

- Clientèle disposant d'un actif du ménage de plus de 1 M\$ (définie comme la « clientèle à valeur élevée ») – total de 61,8 G\$ au 31 décembre 2024, soit une augmentation de 34,8 % par rapport à l'exercice précédent, ce qui représentait 44 % du total de l'actif sous services-conseils.
- Clientèle disposant d'un actif du ménage allant de 100 000 \$ à 1 M\$ (définie comme la « clientèle aisée ») – total de 70,1 G\$ au 31 décembre 2024, soit une augmentation de 5,8 % par rapport à l'exercice précédent, ce qui représentait 50 % du total de l'actif sous services-conseils.
- Clientèle disposant d'un actif du ménage de moins de 100 000 \$ (définie comme la « clientèle du marché de masse ») – total de 8,5 G\$ au 31 décembre 2024, soit une diminution de 6,6 % par rapport à l'exercice précédent, ce qui représentait 6 % du total de l'actif sous services-conseils.

Les pratiques de conseillers d'IG Gestion de patrimoine sont des chefs de file du secteur en termes de détention d'un titre accrédité dans le domaine de la planification financière. Ces titres sont des qualifications liées à la planification financière reconnues à l'échelle nationale qui exigent qu'une personne démontre ses compétences en matière de planification financière par l'intermédiaire d'une formation, d'examens normalisés,

de la satisfaction d'exigences liées à la formation continue et de l'imputabilité aux normes éthiques.

Voici une répartition des principales composantes du réseau de conseillers d'IG Gestion de patrimoine au 31 décembre 2024 :

- 1 633 pratiques de conseillers (1 700 au 31 décembre 2023), ce qui correspond au nombre de conseillers qui comptent plus de quatre ans d'expérience. Des conseillers associés peuvent faire partie de ces pratiques, comme il est décrit ci-dessous. Le niveau et la productivité des pratiques de conseillers constituent des éléments clés dans l'évaluation de nos activités, car ces pratiques servent une clientèle qui représente environ 94 % de l'actif géré.
- 219 nouveaux conseillers (251 au 31 décembre 2023), qui sont les conseillers qui comptent moins de quatre ans d'expérience.
- 1 284 conseillers associés et vice-présidents régionaux (1 188 au 31 décembre 2023). Les conseillers associés sont des membres de l'équipe des pratiques de conseillers détenant un permis; ils offrent des services et des conseils de planification financière à la clientèle servie par l'équipe.
- Le réseau de conseillers d'IG Gestion de patrimoine comptait un total de 3 136 conseillers (3 139 au 31 décembre 2023).

IG Gestion de patrimoine évalue son réseau de conseillers au moyen d'une mesure clé, soit la productivité des conseillers. La productivité est évaluée en fonction des entrées brutes par conseiller et elle est surveillée tant pour les conseillers recrues comptant moins de quatre ans d'expérience que pour les pratiques de conseillers comptant plus de quatre ans d'expérience. La catégorie des conseillers comptant plus de quatre ans d'expérience comprend les recrues expérimentées.

- Les entrées brutes des recrues se sont établies à 0,7 M\$ par conseiller, inchangées par rapport à la période correspondante de 2023.
- Les entrées brutes des pratiques de conseillers se sont établies à 2,2 M\$ par pratique, comparativement à 1,6 M\$ pour la période correspondante de 2023.

Les initiatives clés qui ont une incidence sur la productivité des conseillers sont les suivantes :

- Les critères de recrutement ont été resserrés, ce qui a permis d'augmenter les chances de succès tout en améliorant notre culture et notre marque.
- Le canal organisationnel de services-conseils assure des niveaux de service constants à la clientèle dont les besoins sont moins complexes et il crée de la capacité pour les conseillers.

- Des améliorations aux produits et à la tarification ont été apportées en ciblant la clientèle à valeur élevée et aisée.
- Des améliorations aux technologies sont apportées de façon continue, comme le Portail des conseillers hébergé par Salesforce.
- L'expérience client a été bonifiée grâce au Plan vivant IG^{MC} et à d'autres améliorations.
- Une application numérique a été créée pour présenter des propositions de placement personnalisées à la clientèle (propulsée par CapIntel).
- Nous avons établi des partenariats stratégiques, notamment avec ClearEstate, InterVal et Life Design Analysis, afin de soutenir nos activités de planification complexes.

Nous soutenons aussi nos conseillers et notre clientèle au moyen de notre réseau de spécialistes en matière de produits et de planification dans les domaines de la planification financière avancée, de la stratégie de portefeuille et de l'assurance. Dans le cadre du partenariat hypothécaire stratégique, nesto Inc. offre à la clientèle une aide à la planification hypothécaire et au financement par marge de crédit hypothécaire. Ces spécialistes veillent à s'assurer que nous offrons une planification financière exhaustive tenant compte de la totalité des éléments qui composent la vie financière d'un client ou d'une cliente. Les conseillers et les spécialistes qui offrent des services à la clientèle détiennent des permis de vente de fonds communs de placement et, pour un certain nombre d'entre eux, de valeurs mobilières.

Expériences client

IG Gestion de patrimoine se distingue de ses concurrents en offrant à sa clientèle des services exhaustifs de planification qui permettent de synchroniser tous les aspects de leur vie financière. IG Gestion de patrimoine sert des clients et clientes d'un bout à l'autre du Canada. Une des grandes priorités est de conseiller et d'attirer la clientèle à valeur élevée et aisée.

Pour répondre aux besoins distincts du marché de la clientèle à valeur élevée, IG Gestion privée de patrimoine met l'accent sur les facteurs de richesse du secteur, notamment la planification et l'optimisation fiscales, l'état de préparation à la retraite, le transfert de patrimoine et la planification successorale, la monétisation des petites et moyennes entreprises, la littératie financière et la philanthropie pour la clientèle à valeur élevée ainsi que la planification de l'héritage.

Le Plan vivant IG permet à la clientèle de collaborer avec un conseiller d'IG Gestion de patrimoine dans le cadre d'une expérience numérique améliorée afin d'élaborer

et de suivre un plan financier conçu en fonction des objectifs propres à chaque client et cliente.

IG Gestion de patrimoine dispose d'une gamme complète de produits qui lui permet d'offrir un Plan vivant IG personnalisé qui évolue au fil du temps. Parmi ces produits figurent les suivants :

- des solutions financières efficaces qui comprennent des véhicules d'investissement axés sur des solutions gérées, qui assurent une correspondance entre les besoins et les exigences de chaque client et cliente et les risques et le rendement des investissements;
- des produits d'assurance qui comprennent divers types de contrats d'assurance offerts par des compagnies d'assurances de premier plan au Canada;
- des solutions de services bancaires hypothécaires qui sont offerts dans le cadre d'un plan financier exhaustif.

Le Programme philanthropique est un programme à vocation arrêlée par le donateur qui permet aux Canadiens de faire des dons et d'établir un legs caritatif durable, sans les coûts élevés et les tracasseries administratives liés à l'établissement d'une fondation privée.

Le compte de services-conseils IG (le « CSCIG ») est un compte à honoraires qui améliore l'expérience client en permettant à la clientèle de simplifier leur gestion financière en regroupant certains placements dans un seul compte, et qui propose des honoraires de conseil transparents à toute notre clientèle. Le CSCIG permet d'accroître la transparence des frais et peut comporter la plupart des titres et des produits de placement offerts sur le marché aux investisseurs individuels.

Solutions financières

IG Gestion de patrimoine s'efforce d'obtenir un rendement correspondant aux prévisions et comportant le plus faible risque possible en mettant l'accent sur des solutions gérées qui créent de la valeur pour la clientèle grâce à une gestion active. Pour ce faire, nous faisons appel à des sous-conseillers hautement qualifiés afin que notre clientèle ait accès à une gamme diversifiée de produits et de solutions de placement. Chaque gestionnaire d'actifs est choisi au terme d'un processus éprouvé et rigoureux. Nous supervisons tous les sous-conseillers pour nous assurer que leurs activités correspondent à leurs philosophies de placement, de même qu'aux objectifs et aux stratégies de placement des produits pour lesquels ils fournissent des conseils.

Nos solutions de placement mettent à profit les relations que nous entretenons avec des gestionnaires d'actifs mondiaux de premier plan, y compris Placements Mackenzie et d'autres sociétés de placement

d'envergure mondiale, comme Fidelity Investments Canada, T. Rowe Price (Canada), Sagard Credit Partners, Portage, Beutel Goodman & Company, PanAgora Asset Management, PIMCO Canada Corp., Northleaf Capital Partners (Canada), BristolGate Capital Partners, Aristotle Capital Boston, Putnam Investments Canada, Franklin Templeton Investment Management, Wellington Management Canada, Rockefeller & Co., JP Morgan Asset Management (Canada), BlackRock Asset Management Canada, ClearBridge Investments, Gestion d'actifs 1832 (Dynamique), American Century Investment Management, Manulife Investment Management (US) LLC, Manulife Investment Management (Hong Kong) et ChinaAMC.

Nous fournissons à notre clientèle une gamme complète de solutions financières, bien construite et à des tarifs concurrentiels, qui comprennent des placements sur les marchés publics et privés, ainsi que des stratégies de placement alternatives. Nous accroissons régulièrement l'étendue et la diversité de nos produits de placement grâce à l'ajout de nouveaux fonds et à des changements de produits qui permettent aux clients et aux clientes d'atteindre leurs objectifs. Nous sommes d'avis que des solutions gérées bien conçues représentent le meilleur moyen d'aider les conseillers à se concentrer sur la prestation de conseils financiers à leur clientèle.

Au quatrième trimestre de 2024, IG Gestion de patrimoine a remporté sept prix Lipper 2024 décernés par LSEG pour le rendement de ses fonds dans plusieurs catégories d'actions et de titres à revenu fixe. Les prix Lipper Fund Awards de LSEG sont remis aux gestionnaires de fonds qui se sont distingués de leurs homologues par la constance de leurs rendements solides ajustés en fonction du risque, sur la base d'une méthodologie quantitative et objective.

Nous élaborons des portefeuilles à l'aide de solutions de placement qui font appel à des stratégies de placement sur les marchés publics, les marchés privés et les marchés alternatifs.

Nos solutions de placement comprennent ce qui suit :

- *Les portefeuilles de gestion de patrimoine* sont une gamme de solutions de portefeuille gérées professionnellement par des gestionnaires d'actifs mondiaux de premier plan et offrant une diversification exhaustive, y compris l'accès à des catégories d'actifs difficiles à atteindre, comme les biens immobiliers et les placements alternatifs. Ces solutions de fonds offrent des options pour mettre l'accent sur des résultats précis, comme une volatilité moindre, un revenu plus élevé ou un potentiel de croissance du capital plus élevé.

- *Les portefeuilles Profil^{MC}* offrent une expertise et une approche de placement identiques à celles qui sont retenues aux fins de l'élaboration de portefeuilles généralement destinés exclusivement aux plus grands investisseurs. Les portefeuilles mettent de l'avant diverses stratégies de placement sophistiquées, en intégrant notamment des actifs alternatifs et des titres des marchés privés, qui sont hors de la portée des investisseurs individuels. Les portefeuilles offrent une diversification élargie parmi diverses catégories d'actifs afin de réduire le risque et d'optimiser les rendements.
- *Les Portefeuilles privés à mandat discrétionnaire Profil^{MC}* sont des portefeuilles modèles composés de Fonds privés Profil, qui sont offerts aux ménages dont les placements détenus à IG Gestion de patrimoine dépassent 250 000 \$. Les Portefeuilles privés à mandat discrétionnaire Profil ont été conçus de manière à favoriser des rendements supérieurs ajustés en fonction du risque au moyen d'une diversification par catégories d'actif, par styles de gestion et par régions du monde.
- Une sélection vaste et approfondie de fonds communs de placement, diversifiée en fonction du gestionnaire, de la catégorie d'actifs, du style de placement, de la région, de la capitalisation du marché et du secteur.
- Des fonds distincts qui offrent un potentiel de croissance à long terme des placements ainsi qu'une gestion du risque, et qui sont assortis de garanties et dotés de caractéristiques facilitant la planification successorale.
- Des comptes à gestion distincte (comptes de courtage en gestion discrétionnaire).

Nous avons intégré des investissements dans des actifs privés dans le cadre de divers mandats grâce à des engagements pris à l'égard des placements gérés par Northleaf, BlackRock, PIMCO et Sagard.

IG Gestion de patrimoine surveille les rendements de ses placements en les comparant à certains indices de référence. Le service de notation de fonds de Morningstar[†] est l'une des notations surveillées lorsqu'il s'agit de déterminer le rendement de fonds.

Au 31 décembre 2024, 95,2 % de l'actif des fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine était dans des fonds notés trois étoiles ou plus par le service de notation de fonds Morningstar[†] et 71,4 % dans des fonds notés quatre ou cinq étoiles. Pour l'ensemble des fonds évalués par Morningstar[†], les proportions étaient de 87,9 % pour les fonds notés trois étoiles ou plus et de 55,3 % pour les fonds notés quatre et cinq étoiles au 31 décembre 2024. La note Morningstar[†] est une mesure quantitative et objective du rendement sur trois, cinq

et dix ans d'un fonds ajusté en fonction du risque par rapport à des fonds analogues.

Autres produits et services

Fonds distincts

IG Gestion de patrimoine offre des fonds distincts, y compris sa gamme de fonds de placement garanti. Certains fonds de placement garanti sont assortis d'une garantie de revenu viager, qui assure un revenu de retraite garanti, la vie durant. Le volet placement de ces fonds distincts est géré par IG Gestion de patrimoine. Au 31 décembre 2024, le total de l'actif des fonds distincts s'élevait à 1,2 G\$, inchangé par rapport au 31 décembre 2023.

Assurance

Grâce à des ententes conclues avec d'importantes compagnies d'assurance, IG Gestion de patrimoine distribue des produits d'assurance vie au Canada et offre une vaste gamme de produits : assurance temporaire, vie universelle, vie entière, invalidité, maladies graves, soins de longue durée, soins médicaux personnels et assurance collective.

Au 31 décembre 2024, le nombre total de polices en vigueur s'établissait à environ 372 000, pour une valeur assurée de 106 G\$, comparativement à environ 374 000 polices, pour une valeur assurée de 105 G\$ au 31 décembre 2023. La distribution des produits d'assurance est appuyée par les spécialistes en planification de l'assurance d'IG Gestion de patrimoine partout au Canada; ils ont pour mandat d'aider les conseillers à choisir des solutions avancées de planification successorale pour la clientèle à valeur élevée.

Opérations sur titres

La société Valeurs mobilières Groupe Investors Inc. est un courtier en valeurs enregistré dans toutes les provinces et tous les territoires du Canada. Elle propose à sa clientèle des services qui complètent les services de planification financière et de placement.

Activités bancaires hypothécaires

Des prêts hypothécaires, y compris des marges de crédit hypothécaires, sont offerts à la clientèle par IG Gestion de patrimoine. Des courtiers hypothécaires titulaires d'une licence sont présents dans chaque province canadienne, et ils collaborent avec notre clientèle et ses conseillers afin d'élaborer des stratégies de financement hypothécaire et des stratégies de prêts qui correspondent aux besoins et aux objectifs de chaque client et cliente dans le cadre de son plan financier exhaustif.

Pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2024, les financements de prêts hypothécaires offerts par l'intermédiaire d'IG Gestion de patrimoine se sont chiffrés à 260 M\$ et à 971 M\$, contre 211 M\$ et 833 M\$ en 2023, ce qui constitue une augmentation de 23,2 % et de 16,6 %, respectivement. Au 31 décembre 2024, le total des prêts hypothécaires gérés s'élevait à 6,8 G\$, inchangé par rapport au 31 décembre 2023.

Services-conseils privés aux entreprises

Les Services-conseils privés aux entreprises consistent en un service exhaustif offert aux propriétaires de petites et moyennes entreprises afin de leur fournir des conseils sur le financement par emprunt et par actions, l'évaluation d'entreprises et la relève.

Actif géré et actif sous services-conseils du secteur Gestion de patrimoine

L'actif géré et l'actif sous services-conseils sont des indicateurs de performance clés du secteur Gestion de patrimoine, comme il est présenté dans les tableaux 9 et 10.

L'actif sous services-conseils du secteur Gestion de patrimoine, y compris les investissements stratégiques, se chiffrait à 202,4 G\$ au 31 décembre 2024, comparativement à 163,2 G\$ au 31 décembre 2023. L'actif sous services-conseils des investissements stratégiques est fondé sur la participation directe et indirecte de la Société dans ces sociétés.

L'actif sous services-conseils d'IG Gestion de patrimoine se chiffrait à 140,4 G\$ au 31 décembre 2024, soit une hausse de 15,8 % par rapport au 31 décembre 2023. Le volume de l'actif sous services-conseils est tributaire de trois facteurs : les entrées de la clientèle, les sorties de la clientèle et les rendements des placements. L'actif sous services-conseils regroupe les produits d'épargne et de placement, y compris l'actif géré, pour lequel nous fournissons des services de gestion de placements, qui sont détenus dans les comptes de notre clientèle. Les honoraires de conseil sont facturés en fonction d'un pourcentage annuel de la quasi-totalité de l'actif sous services-conseils, par l'intermédiaire des honoraires du compte de services-conseils IG, et ils représentent la majorité des honoraires gagnés auprès de notre clientèle. La rémunération de nos conseillers entrepreneurs se calcule aussi en fonction de l'actif sous services-conseils et de l'apport d'actifs nets de notre clientèle.

Au 31 décembre 2024, l'actif de la clientèle de Rockefeller s'élevait à 151,2 G\$ US (217,7 G\$), comparativement à 122,1 G\$ US (161,6 G\$) au 31 décembre 2023, soit une hausse de 23,8 % (34,7 % en

Tableau 9 : Variation de l'actif sous services-conseils – Gestion de patrimoine

Trimestres clos les (en M\$)	31 déc. 2024	30 sept. 2024	31 déc. 2023	Variation	
				30 sept. 2024	31 déc. 2023
Variation de l'actif sous services-conseils – IG Gestion de patrimoine					
Entrées brutes de la clientèle	3 917 \$	3 432 \$	3 089 \$	14,1 %	26,8 %
Sorties brutes de la clientèle	3 364	3 102	3 317	8,4	1,4
Flux nets	553	330	(228)	67,6	n.s.
Rendements des placements	3 459	6 362	7 247	(45,6)	(52,3)
Variation de l'actif, montant net	4 012	6 692	7 019	(40,0)	(42,8)
Actif au début	136 408	129 716	114 204	5,2	19,4
Actif sous services-conseils à la fin	140 420 \$	136 408 \$	121 223 \$	2,9 %	15,8 %
Actif sous services-conseils lié aux investissements stratégiques à la fin					
Rockefeller	44 542 \$	41 192 \$	33 061 \$	8,1 %	34,7 %
Wealthsimple	17 400	14 234	8 905	22,2	95,4
Éliminations intersectorielles	(8)	(7)	(6)	(14,3)	(33,3)
	61 934 \$	55 419 \$	41 960 \$	11,8 %	47,6 %
Actif sous services-conseils consolidé à la fin, y compris les investissements stratégiques	202 354 \$	191 827 \$	163 183 \$	5,5 %	24,0 %
Actif sous services-conseils quotidien moyen					
IG Gestion de patrimoine	139 352 \$	132 913 \$	117 090 \$	4,8 %	19,0 %
Exercices clos les					
(en M\$)			31 déc. 2024	31 déc. 2023	Variation
Variation de l'actif sous services-conseils – IG Gestion de patrimoine					
Entrées brutes de la clientèle			14 613 \$	12 650 \$	15,5 %
Sorties brutes de la clientèle ¹			13 857	12 815	8,1
Flux nets			756	(165)	n.s.
Rendements des placements			18 441	10 572	74,4
Variation de l'actif, montant net			19 197	10 407	84,5
Actif au début			121 223	110 816	9,4
Actif sous services-conseils à la fin			140 420 \$	121 223 \$	15,8 %
Actif sous services-conseils quotidien moyen					
IG Gestion de patrimoine			131 124 \$	116 188 \$	12,9 %

1. Au premier trimestre de 2024, le régime de retraite d'IG Gestion de patrimoine a racheté une tranche de 177 M\$ des fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine, laquelle a été réaffectée à des comptes à gestion distincte gérés par Mackenzie.

dollars canadiens). La Société financière IGM détient une participation de 20,5 % dans Rockefeller.

Au 31 décembre 2024, l'actif sous services-conseils de Wealthsimple s'élevait à 64,0 G\$, comparativement à 31,0 G\$ au 31 décembre 2023, soit une hausse de 106,4 %. La Société financière IGM détenait une participation de 27,2 % dans Wealthsimple au 31 décembre 2024, comparativement à 28,7 % au 31 décembre 2023.

Actif géré et actif sous services-conseils d'IG Gestion de patrimoine

Variation de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils – Résultats de 2024 par rapport à ceux de 2023

L'actif sous services-conseils d'IG Gestion de patrimoine se chiffrait à 140,4 G\$ au 31 décembre 2024, soit une

hausse de 15,8 % comparativement à 121,2 G\$ au 31 décembre 2023. L'actif géré des fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine se chiffrait à 123,2 G\$ au 31 décembre 2024, soit une augmentation de 14,5 % comparativement à 107,6 G\$ au 31 décembre 2023. L'actif quotidien moyen des fonds communs de placement s'est établi à 123,3 G\$ au quatrième trimestre de 2024, en hausse de 18,3 % par rapport à 104,2 G\$ au quatrième trimestre de 2023. L'actif quotidien moyen des fonds communs de placement a totalisé 116,1 G\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, en hausse de 11,5 % par rapport à 104,1 G\$ en 2023.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, les entrées brutes de la clientèle se sont élevées à 3,9 G\$ en ce qui concerne l'actif sous services-conseils d'IG Gestion

Tableau 10 : Variation de l'actif géré – IG Gestion de patrimoine

Trimestres clos les (en M\$)	31 déc. 2024	30 sept. 2024	31 déc. 2023	Variation	
				30 sept. 2024	31 déc. 2023
Ventes	3 814 \$	3 301 \$	2 628 \$	15,5 %	45,1 %
Rachats	3 430	2 988	3 680	14,8	(6,8)
Ventes nettes (rachats nets)	384	313	(1 052)	22,7	n.s.
Rendements des placements	2 028	5 820	6 742	(65,2)	(69,9)
Variation de l'actif, montant net	2 412	6 133	5 690	(60,7)	(57,6)
Actif au début	120 788	114 655	101 945	5,3	18,5
Actif à la fin	123 200 \$	120 788 \$	107 635 \$	2,0 %	14,5 %
Actif géré quotidien moyen	123 288 \$	117 656 \$	104 198 \$	4,8 %	18,3 %
Exercices clos les (en M\$)	31 déc. 2024	31 déc. 2023	Variation		
Ventes ¹	15 126 \$	10 917 \$	38,6 %		
Rachats ^{1, 2}	15 356	13 171	16,6		
Ventes nettes (rachats nets)	(230)	(2 254)	89,8		
Rendements des placements	15 795	10 614	48,8		
Variation de l'actif, montant net	15 565	8 360	86,2		
Actif au début	107 635	99 275	8,4		
Actif à la fin	123 200 \$	107 635 \$	14,5 %		
Actif géré quotidien moyen	116 134 \$	104 121 \$	11,5 %		

1. Au deuxième trimestre de 2024, IG Gestion de patrimoine a enregistré une hausse des ventes brutes de fonds d'investissement, des rachats et d'autres flux nets positifs accrus en raison du déclenchement stratégique de gains en capital par la clientèle avant l'entrée en vigueur des modifications apportées à la politique fiscale canadienne sur les gains en capital.

2. Au premier trimestre de 2024, le régime de retraite d'IG Gestion de patrimoine a racheté une tranche de 177 M\$ des fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine, laquelle a été réaffectée à des comptes à gestion distincte gérés par Mackenzie.

de patrimoine, par rapport à 3,1 G\$ en 2023. Pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, les entrées brutes de la clientèle nouvellement acquise, dont l'actif s'élevait à plus de 1,0 M\$, représentaient 33,1 % de toutes les entrées de la clientèle nouvellement acquise. Les entrées nettes de la clientèle se sont chiffrées à 553 M\$, par rapport à des sorties nettes de la clientèle de 228 M\$ pour la période correspondante de 2023. Au cours du quatrième trimestre, les rendements des placements ont donné lieu à une augmentation de 3,5 G\$ de l'actif sous services-conseils, comparativement à une augmentation de 7,2 G\$ au quatrième trimestre de 2023.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, les ventes de fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine par l'entremise de son réseau de conseillers se sont établies à 3,8 G\$, soit une hausse de 45,1 % par rapport à la période correspondante de 2023. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 3,4 G\$, soit une baisse de 6,8 % par rapport à 2023. Pour le quatrième trimestre de 2024, les ventes nettes de fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine se sont établies à 384 M\$, comparativement à des rachats nets de 1,1 G\$ en 2023. Au cours du quatrième trimestre, les rendements des placements ont donné lieu à une

augmentation de 2,0 G\$ de l'actif des fonds communs de placement, comparativement à une augmentation de 6,7 G\$ au cours du quatrième trimestre de 2023.

Le taux de rachat trimestriel annualisé d'IG Gestion de patrimoine pour les fonds à long terme s'est établi à 10,5 % au quatrième trimestre de 2024, comparativement à 13,4 % au quatrième trimestre de 2023. Le taux de rachat en glissement sur douze mois des fonds à long terme d'IG Gestion de patrimoine s'est établi à 12,6 % au 31 décembre 2024, comparativement à 12,2 % au 31 décembre 2023. Le taux de rachat moyen correspondant enregistré par l'ensemble des autres membres de l'Institut des fonds d'investissement du Canada (l'« IFIC ») était d'environ 15,2 % au 31 décembre 2024.

En juin 2024, IG Gestion de patrimoine a enregistré une hausse des ventes brutes de fonds d'investissement, des rachats et d'autres flux nets positifs accrus en raison du déclenchement stratégique de gains en capital par la clientèle avant l'entrée en vigueur des modifications apportées à la politique fiscale canadienne sur les gains en capital.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, les entrées brutes de la clientèle en ce qui concerne l'actif sous services-conseils d'IG Gestion de patrimoine se sont établies à 14,6 G\$, en hausse de 15,5 % par rapport à 12,7 G\$ pour la période correspondante de 2023. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, les entrées brutes de la clientèle nouvellement acquise, dont l'actif s'élevait à plus de 1,0 M\$, représentaient 31,5 % de toutes les entrées de la clientèle nouvellement acquise. Les entrées nettes de la clientèle se sont établies à 756 M\$ pour l'exercice, par rapport à des sorties nettes de la clientèle de 165 M\$ pour la période correspondante de 2023. En 2024, les rendements des placements ont donné lieu à une augmentation de 18,4 G\$ de l'actif sous services-conseils, comparativement à une augmentation de 10,6 G\$ en 2023.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, les ventes de fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine par l'entremise de son réseau de conseillers se sont établies à 15,1 G\$, soit une hausse de 38,6 % par rapport à 2023. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 15,4 G\$, soit une hausse de 16,6 % par rapport à 2023. Les rachats nets de fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine s'élevaient à 230 M\$, comparativement à des rachats nets de 2,3 G\$ en 2023. En 2024, les rendements des placements ont donné lieu à une augmentation de 15,8 G\$ de l'actif des fonds communs de placement, comparativement à une augmentation de 10,6 G\$ en 2023.

En janvier 2024, le régime de retraite d'IG Gestion de patrimoine a racheté une tranche de 177 M\$ des fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine, laquelle a été réaffectée à des comptes à gestion distincte gérés par Placements Mackenzie. À l'exclusion de cette activité, les entrées nettes de la clientèle et les rachats nets pour l'exercice de 2024 se sont chiffrés à 933 M\$ et à 53 M\$, respectivement.

Variation de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils – Résultats du quatrième trimestre de 2024 par rapport à ceux du troisième trimestre de 2024

L'actif sous services-conseils d'IG Gestion de patrimoine se chiffrait à 140,4 G\$ au 31 décembre 2024, soit une hausse de 2,9 %, comparativement à 136,4 G\$ au 30 septembre 2024. Au 31 décembre 2024, l'actif géré des fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine se chiffrait à 123,2 G\$, soit une augmentation de 2,0 %, par rapport à 120,8 G\$ au 30 septembre 2024. L'actif quotidien moyen des fonds communs de placement s'est établi à 123,3 G\$ au quatrième trimestre de 2024, comparativement à 117,7 G\$ au troisième trimestre de 2024, soit une augmentation de 4,8 %.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, les entrées brutes de la clientèle se sont élevées à 3,9 G\$ en ce qui concerne l'actif sous services-conseils d'IG Gestion de patrimoine, par rapport à 3,4 G\$ au trimestre précédent. Les entrées nettes de la clientèle se sont chiffrées à 553 M\$, par rapport à des entrées nettes de la clientèle de 330 M\$ au trimestre précédent. Au cours du quatrième trimestre, les rendements des placements ont donné lieu à une augmentation de 3,5 G\$ de l'actif sous services-conseils, comparativement à une augmentation de 6,4 G\$ au trimestre précédent.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, les ventes de fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine par l'entremise de son réseau de conseillers ont totalisé 3,8 G\$, soit une hausse de 15,5 % par rapport au troisième trimestre de 2024. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 3,4 G\$ au quatrième trimestre, ce qui représente une hausse de 14,8 % par rapport au trimestre précédent, et le taux de rachat trimestriel annualisé s'est établi à 10,5 % au quatrième trimestre, comparativement à 9,4 % au troisième trimestre de 2024. Les ventes nettes de fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine se sont élevées à 384 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à des ventes nettes de 313 M\$ au cours du trimestre précédent.

Revue des résultats d'exploitation par secteur

Le bénéfice net ajusté du secteur Gestion de patrimoine est présenté dans le tableau 11 et comprend les activités d'IG Gestion de patrimoine, le bénéfice lié aux investissements stratégiques et les activités d'IPC.

À la suite de la vente d'IPC conclue le 30 novembre 2023, les résultats d'exploitation d'IPC inclus dans le secteur Gestion de patrimoine ont été classés dans les activités abandonnées et sont présentés dans un poste distinct dans le tableau 11 pour toutes les périodes considérées.

IG Gestion de patrimoine

Le bénéfice net ajusté d'IG Gestion de patrimoine est présenté dans le tableau 12. Le bénéfice net ajusté pour le quatrième trimestre de 2024 s'est chiffré à 135,3 M\$, soit une hausse de 33,0 % par rapport au quatrième trimestre de 2023, et une hausse de 7,8 % par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice net ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 s'est établi à 489,7 M\$, soit une hausse de 13,3 % par rapport à 2023.

Tableau 11 : Résultats d'exploitation – Gestion de patrimoine

Trimestres clos les (en M\$)	31 déc. 2024	30 sept. 2024	31 déc. 2023	Variation	
				30 sept. 2024	31 déc. 2023
Produits					
Gestion de patrimoine					
Honoraires de conseil	342,2 \$	328,6 \$	301,3 \$	4,1 %	13,6 %
Honoraires liés aux produits et aux programmes	265,7	253,5	224,0	4,8	18,6
	607,9	582,1	525,3	4,4	15,7
Frais de rachat	–	–	–	–	–
Autres produits tirés de la planification financière	42,4	36,4	26,4	16,5	60,6
Total du secteur Gestion de patrimoine	650,3	618,5	551,7	5,1	17,9
Produits tirés des placements nets et autres produits	3,3	1,1	3,7	200,0	(10,8)
Quote-part du résultat des entreprises associées	(2,4)	(0,2)	(0,8)	n.s.	(200,0)
	651,2	619,4	554,6	5,1	17,4
Charges					
Services-conseils et croissance des affaires					
Rémunération fondée sur l'actif	178,2	169,5	145,6	5,1	22,4
Rémunération fondée sur les ventes	27,0	26,5	24,3	1,9	11,1
Autres					
Autres commissions liées aux produits	23,0	19,7	18,7	16,8	23,0
Croissance des affaires	45,9	42,8	43,8	7,2	4,8
	68,9	62,5	62,5	10,2	10,2
Total des services-conseils et de la croissance des affaires	274,1	258,5	232,4	6,0	17,9
Activités et services de soutien	118,4	115,3	115,9	2,7	2,2
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	50,5	49,1	43,0	2,9	17,4
	443,0	422,9	391,3	4,8	13,2
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt ¹	208,2	196,5	163,3	6,0	27,5
Charges d'intérêts	26,0	25,8	26,0	0,8	–
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	182,2	170,7	137,3	6,7	32,7
Impôt sur le résultat	49,3	45,8	36,6	7,6	34,7
Bénéfice net ajusté – activités poursuivies¹	132,9	124,9	100,7	6,4	32,0
Bénéfice net – activités abandonnées²	–	–	3,5	–	(100,0)
Bénéfice net ajusté ¹	132,9	124,9	104,2	6,4	27,5
Participation ne donnant pas le contrôle	–	–	–	–	–
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹	132,9 \$	124,9 \$	104,2 \$	6,4 %	27,5 %

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

2. Résultats d'exploitation par secteur d'IPC.

Tableau 11 : Résultats d'exploitation – Gestion de patrimoine (suite)

<i>Exercices clos les (en M\$)</i>	31 déc. 2024	31 déc. 2023	Variation
Produits			
Gestion de patrimoine			
Honoraires de conseil	1 295,2 \$	1 188,5 \$	9,0 %
Honoraires liés aux produits et aux programmes	995,7	890,5	11,8
	2 290,9	2 079,0	10,2
Frais de rachat	–	1,0	(100,0)
Autres produits tirés de la planification financière	154,7	126,2	22,6
Total du secteur Gestion de patrimoine	2 445,6	2 206,2	10,9
Produits tirés des placements nets et autres produits	12,4	13,3	(6,8)
Quote-part du résultat des entreprises associées	(10,1)	(3,3)	(206,1)
	2 447,9	2 216,2	10,5
Charges			
Services-conseils et croissance des affaires			
Rémunération fondée sur l'actif	665,6	584,4	13,9
Rémunération fondée sur les ventes	104,3	91,8	13,6
Autres			
Autres commissions liées aux produits	82,1	66,7	23,1
Croissance des affaires	181,9	179,8	1,2
	264,0	246,5	7,1
Total des services-conseils et de la croissance des affaires	1 033,9	922,7	12,1
Activités et services de soutien	463,0	438,5	5,6
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	191,4	172,4	11,0
	1 688,3	1 533,6	10,1
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt ¹	759,6	682,6	11,3
Charges d'intérêts	103,3	98,2	5,2
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	656,3	584,4	12,3
Impôt sur le résultat	178,6	156,1	14,4
Bénéfice net ajusté – activités poursuivies¹	477,7	428,3	11,5
Bénéfice net – activités abandonnées²	–	15,0	(100,0)
Bénéfice net ajusté ¹	477,7	443,3	7,8
Participation ne donnant pas le contrôle	–	0,2	(100,0)
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹	477,7 \$	443,1 \$	7,8 %

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

2. Résultats d'exploitation par secteur d'IPC.

Le bénéfice ajusté avant intérêts et impôt pour le quatrième trimestre de 2024 s'est chiffré à 210,8 M\$, soit une hausse de 28,3 % par rapport au quatrième trimestre de 2023, et une hausse de 7,1 % par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice ajusté avant intérêts et impôt pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 s'est établi à 770,6 M\$, soit une hausse de 12,2 % par rapport à 2023.

Résultats de 2024 par rapport à ceux de 2023

Produits tirés des honoraires

Les honoraires de conseil comprennent des honoraires tirés de la prestation de conseils financiers à la clientèle, y compris des honoraires liés à la distribution de produits, qui dépendent en grande partie du volume et de la composition de l'actif sous services-conseils. Les honoraires de conseil se sont chiffrés à 342,2 M\$ au quatrième trimestre de 2024, en hausse de 40,9 M\$, ou 13,6 %, par rapport à 301,3 M\$ en 2023. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, les honoraires de conseil se

Tableau 12 : Résultats d'exploitation – IG Gestion de patrimoine

Trimestres clos les (en M\$)	31 déc. 2024	30 sept. 2024	31 déc. 2023	Variation	
				30 sept. 2024	31 déc. 2023
Produits					
Gestion de patrimoine					
Honoraires de conseil	342,2 \$	328,6 \$	301,3 \$	4,1 %	13,6 %
Honoraires liés aux produits et aux programmes	265,7	253,5	224,0	4,8	18,6
	607,9	582,1	525,3	4,4	15,7
Frais de rachat	–	–	–	–	–
Autres produits tirés de la planification financière	42,4	36,4	26,4	16,5	60,6
Total du secteur Gestion de patrimoine	650,3	618,5	551,7	5,1	17,9
Produits tirés des placements nets et autres produits	3,3	1,1	3,7	200,0	(10,8)
	653,6	619,6	555,4	5,5	17,7
Charges					
Services-conseils et croissance des affaires					
Rémunération fondée sur l'actif	178,2	169,5	145,6	5,1	22,4
Rémunération fondée sur les ventes	27,0	26,5	24,3	1,9	11,1
Autres					
Autres commissions liées aux produits	23,0	19,7	18,7	16,8	23,0
Croissance des affaires	45,9	42,8	43,8	7,2	4,8
	68,9	62,5	62,5	10,2	10,2
Total des services-conseils et de la croissance des affaires	274,1	258,5	232,4	6,0	17,9
Activités et services de soutien	118,2	115,1	115,7	2,7	2,2
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	50,5	49,1	43,0	2,9	17,4
	442,8	422,7	391,1	4,8	13,2
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt ¹	210,8	196,9	164,3	7,1	28,3
Charges d'intérêts	26,0	25,8	26,0	0,8	–
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	184,8	171,1	138,3	8,0	33,6
Impôt sur le résultat	49,5	45,6	36,6	8,6	35,2
Bénéfice net ajusté¹	135,3 \$	125,5 \$	101,7 \$	7,8 %	33,0 %

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

sont chiffrés à 1 295,2 M\$, en hausse de 106,7 M\$, ou 9,0 %, par rapport à 1 188,5 M\$ en 2023.

L'augmentation des honoraires de conseil pour le trimestre clos le 31 décembre 2024 est principalement attribuable à la hausse de l'actif sous services-conseils moyen de 19,0 %, comme l'illustre le tableau 9, contrebalancée en partie par la diminution du taux des honoraires de conseil. L'augmentation des honoraires de conseil pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 est principalement attribuable à la hausse de l'actif sous services-conseils moyen de 12,9 %, contrebalancée en partie par la diminution du taux des honoraires de conseil. Le taux moyen des honoraires de conseil pour le quatrième trimestre s'est établi à 97,7 points de base de l'actif sous services-conseils moyen, comparativement à 102,1 points de base en 2023. Le taux moyen des honoraires de conseil pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 s'est établi à 98,8 points de base de

l'actif sous services-conseils moyen, comparativement à 102,3 points de base en 2023. Les taux des honoraires sont déterminés en fonction des volumes de l'actif sous services-conseils de la clientèle, et le taux moyen fluctuera en fonction des variations de l'actif sous services-conseils de la clientèle et de la composition des produits.

Les honoraires liés aux produits et aux programmes dépendent en grande partie du volume et de la composition de l'actif géré des fonds communs de placement. Les honoraires liés aux produits et aux programmes ont totalisé 265,7 M\$ pour le trimestre considéré, en hausse de 18,6 % par rapport à 224,0 M\$ pour l'exercice précédent, ce qui est principalement attribuable à l'augmentation de 18,3 % de l'actif géré moyen, comme l'illustre le tableau 10. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, les honoraires liés aux produits et aux programmes se sont établis à 995,7 M\$,

Tableau 12 : Résultats d'exploitation – IG Gestion de patrimoine (suite)

<i>Exercices clos les (en M\$)</i>	31 déc. 2024	31 déc. 2023	Variation
Produits			
Gestion de patrimoine			
Honoraires de conseil	1 295,2 \$	1 188,5 \$	9,0 %
Honoraires liés aux produits et aux programmes	995,7	890,5	11,8
	2 290,9	2 079,0	10,2
Frais de rachat	–	1,0	(100,0)
Autres produits tirés de la planification financière	154,7	126,2	22,6
Total du secteur Gestion de patrimoine	2 445,6	2 206,2	10,9
Produits tirés des placements nets et autres produits	12,4	13,3	(6,8)
	2 458,0	2 219,5	10,7
Charges			
Services-conseils et croissance des affaires			
Rémunération fondée sur l'actif	665,6	584,4	13,9
Rémunération fondée sur les ventes	104,3	91,8	13,6
Autres			
Autres commissions liées aux produits	82,1	66,7	23,1
Croissance des affaires	181,9	179,8	1,2
	264,0	246,5	7,1
Total des services-conseils et de la croissance des affaires	1 033,9	922,7	12,1
Activités et services de soutien	462,1	437,5	5,6
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	191,4	172,4	11,0
	1 687,4	1 532,6	10,1
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt ¹	770,6	686,9	12,2
Charges d'intérêts	103,3	98,2	5,2
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	667,3	588,7	13,4
Impôt sur le résultat	177,6	156,3	13,6
Bénéfice net ajusté¹	489,7 \$	432,4 \$	13,3 %

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

comparativement à 890,5 M\$ en 2023, soit une augmentation de 11,8 % principalement attribuable à la hausse de l'actif géré moyen de 11,5 %. Le taux moyen des honoraires liés aux produits et aux programmes pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2024 s'est établi à 85,5 et à 85,6 points de base de l'actif géré moyen, respectivement, comparativement à 85,5 et à 85,7 points de base pour les périodes correspondantes de 2023.

Les autres produits tirés de la planification financière proviennent principalement de ce qui suit :

- les activités bancaires hypothécaires;
- la distribution de produits d'assurance par l'intermédiaire des Services d'Assurance I.G. Inc.;
- la prestation de services de négociation de titres par l'intermédiaire de Valeurs mobilières Groupe Investors Inc.

Les autres produits tirés de la planification financière, qui se sont chiffrés à 42,4 M\$ au quatrième trimestre de 2024, ont augmenté de 16,0 M\$ par rapport à 26,4 M\$ en 2023. Pour l'exercice, les autres produits tirés de la planification financière se sont chiffrés à 154,7 M\$, en hausse de 28,5 M\$ par rapport à 126,2 M\$ en 2023. La variation pour le trimestre et l'exercice est attribuable à la hausse du bénéfice tiré des activités bancaires hypothécaires et à la hausse des produits tirés de la distribution de produits d'assurance, partiellement contrebalancées par la baisse des produits tirés de la distribution de produits bancaires. La hausse du bénéfice tiré des activités bancaires hypothécaires pour le trimestre est attribuable à l'augmentation des ajustements de la juste valeur et, pour l'exercice, à la hausse des produits d'intérêts sur les prêts hypothécaires détenus avant la titrisation, partiellement contrebalancée par l'augmentation des ajustements négatifs de la juste valeur.

Tableau 13 : Activités bancaires hypothécaires – IG Gestion de patrimoine

<i>Trimestres clos les</i> <i>(en M\$)</i>	31 déc. 2024	30 sept. 2024	31 déc. 2023	Variation	
				30 sept. 2024	31 déc. 2023
Total des produits tirés des activités bancaires hypothécaires					
Produits d'intérêts nets tirés des prêts titrisés					
Produits d'intérêts	49,7 \$	47,3 \$	41,7 \$	5,1 %	19,2 %
Charges d'intérêts	47,0	44,0	39,6	6,8	18,7
Produits d'intérêts nets	2,7	3,3	2,1	(18,2)	28,6
Profits (pertes) sur ventes ¹	0,7	–	(0,8)	n.s.	n.s.
Ajustements de la juste valeur	(0,9)	(4,1)	(9,2)	78,0	90,2
Autres	4,5	6,3	4,6	(28,6)	(2,2)
	7,0 \$	5,5 \$	(3,3)\$	27,3 %	n.s. %
Moyenne des prêts hypothécaires gérés					
Titrisations	4 964 \$	4 755 \$	4 694 \$	4,4 %	5,8 %
Autres	1 820	1 981	2 122	(8,1)	(14,2)
	6 784 \$	6 736 \$	6 816 \$	0,7 %	(0,5)%
Ventes de prêts hypothécaires aux parties suivantes² :					
Titrisations	434 \$	524 \$	379 \$	(17,2)%	14,5 %
Autres ¹	74	–	38	n.s.	94,7
	508 \$	524 \$	417 \$	(3,1)%	21,8 %
Exercices clos les					
<i>(en M\$)</i>			31 déc. 2024	31 déc. 2023	Variation
Total des produits tirés des activités bancaires hypothécaires					
Produits d'intérêts nets tirés des prêts titrisés					
Produits d'intérêts			184,1 \$	155,2 \$	18,6 %
Charges d'intérêts			172,3	142,8	20,7
Produits d'intérêts nets			11,8	12,4	(4,8)
Profits (pertes) sur ventes ¹			1,2	(3,6)	n.s.
Ajustements de la juste valeur			(10,4)	(8,0)	(30,0)
Autres			23,4	14,6	60,3
			26,0 \$	15,4 \$	68,8 %
Moyenne des prêts hypothécaires gérés					
Titrisations			4 756 \$	4 630 \$	2,7 %
Autres			2 005	2 160	(7,2)
			6 761 \$	6 790 \$	(0,4)%
Ventes de prêts hypothécaires aux parties suivantes² :					
Titrisations			1 612 \$	1 327 \$	21,5 %
Autres ¹			121	228	(46,9)
			1 733 \$	1 555 \$	11,4 %

1. Représentent les ventes aux investisseurs institutionnels grâce à des placements privés et au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme IG Mackenzie, ainsi que les profits (pertes) réalisés sur ces ventes.

2. Représentent les montants en principal vendus.

Le sommaire des activités bancaires hypothécaires pour le trimestre et l'exercice est présenté dans le tableau 13.

Produits tirés des placements nets et autres produits

Le poste Produits tirés des placements nets et autres produits se rapporte aux profits ou aux pertes latents sur les placements dans des fonds exclusifs enregistrés au cours du trimestre et de l'exercice clos le

31 décembre 2024, aux produits tirés des placements provenant de notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, ainsi qu'aux titres et autres produits qui ne se rapportent pas à nos entreprises principales. Il comprend également une charge provenant du secteur Activités internes et autres visant l'utilisation de capital non attribué.

Charges

IG Gestion de patrimoine engage des charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires qui comprennent la rémunération versée à nos conseillers. La plus grande partie de ces coûts varient directement en fonction du volume des actifs ou des ventes. D'autres activités de distribution et de croissance des affaires sont aussi comprises, lesquelles ne varient pas directement en fonction du volume des actifs ou des ventes, comme le canal organisationnel, la commercialisation et la publicité directes, le soutien de spécialistes en planification financière et d'autres coûts engagés pour soutenir nos réseaux de conseillers. Ces charges sont généralement de nature discrétionnaire ou varient en fonction du nombre de conseillers et de conseillères ou de clients et clientes.

La rémunération fondée sur l'actif comprend la rémunération versée au canal de conseillers entrepreneurs et au canal organisationnel. La rémunération liée au canal des conseillers entrepreneurs fluctue principalement en fonction de la valeur de l'actif sous services-conseils et de la composition des produits, tandis que le canal organisationnel fluctue en grande partie en fonction du nombre de clients et de clientes au sein du canal. Pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2024, la rémunération fondée sur l'actif a augmenté de 32,6 M\$ et de 81,2 M\$ par rapport à 2023, pour s'établir à 178,2 M\$ et à 665,6 M\$, respectivement. L'augmentation observée pour le trimestre et l'exercice est principalement attribuable à l'augmentation de l'actif sous services-conseils et à d'autres changements apportés à la rémunération.

La rémunération fondée sur les ventes d'IG Gestion de patrimoine est calculée à partir des nouveaux actifs nets versés dans les comptes de la clientèle d'IG Gestion de patrimoine (sous réserve des exigences en matière d'admissibilité). Tous les versements de rémunération fondée sur les ventes sont inscrits à l'actif et amortis, car ils reflètent les coûts marginaux visant à obtenir un contrat auprès de clients et de clientes. La rémunération fondée sur les ventes s'est établie à 27,0 M\$ pour le quatrième trimestre de 2024, soit une hausse de 2,7 M\$ par rapport à 24,3 M\$ en 2023. Pour l'exercice, la rémunération fondée sur les ventes s'est chiffrée à 104,3 M\$, soit une hausse de 12,5 M\$ par rapport à 91,8 M\$ en 2023.

Les autres charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires se sont chiffrées à 68,9 M\$ au quatrième trimestre de 2024, comparativement à 65,2 M\$ en 2023, soit une hausse de 6,4 M\$ principalement attribuable à la hausse de la rémunération versée en contrepartie de la distribution de produits d'assurance et au calendrier de certains projets et d'autres charges.

Les autres charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires se sont chiffrées à 264,0 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, soit une hausse de 17,5 M\$, par rapport à 246,5 M\$ en 2023, principalement attribuable à la hausse de la rémunération versée en contrepartie de la distribution de produits d'assurance.

Les charges liées aux activités et aux services de soutien comprennent les coûts engagés pour soutenir notre fonction de gestion de patrimoine et nos autres fonctions générales et administratives, comme la gestion des produits, la technologie et les activités, ainsi que d'autres unités d'exploitation fonctionnelles, et d'autres charges de la Société. Les charges liées aux activités et aux services de soutien se sont établies à 118,2 M\$ pour le quatrième trimestre de 2024, comparativement à 115,7 M\$ en 2023, soit une hausse de 2,5 M\$. Pour l'exercice, les charges liées aux activités et aux services de soutien se sont chiffrées à 462,1 M\$ en 2024, comparativement à 437,5 M\$ en 2023, soit une hausse de 24,6 M\$, ou 5,6 %.

Les charges liées aux comptes gérés à titre de sous-conseiller se sont établies à 50,5 M\$ pour le quatrième trimestre de 2024, comparativement à 43,0 M\$ en 2023, soit une hausse de 7,5 M\$, ou 17,4 %. Pour l'exercice, les charges liées aux comptes gérés à titre de sous-conseiller se sont établies à 191,4 M\$ en 2024, comparativement à 172,4 M\$ en 2023, soit une hausse de 19,0 M\$, ou 11,0 %. La variation observée pour les deux périodes est principalement attribuable aux variations de l'actif géré.

Charges d'intérêts

Les charges d'intérêts, qui comprennent les charges d'intérêts affectées sur la dette à long terme et les charges d'intérêts sur les contrats de location, ont totalisé 26,0 M\$ au quatrième trimestre de 2024, inchangées par rapport à 2023. Pour l'exercice, les charges d'intérêts ont totalisé 103,3 M\$, comparativement à 98,2 M\$ en 2023. Les charges d'intérêts sur la dette à long terme sont calculées en fonction d'une affectation de la dette à long terme de la Société financière IGM à IG Gestion de patrimoine. L'affectation de la dette a augmenté pour s'établir à 1,95 G\$ au cours du deuxième trimestre de 2023, en raison de l'émission de titres d'emprunt à long terme par la Société financière IGM. Auparavant, l'affectation s'établissait à 1,7 G\$.

Résultats du quatrième trimestre de 2024 par rapport à ceux du troisième trimestre de 2024

Produits tirés des honoraires

Les produits tirés des honoraires de conseil ont augmenté de 13,6 M\$, ou 4,1 %, au quatrième trimestre de 2024

par rapport au troisième trimestre de 2024, pour s'établir à 342,2 M\$. L'augmentation des honoraires de conseil au quatrième trimestre était principalement attribuable à la hausse de l'actif sous services-conseils moyen de 4,8 % pour le trimestre, comme l'illustre le tableau 9. Le taux moyen des honoraires de conseil au quatrième trimestre s'est établi à 97,7 points de base de l'actif sous services-conseils moyen, comparativement à 98,4 points de base au troisième trimestre. Les taux des honoraires sont déterminés en fonction des volumes de l'actif sous services-conseils de la clientèle, et le taux moyen fluctuera en fonction des variations de l'actif sous services-conseils de la clientèle et de la composition des produits.

Les honoraires liés aux produits et aux programmes se sont établis à 265,7 M\$ au quatrième trimestre de 2024, soit une augmentation de 12,2 M\$, comparativement à 253,5 M\$ au troisième trimestre de 2024. L'augmentation tient essentiellement à la hausse de l'actif géré moyen de 4,8 %, comme l'illustre le tableau 10. Le taux moyen des honoraires liés aux produits et aux programmes s'élevait à 85,5 points de base de l'actif géré, inchangé par rapport au troisième trimestre.

Les autres produits tirés de la planification financière, qui se sont chiffrés à 42,4 M\$ au quatrième trimestre de 2024, ont augmenté de 6,0 M\$ par rapport à 36,4 M\$ au troisième trimestre, en raison de l'augmentation du bénéfice lié aux activités bancaires hypothécaires et de la hausse des produits tirés de la distribution de produits d'assurance.

Charges

Pour le trimestre considéré, les charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires se sont chiffrées à 274,1 M\$, en hausse de 15,6 M\$ par rapport à 258,5 M\$ au trimestre précédent. L'augmentation est principalement attribuable à la hausse de la rémunération fondée sur l'actif qui découle de l'accroissement de l'actif sous services-conseils et du caractère saisonnier des charges.

Les charges liées aux activités et aux services de soutien se sont chiffrées à 118,2 M\$ au quatrième trimestre de 2024, comparativement à 115,1 M\$ au trimestre précédent.

Tableau 14 : Résultats d'exploitation – Investissements stratégiques du secteur Gestion de patrimoine

Trimestres clos les (en M\$)	31 déc. 2024	30 sept. 2024	31 déc. 2023	Variation	
				30 sept. 2024	31 déc. 2023
Produits					
Quote-part du résultat des entreprises associées					
Rockefeller	(2,5)\$	(0,3)\$	– \$	n.s. %	n.s. %
Autres	0,1	0,1	(0,8)	–	n.s.
	(2,4)	(0,2)	(0,8)	n.s.	(200,0)
Charges					
Activités et services de soutien	0,2	0,2	0,2	–	–
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	(2,6)	(0,4)	(1,0)	n.s.	(160,0)
Impôt sur le résultat	(0,2)	0,2	–	n.s.	n.s.
Bénéfice net ajusté¹	(2,4)\$	(0,6)\$	(1,0)\$	n.s. %	(140,0)%
Exercices clos les (en M\$)					
			31 déc. 2024	31 déc. 2023	Variation
Produits					
Quote-part du résultat des entreprises associées					
Rockefeller			(10,0)\$	(0,7)\$	n.s. %
Autres			(0,1)	(2,6)	96,2
			(10,1)	(3,3)	(206,1)
Charges					
Activités et services de soutien			0,9	1,0	(10,0)
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹			(11,0)	(4,3)	(155,8)
Impôt sur le résultat			1,0	(0,2)	n.s.
Bénéfice net ajusté¹			(12,0)\$	(4,1)\$	(192,7)%

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

Investissements stratégiques du secteur Gestion de patrimoine

Le bénéfice net ajusté des investissements stratégiques du secteur Gestion de patrimoine est présenté au tableau 14. Le bénéfice net ajusté pour le quatrième trimestre de 2024 s'est chiffré à (2,4) M\$, comparativement à (1,0) M\$ en 2023 et à (0,6) M\$ au trimestre précédent. Le bénéfice net ajusté pour l'exercice s'est établi à (12,0) M\$, comparativement à (4,1) M\$ en 2023.

La quote-part du résultat de Rockefeller revenant à la Société de (10,0) M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 exclut la quote-part revenant à la Société des coûts de refinancement de la dette exceptionnels d'un montant de 3,3 M\$ lié au remboursement anticipé de l'une des facilités de financement de Rockefeller, qui a été reclassée dans les autres éléments comme il est présenté dans le tableau 3.

Gestion d'actifs

Le secteur Gestion d'actifs comprend Placements Mackenzie et les investissements stratégiques dans ChinaAMC et Northleaf.

Les produits du secteur Gestion d'actifs comprennent ce qui suit :

- **Les honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties** comprennent les honoraires provenant de nos fonds d'investissement et les honoraires de tierces parties en ce qui concerne les services de gestion de placement. La rémunération versée aux courtiers vient contrebalancer les honoraires perçus.
- **Les honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine** comprennent les honoraires provenant du secteur Gestion de patrimoine. Le secteur Gestion de patrimoine est considéré comme un client du secteur Gestion d'actifs et les prix de transfert sont établis

en fonction des frais engagés pour des mandats de gestion d'actifs d'importance similaire.

- **La quote-part du bénéfice des entreprises associées** correspond à la quote-part revenant à la Société du bénéfice des participations mises en équivalence dans ChinaAMC et Northleaf.

L'actif géré par Mackenzie pour le secteur Gestion de patrimoine est compris dans l'actif géré du secteur Gestion d'actifs.

La dette et la charge d'intérêts sont affectées à chaque secteur de la Société financière IGM en fonction de l'évaluation faite par la direction : i) de la capacité à assurer le service de la dette; et ii) des secteurs où le service de la dette est assuré. L'impôt sur le résultat est également présenté dans chaque secteur.

Revue des activités

Placements Mackenzie est un fournisseur de solutions de gestion d'actifs diversifiées qui a été fondé en 1967. Nous offrons des services de gestion de placements et des services connexes dans le cadre d'une vaste gamme de mandats d'investissement au moyen d'une structure de boutiques de placement et d'une multitude de canaux de distribution. Nous sommes déterminés à fournir à notre clientèle des rendements élevés de placements grâce à une expérience de plus de 50 ans dans le secteur de la gestion de placements.

Mackenzie tire des honoraires de gestion d'actifs principalement des éléments suivants :

- les honoraires de gestion tirés de ses fonds d'investissement, des comptes gérés à titre de sous-conseiller et de la clientèle institutionnelle;
- les honoraires tirés de ses fonds communs de placement pour les services administratifs;
- les frais de rachat sur les parts comportant des frais d'acquisition différés et des frais d'acquisition modérés.

La plus grande partie des produits de Mackenzie provient des honoraires de gestion. Le montant des honoraires de gestion dépend du volume et de la composition de l'actif géré. Les taux des honoraires de gestion varient en fonction des objectifs de placement et du type de compte des actifs gérés sous-jacents. Les taux

des honoraires de gestion des mandats d'actions sont plus élevés que ceux des mandats à revenu fixe, et les comptes de fonds communs de placement destinés aux épargnants sont assortis de taux d'honoraires de gestion plus élevés que les fonds négociés en bourse, les comptes gérés à titre de sous-conseiller et les comptes de la clientèle institutionnelle.

Fondée en 1998 et l'une des premières sociétés de gestion de fonds de placement en Chine, ChinaAMC s'est taillé et maintient une position de chef de file dans le secteur chinois de la gestion d'actifs. ChinaAMC favorise la croissance grâce à l'innovation en matière de produits et à l'offre de solutions et de services de placement à actifs multiples à un groupe diversifié de clients institutionnels et de particuliers.

Northleaf est un gestionnaire de fonds d'actions de sociétés fermées, d'instruments de crédit privé et d'infrastructures à l'échelle mondiale dont le siège social est à Toronto. Northleaf cherche à offrir des rendements absolus ajustés en fonction du risque élevés grâce à l'accès à la création de valeur à l'extérieur des marchés publics.

Placements Mackenzie

Stratégie

Mackenzie a pour mission de créer un monde davantage investi, ensemble.

Mackenzie a pour objectif de devenir le fournisseur de solutions de gestion mondiales et le partenaire commercial préféré au Canada.

Les mandats stratégiques de Mackenzie sont les suivants : devenir le leader dans le marché de détail au Canada, établir des partenariats stratégiques significatifs et établir une présence dans des canaux sous-exploités en adoptant une approche ciblée. Nous accomplissons nos mandats stratégiques en ciblant les aspects clés suivants :

- améliorer la distribution de façon continue au moyen d'une approche sectorielle;
- générer un rendement des placements concurrentiel ajusté en fonction du risque;
- promouvoir un leadership de marque;
- créer des solutions et des produits novateurs et pertinents;
- encourager un avenir durable;
- assurer l'excellence et l'efficacité opérationnelles;
- favoriser une culture axée sur la performance, la diversification et l'excellence.

Les aspects clés que nous ciblons favorisent la croissance future des activités. Nous y parviendrons en nous engageant à assurer la réussite de notre clientèle, en attirant et en formant les meilleurs esprits dans le secteur de l'investissement, en maintenant une approche en matière de placement fondée sur une structure de boutiques de placement, en mettant l'accent sur les produits novateurs et visionnaires et en étant responsables dans tout ce que nous entreprenons.

Nos services de gestion des placements sont offerts au moyen d'une structure de boutiques de placement, qui sont des équipes spécialisées internes ayant chacune leur propre orientation et approche en matière de placement. Nos équipes de recherche et de gestion de portefeuille sont situées à Toronto, à Montréal, à Winnipeg, à Vancouver, à Boston, à Dublin et à Hong Kong. En outre, notre participation dans Northleaf accroît nos capacités de placement en offrant à notre clientèle des solutions de placements en actions de sociétés fermées, instruments de crédit privé et infrastructures à l'échelle mondiale, et notre participation dans ChinaAMC offre à notre clientèle un accès aux marchés financiers chinois. Nous nous adjoignons les services de partenaires stratégiques (sous-conseillers externes) pour compléter nos capacités en matière de placement dans des secteurs

précis. Notre vaste éventail de capacités et de produits de placement en évolution constante constitue notre principale force afin de répondre aux besoins financiers changeants des investisseurs.

Nos affaires reposent sur trois canaux de distribution clés : le réseau de détail, les alliances stratégiques ainsi que le marché institutionnel.

Mackenzie distribue principalement ses produits de placement de détail grâce à des conseillers financiers externes. Nos équipes de vente travaillent avec plus de 30 000 conseillers financiers indépendants et leurs cabinets partout au Canada. Notre gamme de solutions de placement novatrice et exhaustive couvre toutes les catégories d'actifs et régions du globe. Nous offrons une gamme de solutions de placement et de produits pertinents conçue pour aider les conseillers à répondre aux besoins en constante évolution de leur clientèle. Nous lançons régulièrement de nouveaux fonds et nous pouvons fusionner ou rationaliser notre gamme de fonds pour offrir des solutions de placement améliorées.

En plus de son réseau de distribution de détail, Mackenzie a recours à des équipes spécialisées qui se concentrent sur les alliances stratégiques et le marché institutionnel.

Grâce à ses alliances stratégiques, Mackenzie offre certaines séries de ses fonds communs de placement et fournit des services de sous-conseiller pour des programmes de placement de tierces parties ou de parties liées offerts par des banques, des compagnies d'assurances et d'autres sociétés d'investissement. Les alliances stratégiques avec des parties liées comprennent la prestation de services-conseils aux filiales d'IG Gestion de patrimoine et de Lifeco (y compris IPC). Mackenzie s'associe à Wealthsimple pour distribuer des FNB par l'intermédiaire de sa gamme de produits. Mackenzie est également l'un des deux fournisseurs exclusifs de solutions de placement auprès de Les Placements PFSL du Canada Ltée (« Primerica »). À ce titre, elle a lancé une gamme de 27 fonds conçus pour répondre aux besoins particuliers des conseillers de Primerica et de leur clientèle. Dans le cadre de ses alliances stratégiques, Mackenzie établit sa relation de distribution principale avec le siège social de la banque, de la compagnie d'assurances ou de la société d'investissement.

Pour ce qui est du canal institutionnel, Mackenzie offre des services de gestion de placements aux administrateurs de régimes de retraite, de fondations et d'autres institutions. Nous attirons de nouvelles entreprises institutionnelles grâce à nos relations avec des conseillers en régimes de retraite et en gestion.

Les activités de ventes brutes et de rachats dans les comptes de la clientèle institutionnelle et des alliances stratégiques peuvent être plus importantes que celles dans le canal de détail, compte tenu de l'importance relative et de la nature de la relation de distribution liée à ces comptes. Ces comptes font également l'objet d'évaluations continues et d'activités de rééquilibrage qui peuvent entraîner des variations importantes des volumes de l'actif géré.

Mackenzie continue de jouir d'une position enviable pour renforcer ses relations de distribution. Pour ce faire, nous pouvons compter sur notre équipe de professionnels en placements chevronnés, à la force de notre réseau de distribution, à notre vaste gamme de produits, à nos produits offerts à des tarifs concurrentiels et à l'importance que nous accordons à l'expérience client et à l'excellence de nos placements.

Faits nouveaux en 2024

Au cours du troisième trimestre de 2024, Mackenzie a élargi notre partenariat avec CGI afin de transformer nos services de traitement des transactions et d'améliorer la façon dont nous servons notre clientèle et nos conseillers. Dans le cadre de ce partenariat élargi, Mackenzie a transféré certains services administratifs à CGI au cours du quatrième trimestre de 2024 afin d'accélérer notre transformation numérique et d'accroître notre capacité à offrir une expérience client de premier plan dans le secteur.

Gestion de placements

Au 31 décembre 2024, l'actif géré de Mackenzie s'élevait à 213,3 G\$, incluant des mandats de sous-conseiller exécutés pour le secteur Gestion de patrimoine d'un montant de 83,4 G\$.

Nous continuons d'offrir nos produits de placement au moyen d'une structure de boutiques de placement, qui sont des équipes spécialisées internes ayant chacune leurs propres orientations et approche en matière de placement. Notre équipe de placement se répartit actuellement en 16 boutiques spécialisées. Cette approche favorise la diversification des styles et des idées, et met à la portée de Mackenzie une vaste gamme de talents. La surveillance est assurée au moyen d'un processus employé pour toutes les équipes et dont l'objectif est de favoriser des rendements supérieurs ajustés en fonction du risque au fil du temps. Ce processus de surveillance s'articule autour de trois axes : i) déterminer l'avantage relativement à la performance de chacune des équipes et encourager celles-ci à conserver cet avantage, ii) encourager les pratiques exemplaires dans le cadre de

l'élaboration de portefeuilles et iii) mettre l'accent sur la gestion des risques.

La participation économique de 56 % de Mackenzie dans Northleaf augmente ses capacités d'investissement en offrant à la clientèle des solutions de placement en matière d'actions de sociétés fermées, d'instruments de crédit privé et d'infrastructures à l'échelle mondiale.

Outre ses propres équipes de placement, Mackenzie s'adjoint les services de sous-conseillers externes et de fournisseurs d'indices à bêta stratégique pour compléter ses capacités en matière de placement dans des secteurs précis. Ils comprennent Putnam Investments et ChinaAMC. À la suite du lancement de la gamme de 27 Fonds FuturePath pour Primerica, les sous-conseillers tiers suivants ont été ajoutés : Gestion d'actifs 1832, Addenda, Brandywine, BlackRock et T. Rowe Price.

Le rendement des placements à long terme est une mesure clé du succès continu de Mackenzie. Au 31 décembre 2024, 43,3 %, 56,1 % et 51,4 % de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie se situaient dans les deux premiers quartiles pour les rendements sur un an, trois ans et cinq ans, respectivement. Mackenzie surveille également le rendement de ses fonds par rapport à la notation attribuée par le service de notation de fonds Morningstar[†]. Au 31 décembre 2024, 87,5 % de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie évalués par Morningstar[†] étaient notés trois étoiles ou plus, et 48,0 % étaient notés quatre ou cinq étoiles. Pour l'ensemble des fonds évalués par Morningstar[†], les proportions étaient de 87,9 % pour les fonds notés trois étoiles ou plus et de 55,3 % pour les fonds notés quatre et cinq étoiles au 31 décembre 2024.

Produits

Mackenzie continue d'élargir sa gamme de produits en créant des solutions de placement améliorées que les conseillers financiers peuvent offrir à leur clientèle. En 2024, Mackenzie a lancé sept fonds communs de placement et huit FNB et conclu plusieurs fusions de fonds.

Fonds communs de placement

Mackenzie gère sa gamme de produits en procédant au lancement de nouveaux fonds et à la fusion d'autres fonds afin de rationaliser son offre de fonds pour les conseillers et les investisseurs. Au cours des trois premiers trimestres de 2024, Mackenzie a lancé quatre fonds communs de placement :

- le Fonds mondial à faible volatilité Mackenzie;
- le Fonds d'actions mondiales charia Mackenzie;
- le Fonds de titres à revenu fixe de sociétés mondiales Mackenzie;

- Le Fonds d'actions des marchés émergents hors Chine Mackenzie.

Au cours du quatrième trimestre de 2024, Mackenzie a lancé trois fonds communs de placement :

- le Fonds de petites capitalisations américaines Mackenzie qui permet aux investisseurs d'ajouter à leur portefeuille des actions de sociétés américaines à petite capitalisation par l'intermédiaire du processus d'investissement de l'équipe des actions quantitatives mondiales Mackenzie;
- le Fonds mondial de dividendes à rendement amélioré Mackenzie et le Fonds mondial de dividendes à rendement amélioré Plus Mackenzie, qui visent à générer un revenu mensuel stable et efficient sur le plan fiscal au moyen d'une combinaison de dividendes et de primes d'options.

Fonds alternatifs

Mackenzie compte actuellement huit fonds alternatifs, y compris quatre produits en collaboration avec Northleaf Capital Partners (« Northleaf ») dans le cadre de son engagement à accroître l'accès des épargnants aux solutions de placement sur les marchés privés.

Fonds négociés en bourse

L'ajout de fonds négociés en bourse (« FNB ») est venu compléter la gamme riche et novatrice de fonds de Mackenzie et reflète sa vision centrée sur les investisseurs, ainsi que son engagement à fournir aux conseillers et aux investisseurs de nouvelles solutions pour procurer à ces derniers des résultats leur permettant d'atteindre leurs objectifs personnels. Ces FNB proposent aux investisseurs une autre option de placement lorsqu'ils construisent des portefeuilles diversifiés à long terme.

En 2024, Mackenzie a lancé huit nouveaux FNB pour élargir davantage sa gamme diversifiée de produits :

- le FNB mondial à faible volatilité Mackenzie;
- le FNB mondial de dividendes Mackenzie;
- le FNB canadien à faible volatilité Mackenzie;
- le FNB américain à faible volatilité Mackenzie;
- le FNB de croissance nouvelle génération Mackenzie Bluewater;
- le FNB de ressources de base Mackenzie;
- le FNB Actions internationales Mackenzie;
- le FNB d'actions mondiales Mackenzie.

La gamme actuelle de Mackenzie comprend 51 FNB : 28 FNB actifs et à bêta stratégique et 23 FNB indiciaires traditionnels. À la fin du trimestre, l'actif géré des FNB s'établissait à 15,5 G\$, ce qui comprend des investissements de 8,2 G\$ des produits gérés d'IGM.

Au sein du secteur canadien des FNB, Mackenzie occupe le huitième rang en ce qui a trait à l'actif géré.

Actif géré du secteur Gestion d'actifs

L'actif géré est un indicateur de rendement clé pour le secteur Gestion d'actifs.

Un sommaire des variations du total de l'actif géré est présenté au tableau 15, et un sommaire des variations de l'actif géré des fonds d'investissement est présenté au tableau 16. L'actif géré pour le secteur Gestion de patrimoine est compris dans le total de l'actif géré.

L'actif géré du secteur Gestion d'actifs, y compris les investissements stratégiques, se chiffrait à 366,1 G\$ au 31 décembre 2024, comparativement à 305,1 G\$ au 31 décembre 2023. L'actif géré des investissements stratégiques est fondé sur la participation directe et indirecte de la Société dans ces sociétés.

Au 31 décembre 2024, le total de l'actif géré de Mackenzie se chiffrait à 213,3 G\$, soit une hausse de 9,0 % par rapport à 195,7 G\$ pour l'exercice précédent. Le total de l'actif géré des tiers de Mackenzie s'est établi à 129,9 G\$, en hausse de 9,2 % par rapport à 118,9 G\$ pour l'exercice précédent. La variation de l'actif géré de Mackenzie est déterminée par les rendements des placements et les cotisations nettes de ses clients et de ses clientes.

Au 31 décembre 2024, l'actif géré de ChinaAMC s'élevait à 2 464,5 milliards de RMB¥ (486,2 G\$), comparativement à 1 823,6 milliards de RMB¥ (341,0 G\$) au 31 décembre 2023, soit une hausse de 35,1 % (42,6 % en dollars canadiens). Mackenzie détient une participation de 27,8 % dans ChinaAMC.

Au 31 décembre 2024, l'actif géré de Northleaf s'élevait à 32,0 G\$, comparativement à 26,6 G\$ au 31 décembre 2023, soit une hausse de 20,3 %. Mackenzie détient une participation économique de 56 % dans Northleaf.

Actif géré de Placements Mackenzie

Variation de l'actif géré – Résultats de 2024 par rapport à ceux de 2023

Au 31 décembre 2024, le total de l'actif géré de Mackenzie s'élevait à 213,3 G\$, en hausse de 9,0 %, comparativement à 195,7 G\$ au 31 décembre 2023. L'actif géré des tiers s'élevait à 129,9 G\$, en hausse de 9,2 %, par rapport à 118,9 G\$ au 31 décembre 2023.

Au 31 décembre 2024, l'actif géré des fonds d'investissement s'élevait à 68,7 G\$, comparativement à 61,9 G\$ au 31 décembre 2023, soit une hausse de 10,9 %. L'actif géré des fonds communs de placement de Mackenzie de 61,4 G\$ a augmenté de 8,9 %,

Tableau 15 : Variation du total de l'actif géré – Gestion d'actifs

Trimestres clos les (en M\$)	Variation				
	31 déc. 2024	30 sept. 2024	31 déc. 2023	30 sept. 2024	31 déc. 2023
Actif géré de Mackenzie, excluant les comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie et du secteur Gestion de patrimoine					
Ventes nettes (rachats nets)					
Fonds communs de placement	(699)\$	(569)\$	(987)\$	(22,8)%	29,2 %
Créations nettes de parts de FNB	322	273	161	17,9	100,0
Fonds d'investissement ^{1,2}	(377)	(296)	(826)	(27,4)	54,4
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes	68	(306)	(186)	n.s.	n.s.
Total des ventes nettes (rachats nets)	(309)	(602)	(1 012)	48,7	69,5
Rendements des placements	1 479	3 734	4 192	(60,4)	(64,7)
Variation de l'actif, montant net	1 170	3 132	3 180	(62,6)	(63,2)
Actif au début	75 898	72 766	66 102	4,3	14,8
Actif à la fin	77 068 \$	75 898 \$	69 282 \$	1,5 %	11,2 %
Actif géré consolidé de Mackenzie					
Fonds communs de placement	61 435 \$	60 951 \$	56 408 \$	0,8 %	8,9 %
FNB	7 258	6 868	5 507	5,7	31,8
Fonds d'investissement ^{1,2}	68 693	67 819	61 915	1,3	10,9
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes	8 375	8 079	7 367	3,7	13,7
	77 068	75 898	69 282	1,5	11,2
Comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie ³	52 879	52 608	49 665	0,5	6,5
Actif géré des tiers	129 947	128 506	118 947	1,1	9,2
Comptes gérés à titre de sous-conseiller et actif géré du secteur Gestion de patrimoine ^{2,3}	83 369	83 584	76 758	(0,3)	8,6
Actif géré consolidé	213 316 \$	212 090 \$	195 705 \$	0,6 %	9,0 %
Actif géré lié aux investissements stratégiques à la fin					
ChinaAMC	135 173 \$	126 324 \$	94 792 \$	7,0 %	42,6 %
Northleaf	17 926	16 588	14 912	8,1	20,2
Éliminations intersectorielles	(361)	(266)	(260)	(35,7)	(38,8)
	152 738 \$	142 646 \$	109 444 \$	7,1 %	39,6 %
Actif géré consolidé à la fin, y compris les investissements stratégiques	366 054 \$	354 736 \$	305 149 \$	3,2 %	20,0 %
Total moyen de l'actif géré de Mackenzie⁴					
Actif géré des tiers	129 964 \$	125 705 \$	114 128 \$	3,4 %	13,9 %
Données consolidées	213 890	207 496	189 302	3,1	13,0

1. Les investissements dans les fonds communs de placement et dans les FNB de Mackenzie par les fonds d'investissement de la Société financière IGM sont exclus de l'actif géré et des ventes nettes des fonds d'investissement.

2. Avec prise d'effet en janvier 2023, les produits (fonds) de Placements Mackenzie vendus par l'intermédiaire d'IG Gestion de patrimoine ont été reclassés hors des fonds d'investissement dans les comptes gérés à titre de sous-conseiller et l'actif géré du secteur Gestion de patrimoine.

3. Avec prise d'effet le 30 novembre 2023, les comptes gérés à titre de sous-conseiller de Mackenzie des activités abandonnées, qui étaient auparavant présentés au titre des comptes gérés à titre de sous-conseiller et de l'actif géré du secteur Gestion de patrimoine, sont maintenant présentés au titre des comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie.

4. En fonction de l'actif quotidien moyen des fonds d'investissement et de l'actif moyen de fin de mois des comptes gérés à titre de sous-conseiller, des comptes de la clientèle institutionnelle et des autres comptes.

comparativement à 56,4 G\$ au 31 décembre 2023. L'actif des FNB de Mackenzie, compte non tenu des FNB détenus dans les produits gérés de la Société financière IGM, se chiffrait à 7,3 G\$ au 31 décembre 2024, soit une hausse de 31,8 % par rapport à 5,5 G\$ au 31 décembre 2023. L'actif des FNB, incluant les produits

gérés de la Société financière IGM, s'établissait à 15,5 G\$ au 31 décembre 2024, comparativement à 12,9 G\$ au 31 décembre 2023.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, les ventes brutes de fonds communs de placement de Mackenzie se sont chiffrées à 2,2 G\$, soit une hausse de 26,0 %

Tableau 15 : Variation du total de l'actif géré – Gestion d'actifs (suite)

<i>Exercices clos les</i> <i>(en M\$)</i>	31 déc. 2024	31 déc. 2023	Change
Actif géré de Mackenzie, excluant les comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie et du secteur Gestion de patrimoine			
Ventes nettes (rachats nets)			
Fonds communs de placement	(2 700)\$	(2 314)\$	(16,7)%
Créations nettes de parts de FNB	1 088	245	n.s.
Fonds d'investissement ^{1, 2}	(1 612)	(2 069)	22,1
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes ^{3, 4}	(389)	192	n.s.
Total des ventes nettes (rachats nets)	(2 001)	(1 877)	(6,6)
Rendements des placements	9 787	5 084	92,5
Variation de l'actif, montant net	7 786	3 207	142,8
Actif au début	69 282	66 075	4,9
Actif à la fin	77 068 \$	69 282 \$	11,2 %
Total moyen de l'actif géré de Mackenzie⁵			
Actif géré des tiers	124 861 \$	115 436 \$	8,2 %
Données consolidées	205 479	191 637	7,2

1. Les investissements dans les fonds communs de placement et dans les FNB de Mackenzie par les fonds d'investissement de la Société financière IGM sont exclus de l'actif géré et des ventes nettes des fonds d'investissement.
2. Avec prise d'effet en janvier 2023, les produits (fonds) de Placements Mackenzie vendus par l'intermédiaire d'IG Gestion de patrimoine ont été reclassés hors des fonds d'investissement dans les comptes gérés à titre de sous-conseiller et l'actif géré du secteur Gestion de patrimoine.
3. Au premier trimestre de 2024, le régime de retraite d'IG Gestion de patrimoine a racheté une tranche de 177 M\$ des fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine, laquelle a été réaffectée à des comptes à gestion distincte gérés par Mackenzie.
4. Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes – Au cours de l'exercice 2023, Mackenzie a remporté un mandat de 490 M\$ auprès d'un client institutionnel.
5. En fonction de l'actif quotidien moyen des fonds d'investissement et de l'actif moyen de fin de mois des comptes gérés à titre de sous-conseiller, des comptes de la clientèle institutionnelle et des autres comptes.

par rapport à 1,7 G\$ en 2023. Au cours du trimestre considéré, les rachats de fonds communs de placement se sont chiffrés à 2,9 G\$, soit une hausse de 6,0 % par rapport à l'exercice précédent. Les rachats nets de fonds communs de placement pour le trimestre clos le 31 décembre 2024 se sont établis à 699 M\$, comparativement à des rachats nets de 987 M\$ pour l'exercice précédent. Au cours du trimestre clos le 31 décembre 2024, les créations nettes de parts de FNB se sont établies à 322 M\$, comparativement à 161 M\$ pour l'exercice précédent. Les rachats nets de fonds d'investissement au cours du trimestre considéré se sont élevés à 377 M\$, comparativement à des rachats nets de 826 M\$ pour l'exercice précédent. Au cours du trimestre considéré, les rendements des placements ont donné lieu à une augmentation de 1,3 G\$ de l'actif des fonds d'investissement, comparativement à une augmentation de 3,7 G\$ pour l'exercice précédent.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, les rachats nets, compte non tenu des comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie et du secteur Gestion de patrimoine, ont totalisé 309 M\$, comparativement à des rachats nets de 1,0 G\$ pour l'exercice précédent. Au cours du trimestre considéré, les rendements des

placements ont donné lieu à une augmentation de l'actif de 1,5 G\$, comparativement à une augmentation de 4,2 G\$ pour l'exercice précédent.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, les ventes brutes de fonds communs de placement de Mackenzie se sont chiffrées à 8,5 G\$, soit une hausse de 16,9 % par rapport à 7,3 G\$ en 2023. Au cours de la période considérée, les rachats de fonds communs de placement se sont chiffrés à 11,2 G\$, soit une hausse de 16,9 % par rapport à l'exercice précédent. Les rachats nets de fonds communs de placement pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 se sont établis à 2,7 G\$, comparativement à des rachats nets de 2,3 G\$ en 2023. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, les créations nettes de parts de FNB se sont établies à 1,1 G\$, comparativement à 245 M\$ pour l'exercice précédent. Les rachats nets de fonds d'investissement au cours de la période considérée se sont élevés à 1,6 G\$, comparativement à des rachats nets de 2,1 G\$ pour l'exercice précédent. Au cours de la période considérée, les rendements des placements ont donné lieu à une augmentation de 8,4 G\$ de l'actif des fonds d'investissement, comparativement à une augmentation de 4,3 G\$ pour l'exercice précédent.

Tableau 16 : Variation de l'actif géré des fonds d'investissement – Placements Mackenzie¹

Trimestres clos les (en M\$)	31 déc. 2024	30 sept. 2024	31 déc. 2023	Variation	
				30 sept. 2024	31 déc. 2023
Ventes	2 188 \$	1 812 \$	1 736 \$	20,8 %	26,0 %
Rachats	2 887	2 381	2 723	21,3	6,0
Ventes nettes (rachats nets) de fonds communs de placement	(699)	(569)	(987)	(22,8)	29,2
Créations nettes de parts de FNB	322	273	161	17,9	100,0
Ventes nettes (rachats nets) de fonds d'investissement^{2, 3}	(377)	(296)	(826)	(27,4)	54,4
Rendements des placements	1 251	3 360	3 741	(62,8)	(66,6)
Variation de l'actif, montant net	874	3 064	2 915	(71,5)	(70,0)
Actif au début	67 819	64 755	59 000	4,7	14,9
Actif à la fin	68 693 \$	67 819 \$	61 915 \$	1,3 %	10,9 %
Composé des éléments suivants :					
Fonds communs de placement	61 435 \$	60 951 \$	56 408 \$	0,8 %	8,9 %
FNB	7 258	6 868	5 507	5,7	31,8
Fonds d'investissement ³	68 693 \$	67 819 \$	61 915 \$	1,3 %	10,9 %
Moyenne quotidienne de l'actif des fonds d'investissement	68 715 \$	66 189 \$	59 848 \$	3,8 %	14,8 %
Exercices clos les					
(en M\$)			31 déc. 2024	31 déc. 2023	Variation
Ventes			8 499 \$	7 270 \$	16,9 %
Rachats			11 199	9 584	16,9
Ventes nettes (rachats nets) de fonds communs de placement			(2 700)	(2 314)	(16,7)
Créations nettes de parts de FNB			1 088	245	n.s.
Ventes nettes (rachats nets) de fonds d'investissement^{2, 3}			(1 612)	(2 069)	22,1
Rendements des placements			8 390	4 331	93,7
Variation de l'actif, montant net			6 778	2 262	199,6
Actif au début			61 915	59 653	3,8
Actif à la fin			68 693 \$	61 915 \$	10,9 %
Moyenne quotidienne de l'actif des fonds d'investissement			65 608 \$	60 714 \$	8,1 %

1. Les investissements dans les fonds communs de placement et dans les FNB de Mackenzie par les fonds d'investissement de la Société financière IGM sont exclus de l'actif géré et des ventes nettes des fonds d'investissement.

2. Le total des ventes nettes et de l'actif géré des fonds d'investissement exclut les investissements des fonds communs de placement de Mackenzie dans les FNB.

3. Avec prise d'effet en janvier 2023, les produits (fonds) de Placements Mackenzie vendus par l'intermédiaire d'IG Gestion de patrimoine ont été reclassés hors des fonds d'investissement dans les comptes gérés à titre de sous-conseiller et l'actif géré du secteur Gestion de patrimoine.

Pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2024, les rachats de fonds communs de placement à long terme se sont chiffrés à 2,8 G\$ et à 10,9 G\$, respectivement, comparativement à 2,7 G\$ et à 9,5 G\$ pour l'exercice précédent. Pour le quatrième trimestre de 2024, le taux de rachat trimestriel annualisé de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme était de 18,4 %, comparativement à 19,7 % pour le quatrième trimestre de 2023. Au 31 décembre 2024, le taux de rachat en glissement sur douze mois de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme s'établissait à 18,7 %, comparativement à 17,1 % pour l'exercice précédent. Le taux de rachat moyen en glissement sur douze mois des fonds communs de placement à long terme pour tous les

autres membres de l'IFIC s'établissait à environ 14,9 % au 31 décembre 2024. Le taux de rachat en glissement sur douze mois de Mackenzie comprend le taux de rachat moyen pondéré pour l'actif dont les frais sont prélevés à l'achat, l'actif à frais d'acquisition différés, l'actif à frais modérés comportant des frais de rachat et l'actif à frais d'acquisition différés et exempt de frais de rachat (actif échu). Généralement, les taux de rachat pour l'actif à frais d'acquisition prélevés à l'achat et pour l'actif échu sont plus élevés que les taux de rachat pour l'actif à frais d'acquisition différés et l'actif à frais modérés et comportant des frais de rachat.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, les rachats nets, compte non tenu des comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie et du secteur Gestion

de patrimoine, ont totalisé 2,0 G\$, comparativement à des rachats nets de 1,9 G\$ en 2023. Au cours de l'exercice, les rendements des placements ont donné lieu à une augmentation de l'actif de 9,8 G\$, comparativement à une augmentation de 5,1 G\$ pour l'exercice précédent.

En janvier 2024, le régime de retraite d'IG Gestion de patrimoine a racheté une tranche de 177 M\$ des fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine, laquelle a été réaffectée à des comptes à gestion distincte gérés par Mackenzie. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023, Mackenzie a remporté un mandat de 490 M\$ auprès d'un client institutionnel. Compte non tenu de ces deux transactions, les rachats nets ont totalisé 2,2 G\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, comparativement à des rachats nets de 2,4 G\$ pour l'exercice précédent.

Au 31 décembre 2024, les comptes de Mackenzie gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie s'élevaient à 52,9 G\$, comparativement à 49,7 G\$ au 31 décembre 2023.

Au 31 décembre 2024, les comptes gérés à titre de sous-conseiller et l'actif géré de Mackenzie du secteur Gestion de patrimoine s'élevaient à 83,4 G\$, soit 67,7 % de l'actif géré excluant les investissements stratégiques du secteur Gestion de patrimoine, comparativement à 76,8 G\$, soit 71,3 % de l'actif géré excluant les investissements stratégiques du secteur Gestion de patrimoine au 31 décembre 2023.

Variation de l'actif géré – Résultats du quatrième trimestre de 2024 par rapport à ceux du troisième trimestre de 2024

Au 31 décembre 2024, le total de l'actif géré de Mackenzie s'élevait à 213,3 G\$, en hausse de 0,6 %, comparativement à 212,1 G\$ au 30 septembre 2024. L'actif géré des tiers s'élevait à 129,9 G\$, en hausse de 1,1 %, par rapport à 128,5 G\$ au 30 septembre 2024.

L'actif géré des fonds d'investissement se chiffrait à 68,7 G\$ au 31 décembre 2024, soit une hausse de 1,3 %, comparativement à 67,8 G\$ au 30 septembre 2024. L'actif géré des fonds communs de placement de Mackenzie se chiffrait à 61,4 G\$ au 31 décembre 2024, soit une hausse de 0,8 %, comparativement à 61,0 G\$ au 30 septembre 2024. L'actif des FNB de Mackenzie se chiffrait à 7,3 G\$ au 31 décembre 2024, comparativement à 6,9 G\$ au

30 septembre 2024. L'actif des FNB, incluant les produits gérés de la Société financière IGM, s'est établi à 15,5 G\$ au 31 décembre 2024, comparativement à 14,9 G\$ au 30 septembre 2024.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, les ventes brutes de fonds communs de placement de Mackenzie se sont chiffrées à 2,2 G\$, soit une hausse de 20,8 % par rapport au troisième trimestre de 2024. Les rachats de fonds communs de placement se sont chiffrés à 2,9 G\$, soit une hausse de 21,3 % par rapport au troisième trimestre de 2024. Les rachats nets de fonds communs de placement de Mackenzie pour le trimestre considéré se sont établis à 699 M\$, comparativement à des rachats nets de 569 M\$ pour le trimestre précédent.

Les rachats d'actifs de fonds communs de placement à long terme pour le trimestre considéré se sont établis à 2,8 G\$, comparativement à 2,3 G\$ pour le troisième trimestre. Le taux de rachat trimestriel annualisé de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme était de 18,4 % pour le trimestre considéré, comparativement à 15,5 % pour le troisième trimestre.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, les créations nettes de parts de FNB de Mackenzie se sont établies à 322 M\$, comparativement à 273 M\$ au troisième trimestre.

Les rachats nets de fonds d'investissement au cours du trimestre considéré se sont élevés à 377 M\$, comparativement à des rachats nets de 296 M\$ au troisième trimestre.

Au 31 décembre 2024, les comptes de Mackenzie gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie s'élevaient à 52,9 G\$, comparativement à 52,6 G\$ au 30 septembre 2024.

Au 31 décembre 2024, les comptes gérés à titre de sous-conseiller et l'actif géré de Mackenzie du secteur Gestion de patrimoine s'élevaient à 83,4 G\$, soit 67,7 % de l'actif géré excluant les investissements stratégiques du secteur Gestion de patrimoine, comparativement à 83,6 G\$, soit 69,2 % de l'actif géré excluant les investissements stratégiques du secteur Gestion de patrimoine au 30 septembre 2024.

Revue des résultats d'exploitation par secteur

Le bénéfice net ajusté du secteur Gestion d'actifs est présenté au tableau 17 et comprend les activités de Placements Mackenzie ainsi que le bénéfice lié aux investissements stratégiques.

Placements Mackenzie

Le bénéfice net ajusté de Placements Mackenzie est présenté dans le tableau 18. Le bénéfice net ajusté pour le quatrième trimestre de 2024 s'est chiffré à 61,9 M\$, soit une hausse de 25,3 % par rapport au quatrième trimestre de 2023, et une hausse de 4,2 % par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice net ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 s'est établi à 234,5 M\$, soit une hausse de 14,7 % par rapport à 2023.

Le bénéfice ajusté avant intérêts et impôt pour le quatrième trimestre de 2024 s'est chiffré à 90,4 M\$, soit

une hausse de 22,5 % par rapport au quatrième trimestre de 2023, et une hausse de 3,4 % par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice ajusté avant intérêts et impôt pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 s'est établi à 344,2 M\$, soit une hausse de 13,4 % par rapport à 2023.

Résultats de 2024 par rapport à ceux de 2023

Produits

Les honoraires de gestion d'actifs sont classés soit au poste Honoraires de gestion d'actifs – tierces parties, soit au poste Honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine.

- Les honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties comprennent ce qui suit :
 - Les honoraires de gestion d'actifs – tierces parties comprennent les honoraires de gestion et les honoraires d'administration tirés de nos fonds

Tableau 17 : Résultats d'exploitation – Gestion d'actifs

Trimestres clos les (en M\$)	31 déc. 2024	30 sept. 2024	31 déc. 2023	Variation	
				30 sept. 2024	31 déc. 2023
Produits					
Gestion d'actifs					
Honoraires de gestion d'actifs – tierces parties	256,6 \$	248,9 \$	230,9 \$	3,1 %	11,1 %
Frais de rachat	0,4	0,5	0,6	(20,0)	(33,3)
	257,0	249,4	231,5	3,0	11,0
Charges de rémunération des courtiers					
Rémunération fondée sur l'actif	(84,0)	(81,8)	(76,0)	2,7	10,5
Honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties	173,0	167,6	155,5	3,2	11,3
Honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine	31,3	31,1	28,0	0,6	11,8
Gestion d'actifs – produits nets	204,3	198,7	183,5	2,8	11,3
Produits tirés des placements nets et autres produits	8,5	5,0	4,0	70,0	112,5
Quote-part du résultat des entreprises associées	29,2	36,3	32,3	(19,6)	(9,6)
	242,0	240,0	219,8	0,8	10,1
Charges					
Services-conseils et croissance des affaires	24,2	19,8	20,8	22,2	16,3
Activités et services de soutien	97,1	95,7	92,7	1,5	4,7
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	1,6	1,4	1,2	14,3	33,3
	122,9	116,9	114,7	5,1	7,1
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt ¹	119,1	123,1	105,1	(3,2)	13,3
Charges d'intérêts	6,5	6,6	6,5	(1,5)	–
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	112,6	116,5	98,6	(3,3)	14,2
Impôt sur le résultat	24,4	24,5	20,1	(0,4)	21,4
Bénéfice net ajusté	88,2	92,0	78,5	(4,1)	12,4
Participation ne donnant pas le contrôle	0,7	0,7	1,7	–	(58,8)
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹	87,5 \$	91,3 \$	76,8 \$	(4,2)%	13,9 %

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

Tableau 17 : Résultats d'exploitation – Gestion d'actifs (suite)

<i>Exercices clos les (en M\$)</i>	31 déc. 2024	31 déc. 2023	Variation
Produits			
Gestion d'actifs			
Honoraires de gestion d'actifs – tierces parties	985,2 \$	934,6 \$	5,4 %
Frais de rachat	2,4	3,0	(20,0)
	987,6	937,6	5,3
Charges de rémunération des courtiers			
Rémunération fondée sur l'actif	(325,3)	(311,4)	4,5
Honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties	662,3	626,2	5,8
Honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine	120,6	113,6	6,2
Gestion d'actifs – produits nets	782,9	739,8	5,8
Produits tirés des placements nets et autres produits	23,2	12,0	93,3
Quote-part du résultat des entreprises associées	133,1	121,4	9,6
	939,2	873,2	7,6
Charges			
Services-conseils et croissance des affaires	86,8	83,5	4,0
Activités et services de soutien	372,1	362,7	2,6
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	5,7	4,6	23,9
	464,6	450,8	3,1
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt ¹	474,6	422,4	12,4
Charges d'intérêts	26,1	25,0	4,4
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	448,5	397,4	12,9
Impôt sur le résultat	94,2	83,8	12,4
Bénéfice net ajusté ¹	354,3	313,6	13,0
Participation ne donnant pas le contrôle	3,9	3,4	14,7
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹	350,4 \$	310,2 \$	13,0 %

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

d'investissement et les honoraires de gestion provenant de nos comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes. La plus grande partie des honoraires provient des honoraires de gestion tirés de nos fonds d'investissement. Le montant des honoraires de gestion dépend du volume et de la composition de l'actif géré. Les taux des honoraires de gestion varient en fonction des objectifs de placement et du type de compte des actifs gérés sous-jacents. Par exemple, les taux des honoraires de gestion des mandats d'actions sont plus élevés que ceux des fonds négociés en bourse et des mandats à revenu fixe et les comptes de fonds communs de placement destinés aux épargnants sont assortis de taux d'honoraires de gestion plus élevés que les comptes gérés à titre de sous-conseiller et les comptes de la clientèle institutionnelle. La majorité de l'actif des fonds communs de placement de

Mackenzie est destinée à des épargnants et vendue par l'entremise de conseillers financiers externes.

- Les frais de rachat comprennent les honoraires tirés du rachat d'actifs de fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais d'acquisition différés et de fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais modérés. Les frais de rachat pour l'actif comportant des frais d'acquisition différés commencent à 5,5 % la première année et diminuent progressivement pour s'établir à zéro après sept ans. Les frais de rachat pour l'actif comportant des frais modérés s'établissent entre 2,0 % et 3,0 % la première année et diminuent progressivement pour atteindre zéro après deux ou trois ans, selon l'option d'achat.
- Les charges de rémunération des courtiers comprennent la rémunération fondée sur l'actif et la rémunération fondée sur les ventes. La rémunération fondée sur l'actif représente les commissions de suivi versées aux courtiers s'appliquant à certaines

Tableau 18 : Résultats d'exploitation – Placements Mackenzie

Trimestres clos les (en M\$)	31 déc. 2024	30 sept. 2024	31 déc. 2023	Variation	
				30 sept. 2024	31 déc. 2023
Produits					
Gestion d'actifs					
Honoraires de gestion d'actifs – tierces parties	256,6 \$	248,9 \$	230,9 \$	3,1 %	11,1 %
Frais de rachat	0,4	0,5	0,6	(20,0)	(33,3)
	257,0	249,4	231,5	3,0	11,0
Charges de rémunération des courtiers					
Rémunération fondée sur l'actif	(84,0)	(81,8)	(76,0)	2,7	10,5
Honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties	173,0	167,6	155,5	3,2	11,3
Honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine	31,3	31,1	28,0	0,6	11,8
Gestion d'actifs – produits nets	204,3	198,7	183,5	2,8	11,3
Produits tirés des placements nets et autres produits	8,5	5,0	4,0	70,0	112,5
	212,8	203,7	187,5	4,5	13,5
Charges					
Services-conseils et croissance des affaires	24,2	19,8	20,8	22,2	16,3
Activités et services de soutien	96,6	95,1	91,7	1,6	5,3
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	1,6	1,4	1,2	14,3	33,3
	122,4	116,3	113,7	5,2	7,7
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt ¹	90,4	87,4	73,8	3,4	22,5
Charges d'intérêts	6,5	6,6	6,5	(1,5)	–
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	83,9	80,8	67,3	3,8	24,7
Impôt sur le résultat	22,0	21,4	17,9	2,8	22,9
Bénéfice net ajusté¹	61,9 \$	59,4 \$	49,4 \$	4,2 %	25,3 %

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

catégories de fonds communs de placement destinés aux épargnants et sont calculées selon un pourcentage de l'actif géré des fonds communs de placement. Elles varient selon le type de fonds et selon l'option d'achat en vertu de laquelle le fonds a été vendu, à savoir des frais prélevés à l'achat, des frais d'acquisition différés ou des frais modérés. La rémunération fondée sur les ventes est versée aux courtiers à la vente de fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais d'acquisition différés et de fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais modérés. À compter du 1^{er} juin 2022, Mackenzie a cessé de vendre des fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais d'acquisition différés et des fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais modérés, conformément aux modifications réglementaires.

- Les honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine comprennent les honoraires de sous-conseillers tirés du secteur Gestion de patrimoine.

Les honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties se sont établis à 173,0 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, soit une hausse de 17,5 M\$, ou 11,3 %, comparativement à 155,5 M\$ pour l'exercice précédent. L'augmentation des honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties est principalement attribuable à une augmentation de 13,9 % de l'actif géré moyen, comme l'illustre le tableau 15, en partie contrebalancée par une diminution du taux des honoraires de gestion d'actifs – produits nets. Le taux des honoraires de gestion d'actifs – produits nets de Mackenzie s'est établi à 52,8 points de base pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, comparativement à 54,2 points de base pour la période correspondante de 2023.

Les honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties se sont établis à 662,3 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, soit une hausse de 36,1 M\$, ou 5,8 %, comparativement à 626,2 M\$ pour l'exercice précédent. L'augmentation des honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties est principalement attribuable à une augmentation

Tableau 18 : Résultats d'exploitation – Placements Mackenzie (suite)

Exercices clos les <i>(en M\$)</i>	31 déc. 2024	31 déc. 2023	Variation
Produits			
Gestion d'actifs			
Honoraires de gestion d'actifs – tierces parties	985,2 \$	934,6 \$	5,4 %
Frais de rachat	2,4	3,0	(20,0)
	987,6	937,6	5,3
Charges de rémunération des courtiers			
Rémunération fondée sur l'actif	(325,3)	(311,4)	4,5
Honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties	662,3	626,2	5,8
Honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine	120,6	113,6	6,2
Gestion d'actifs – produits nets	782,9	739,8	5,8
Produits tirés des placements nets et autres produits	24,0	12,0	100,0
	806,9	751,8	7,3
Charges			
Services-conseils et croissance des affaires	86,8	83,5	4,0
Activités et services de soutien	370,2	360,3	2,7
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	5,7	4,6	23,9
	462,7	448,4	3,2
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt ¹	344,2	303,4	13,4
Charges d'intérêts	26,1	25,0	4,4
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	318,1	278,4	14,3
Impôt sur le résultat	83,6	74,0	13,0
Bénéfice net ajusté¹	234,5 \$	204,4 \$	14,7 %

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

de 8,2 % de l'actif géré moyen, comme l'illustre le tableau 15, contrebalancée par une diminution du taux des honoraires de gestion d'actifs – produits nets. Le taux des honoraires de gestion d'actifs – produits nets de Mackenzie au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 s'est établi à 52,9 points de base, comparativement à 54,4 points de base pour la période correspondante de 2023.

Les honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine se sont établis à 31,3 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, soit une hausse de 3,3 M\$, ou 11,8 %, comparativement à 28,0 M\$ pour l'exercice précédent. Cette augmentation des honoraires de gestion découle d'une augmentation de 11,6 % de l'actif géré moyen. Le taux des honoraires de gestion de Mackenzie au cours du trimestre clos le 31 décembre 2024 s'est établi à 14,8 points de base, soit le même taux qu'à la période correspondante de 2023.

Les honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine se sont établis à 120,6 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, soit une hausse de 7,0 M\$, ou 6,2 %, comparativement à 113,6 M\$ pour l'exercice

précédent. Cette augmentation des honoraires de gestion découle d'une augmentation de 5,8 % de l'actif géré moyen. Le taux des honoraires de gestion de Mackenzie au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 s'est établi à 14,9 points de base, soit le même taux qu'à la période correspondante de 2023.

Le poste Produits tirés des placements nets et autres produits englobe principalement les rendements des placements liés aux placements de Mackenzie dans ses fonds exclusifs. Ces investissements sont généralement effectués lors du lancement d'un fonds et sont vendus dans le cadre des souscriptions par des tiers investisseurs. Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont établis à 8,5 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, comparativement à 4,0 M\$ pour l'exercice précédent, et à 24,0 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, comparativement à 12,0 M\$ pour l'exercice précédent.

Charges

Mackenzie engage des charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires qui

comprennent essentiellement les activités de distribution aux intermédiaires et ces coûts varient directement en fonction du volume des actifs ou des ventes. Les charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires s'élevaient à 24,2 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, en hausse de 3,4 M\$, ou 16,3 %, par rapport à 20,8 M\$ en 2023. Les charges se sont établies à 86,8 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, soit une augmentation de 3,3 M\$, ou 4,0 %, par rapport à 83,5 M\$ pour l'exercice précédent. L'augmentation enregistrée au cours du trimestre et de l'exercice est attribuable à la hausse des commissions versées aux intermédiaires, conformément à la hausse des ventes nettes de fonds d'investissement.

Les charges liées aux activités et aux services de soutien comprennent les coûts liés aux activités d'exploitation, y compris la technologie et les processus d'affaires, la gestion des placements et la gestion des gammes de produits à l'interne, ainsi que les fonctions de gestion d'entreprise et de soutien. Ces dépenses sont surtout attribuables à la rémunération et à la technologie, et comprennent d'autres dépenses liées aux fournisseurs de services. Les charges liées aux activités et aux services de soutien s'élevaient à 96,6 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, en hausse de 4,9 M\$, ou 5,3 %, par rapport à 91,7 M\$ en 2023. Les charges se sont établies à 370,2 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, soit une augmentation de 9,9 M\$, ou 2,7 %, par rapport à 360,3 M\$ pour l'exercice précédent.

Les charges liées aux comptes gérés à titre de sous-conseiller s'élevaient à 1,6 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, comparativement à 1,2 M\$ en 2023. Les charges se sont établies à 5,7 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, comparativement à 4,6 M\$ pour l'exercice précédent.

Charges d'intérêts

Les charges d'intérêts, qui comprennent les charges d'intérêts affectées sur la dette à long terme et les charges d'intérêts sur les contrats de location, ont totalisé 6,5 M\$ au quatrième trimestre de 2024, inchangées par rapport à la période correspondante de 2023. Les charges d'intérêts se sont élevées à 26,1 M\$ pour l'exercice, comparativement à 25,0 M\$ en 2023. Les charges d'intérêts sur la dette à long terme sont calculées en fonction d'une affectation de la dette à long terme de la Société financière IGM à Mackenzie. L'affectation de la dette a augmenté pour s'établir à 450 M\$ au cours du deuxième trimestre de 2023, en raison de l'émission de titres d'emprunt à long terme par la Société financière IGM. Auparavant, l'affectation s'établissait à 400 M\$.

Quatrième trimestre de 2024 par rapport au troisième trimestre de 2024

Produits

Les honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties se sont chiffrés à 173,0 M\$ pour le trimestre considéré, en hausse de 5,4 M\$, ou 3,2 %, par rapport à 167,6 M\$ au troisième trimestre de 2024. Les facteurs ayant contribué à cette augmentation nette sont les suivants :

- L'actif géré moyen s'est établi à 130,0 G\$ pour le trimestre considéré, une hausse de 3,4 % par rapport au trimestre précédent.
- Le taux des honoraires de gestion d'actifs – produits nets s'est établi à 52,8 points de base pour le trimestre considéré, comparativement à 52,9 points de base pour le troisième trimestre.

Les honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine se sont établis à 31,3 M\$, soit une hausse de 0,2 M\$, ou 0,6 %, par rapport à 31,1 M\$ au troisième trimestre. Les facteurs ayant contribué à cette augmentation nette sont les suivants :

- L'actif géré moyen s'est établi à 83,9 G\$ pour le trimestre considéré, en hausse de 2,6 % par rapport au trimestre précédent.
- Le taux des honoraires de gestion d'actifs s'est établi à 14,8 points de base pour le trimestre considéré, comparativement à 15,1 points de base pour le troisième trimestre.

Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont établis à 8,5 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 5,0 M\$ pour le troisième trimestre.

Charges

Les charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires se sont établies à 24,2 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 19,8 M\$ pour le troisième trimestre.

Les charges liées aux activités et aux services de soutien s'élevaient à 96,6 M\$ pour le trimestre considéré, soit une hausse de 1,5 M\$, ou 1,6 %, comparativement à 95,1 M\$ pour le troisième trimestre.

Les charges liées aux comptes gérés à titre de sous-conseiller se sont chiffrées à 1,6 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 1,4 M\$ au troisième trimestre.

Tableau 19 : Résultats d'exploitation – Investissements stratégiques du secteur Gestion d'actifs

Trimestres clos les (en M\$)	31 déc. 2024	30 sept. 2024	31 déc. 2023	Variation	
				30 sept. 2024	31 déc. 2023
Produits					
Produits tirés des placements nets et autres produits	– \$	– \$	– \$	– %	– %
Quote-part du résultat des entreprises associées					
ChinaAMC	25,4	32,9	23,7	(22,8)	7,2
Northleaf	3,8	3,4	8,6	11,8	(55,8)
	29,2	36,3	32,3	(19,6)	(9,6)
	29,2	36,3	32,3	(19,6)	(9,6)
Charges					
Activités et services de soutien	0,5	0,6	1,0	(16,7)	(50,0)
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	28,7	35,7	31,3	(19,6)	(8,3)
Impôt sur le résultat	2,4	3,1	2,2	(22,6)	9,1
Bénéfice net ajusté ¹	26,3	32,6	29,1	(19,3)	(9,6)
Participation ne donnant pas le contrôle	0,7	0,7	1,7	–	(58,8)
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹	25,6 \$	31,9 \$	27,4 \$	(19,7)%	(6,6)%
Exercices clos les (en M\$)					
			31 déc. 2024	31 déc. 2023	Variation
Produits					
Produits tirés des placements nets et autres produits			(0,8)\$	– \$	n.s. %
Quote-part du résultat des entreprises associées					
ChinaAMC			113,5	104,1	9,0
Northleaf			19,6	17,3	13,3
			133,1	121,4	9,6
			132,3	121,4	9,0
Charges					
Activités et services de soutien			1,9	2,4	(20,8)
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹			130,4	119,0	9,6
Impôt sur le résultat			10,6	9,8	8,2
Bénéfice net ajusté ¹			119,8	109,2	9,7
Participation ne donnant pas le contrôle			3,9	3,4	14,7
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹			115,9 \$	105,8 \$	9,5 %

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

Investissements stratégiques du secteur Gestion d'actifs

Le bénéfice net ajusté des investissements stratégiques du secteur Gestion d'actifs est présenté au tableau 19. Le bénéfice net ajusté pour le quatrième trimestre de 2024 s'est chiffré à 25,6 M\$, comparativement à 27,4 M\$ en 2023 et à 31,9 M\$ au trimestre précédent. Le bénéfice net ajusté pour l'exercice s'est établi à 115,9 M\$, comparativement à 105,8 M\$ en 2023.

La quote-part du bénéfice des entreprises associées se compose du bénéfice en capitaux propres provenant de ChinaAMC et de Northleaf.

La quote-part du résultat de ChinaAMC revenant à la Société s'est chiffrée à 25,4 M\$ au quatrième trimestre de 2024, comparativement à 23,7 M\$ pour la période correspondante de 2023, et à 113,5 M\$ pour l'exercice 2024, comparativement à 104,1 M\$ en 2023.

La quote-part du résultat de Northleaf revenant à la Société s'est chiffrée à 3,8 M\$ au quatrième trimestre de 2024, comparativement à 8,6 M\$ pour la période correspondante de 2023, et à 19,6 M\$ pour l'exercice 2024, comparativement à 17,3 M\$ en 2023. Ces résultats ont été contrebalancés par la participation ne donnant pas le contrôle, comme il est présenté dans le tableau.

Activités internes et autres

Revue des résultats d'exploitation par secteur

Le secteur Activités internes et autres comprend les placements de la Société dans Lifeco et Portage Ventures LP (« Portage »). Le capital non attribué est aussi compris dans ce secteur.

Le bénéfice ajusté provenant du secteur Activités internes et autres comprend la quote-part revenant à la Société du bénéfice fondamental de Lifeco, une autre mesure utilisée par Lifeco pour comprendre la performance sous-jacente des activités par rapport au bénéfice net selon les normes IFRS. Pour obtenir l'information financière sur Lifeco, il y a lieu de consulter les documents qui ont été déposés sur www.sedarplus.ca. Les chiffres des périodes correspondantes ont été retraités afin de refléter ce changement. Des produits tirés des placements nets liés au capital non attribué ainsi que des écritures d'élimination liées à la consolidation sont également compris dans ce secteur.

Au 31 décembre 2024, la Société détenait une participation de 2,4 % dans Lifeco. La Société financière IGM et Lifeco sont toutes deux sous le contrôle de Power.

Portage consiste en des fonds qui investissent dans des sociétés en démarrage et dont le but est de soutenir des sociétés de services financiers inventives; ils sont sous le contrôle de Power.

En plus de Lifeco et des autres placements détenus par la Société, le secteur Activités internes et autres inclut le capital non attribué, qui totalisait 531,3 M\$ au 31 décembre 2024, comparativement à 282,3 M\$ au 31 décembre 2023, comme il est présenté dans le tableau 20.

Le capital non attribué représente le capital qui n'a été attribué à aucune des sociétés en exploitation et qui pourrait être utilisé à des fins d'investissement,

de remboursement de la dette, de distributions aux actionnaires ou à d'autres fins générales de l'entreprise. Le capital est investi dans des instruments financiers de grande qualité et très liquides en vertu de la politique de placement de la Société.

Le bénéfice net ajusté du secteur Activités internes et autres est présenté dans le tableau 21.

Résultats de 2024 par rapport à ceux de 2023

La quote-part du bénéfice fondamental de Lifeco s'est établie à 26,3 M\$, soit une augmentation de 1,2 M\$ pour le quatrième trimestre de 2024 par rapport au quatrième trimestre de 2023, et à 100,0 M\$ pour l'exercice 2024, comparativement à 89,3 M\$ en 2023. La quote-part du bénéfice net de Lifeco s'est établie à 26,3 M\$, soit une augmentation de 7,2 M\$ pour le quatrième trimestre de 2024 par rapport au quatrième trimestre de 2023, et à 93,1 M\$ pour l'exercice 2024, soit une hausse de 26,2 M\$ par rapport à l'exercice précédent. Ces résultats reflètent la quote-part du bénéfice en capitaux propres provenant de Lifeco, ce dont il est question dans la rubrique intitulée « Situation financière consolidée » du présent rapport de gestion. Au quatrième trimestre de 2023 et en 2024, la Société a comptabilisé sa quote-part du résultat de Lifeco en fonction du bénéfice réel. Au cours des trois premiers trimestres de 2023, la Société a comptabilisé sa quote-part du résultat de Lifeco en se fondant sur les estimations consensuelles des analystes à l'égard du bénéfice de Lifeco, car celle-ci présentait ses résultats trimestriels après la Société.

Tableau 20 : Total de l'actif – Activités internes et autres

(en M\$)	31 déc. 2024	31 déc. 2023
Participations dans une entreprise associée		
Lifeco	633,5 \$	589,3 \$
Investissements à la JVAERG		
Portage et autres investissements	151,6	114,7
Capital non attribué	531,3	282,3
Total de l'actif	1 316,4 \$	986,3 \$
<i>Juste valeur de Lifeco</i>	1 053,9 \$	970,9 \$

Tableau 21 : Résultats d'exploitation – Activités internes et autres

Trimestres clos les (en M\$)	31 déc. 2024	30 sept. 2024	31 déc. 2023	Variation	
				30 sept. 2024	31 déc. 2023
Produits					
Gestion de patrimoine	(2,8)\$	(2,5)\$	(1,7)\$	(12,0)%	(64,7)%
Gestion d'actifs	(26,7)	(27,1)	(25,2)	1,5	(6,0)
Charge de rémunération des courtiers	(1,2)	(1,0)	(0,7)	20,0	71,4
Gestion d'actifs – produits nets	(27,9)	(28,1)	(25,9)	0,7	(7,7)
Produits tirés des placements nets et autres produits	5,5	4,0	2,9	37,5	89,7
Quote-part du bénéfice fondamental de Lifeco	26,3	25,3	25,1	4,0	4,8
	1,1	(1,3)	0,4	n.s.	175,0
Charges					
Activités et services de soutien	1,0	0,4	0,2	150,0	n.s.
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	(30,9)	(30,5)	(27,5)	(1,3)	(12,4)
	(29,9)	(30,1)	(27,3)	0,7	(9,5)
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	31,0	28,8	27,7	7,6	11,9
Impôt sur le résultat	1,4	0,9	(0,7)	55,6	n.s.
Bénéfice net ajusté – activités poursuivies ¹	29,6	27,9	28,4	6,1	4,2
Bénéfice net – activités abandonnées	–	–	(4,5)	–	100,0
Bénéfice net ajusté¹	29,6 \$	27,9 \$	23,9 \$	6,1 %	23,8 %
Exercices clos les					
(en M\$)			31 déc. 2024	31 déc. 2023	Variation
Produits					
Gestion de patrimoine			(9,5)\$	(6,5)\$	(46,2)%
Gestion d'actifs			(105,5)	(102,2)	(3,2)
Charge de rémunération des courtiers			(3,9)	(2,7)	44,4
Gestion d'actifs – produits nets			(109,4)	(104,9)	(4,3)
Produits tirés des placements nets et autres produits			17,4	12,3	41,5
Quote-part du bénéfice fondamental de Lifeco			100,0	89,3	12,0
			(1,5)	(9,8)	84,7
Charges					
Activités et services de soutien			2,6	1,2	116,7
Comptes gérés à titre de sous-conseiller			(119,0)	(111,3)	(6,9)
			(116,4)	(110,1)	(5,7)
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹			114,9	100,3	14,6
Impôt sur le résultat			4,0	(2,0)	n.s.
Bénéfice net ajusté – activités poursuivies ¹			110,9	102,3	8,4
Bénéfice net – activités abandonnées			–	(12,5)	100,0
Bénéfice net ajusté¹			110,9 \$	89,8 \$	23,5 %

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont chiffrés à 5,5 M\$ au quatrième trimestre de 2024, en hausse de 2,6 M\$ par rapport à 2,9 M\$ en 2023. Pour l'exercice, les produits tirés des placements nets et autres produits se sont chiffrés à 17,4 M\$, en hausse de 5,1 M\$ par rapport à 12,3 M\$ en 2023.

Résultats du quatrième trimestre de 2024 par rapport à ceux du troisième trimestre de 2024

La quote-part du bénéfice fondamental de Lifeco s'est établie à 26,3 M\$ au quatrième trimestre de 2024, soit une augmentation de 1,0 M\$ par rapport au troisième trimestre de 2024. La quote-part du bénéfice net de Lifeco s'est établie à 26,3 M\$, en hausse de 5,9 M\$ par rapport au troisième trimestre de 2024.

Société financière IGM Inc.

Situation financière consolidée

Au 31 décembre 2024, le total de l'actif de la Société financière IGM s'élevait à 20,7 G\$, comparativement à 18,7 G\$ au 31 décembre 2023.

Autres investissements

La composition du portefeuille de titres de la Société est présentée au tableau 22.

Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAERG »)

Les profits et les pertes sur les investissements à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

Investissements d'entreprise

Les investissements d'entreprise comprennent essentiellement les investissements de la Société dans Wealthsimple et dans Portage. Ces investissements sont comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

La juste valeur des investissements d'entreprise, qui totalisait 1 350,4 M\$ au 31 décembre 2024, comparativement à 721,4 M\$ au 31 décembre 2023, est présentée déduction faite de certains coûts engagés au sein des structures des sociétés en commandite qui détiennent les investissements sous-jacents.

Wealthsimple Financial Corp.

Wealthsimple est une société financière qui fournit des outils numériques simples pour aider les épargnants à gérer et à faire fructifier leur argent. L'investissement de la Société dans Wealthsimple est principalement détenu

par l'entremise d'une société en commandite sous le contrôle de Power. L'investissement est classé à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. La Société financière IGM Inc. détient (directement et indirectement) une participation de 27,2 % dans Wealthsimple (31 décembre 2023 – 28,7 %).

Au 31 décembre 2024, la juste valeur de l'investissement de la Société dans Wealthsimple était de 1 219 M\$ (31 décembre 2023 – 607 M\$). La hausse de la juste valeur enregistrée au 31 décembre 2024 est conforme à des transactions secondaires de tierces parties conclues au quatrième trimestre, à la hausse des évaluations de sociétés ouvertes analogues, ainsi qu'à la performance des activités de Wealthsimple et la révision de ses attentes en matière de produits. La juste valeur est déterminée en tenant compte de transactions observables sur les investissements, le cas échéant, des flux de trésorerie actualisés et d'autres paramètres d'évaluation, y compris les multiples des produits, utilisés dans l'évaluation de sociétés ouvertes analogues.

Le total de l'actif administré de Wealthsimple s'établissait à 64,0 G\$ au 31 décembre 2024, ce qui représente une augmentation de 106,4 % par rapport à 31,0 G\$ au 31 décembre 2023.

Juste valeur par le biais du résultat net (« JVRN »)

Les titres à la juste valeur par le biais du résultat net comprennent les titres de capitaux propres et les fonds d'investissement exclusifs. Les profits et les pertes sont comptabilisés au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des états consolidés du résultat net.

Certains fonds d'investissement exclusifs sont consolidés lorsque la Société a évalué qu'elle contrôle le fonds

Tableau 22 : Autres investissements

(en M\$)	31 décembre 2024		31 décembre 2023	
	Coût	Juste valeur	Coût	Juste valeur
JVAERG				
Investissements d'entreprise	289,9 \$	1 350,4 \$	264,9 \$	721,4 \$
JVRN				
Titres de capitaux propres	1,8	2,0	12,8	13,1
Fonds d'investissement exclusifs	107,8	116,1	126,5	129,1
	109,6	118,1	139,3	142,2
	399,5 \$	1 468,5 \$	404,2 \$	863,6 \$

d'investissement. Les titres sous-jacents de ces fonds sont classés à la juste valeur par le biais du résultat net.

Prêts

La composition du portefeuille de prêts de la Société est présentée au tableau 23.

Les prêts étaient constitués de prêts hypothécaires résidentiels, y compris des marges de crédit hypothécaires, et représentaient 26,4 % du total de l'actif au 31 décembre 2024, comparativement à 27,4 % au 31 décembre 2023.

Les prêts évalués au coût amorti sont principalement composés de prêts hypothécaires résidentiels vendus à des programmes de titrisation commandités par des tiers qui vendent à leur tour des titres émis à l'intention des investisseurs. Au 31 décembre 2024, un passif correspondant totalisant 5,0 G\$ a été comptabilisé au poste Obligations à l'égard d'entités de titrisation, comparativement à 4,7 G\$ au 31 décembre 2023.

Des prêts sont détenus par la Société en attendant d'être vendus ou titrisés. Les prêts évalués à la juste valeur par le biais du résultat net sont des prêts hypothécaires résidentiels détenus temporairement par la Société en attendant d'être vendus. Les prêts détenus en attendant d'être titrisés sont comptabilisés au coût amorti. Les prêts détenus en attendant d'être vendus ou titrisés totalisaient 405,7 M\$ au 31 décembre 2024, comparativement à 375,5 M\$ au 31 décembre 2023.

Les prêts hypothécaires résidentiels montés par IG Gestion de patrimoine sont principalement financés par les ventes à des tiers, services de gestion inclus, notamment des programmes de titrisation commandités par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (la «SCHL») ou des banques canadiennes. Au 31 décembre 2024, IG Gestion de patrimoine gérait des prêts hypothécaires résidentiels chiffrés à 6,7 G\$.

Accords de titrisation

Par l'entremise des activités bancaires hypothécaires de la Société, des prêts hypothécaires résidentiels sont vendus à des fiduciaires de titrisation commandités par des tiers qui vendent à leur tour des titres à des investisseurs. La

Société titrise des prêts hypothécaires résidentiels au moyen de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les «TH LNH») commandités par la SCHL et par l'entremise du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (le «Programme OHC»), ainsi que de programmes de papier commercial adossé à des actifs (le «PCAA») commandités par des banques canadiennes. La Société conserve des responsabilités de gestion et certains éléments du risque de crédit et du risque de remboursement anticipé associés aux actifs transférés. Le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires titrisés de la Société est en partie limité grâce à l'assurance. En vertu des normes IFRS, la décomptabilisation d'un actif financier repose sur le transfert des risques et des avantages inhérents à la propriété. Puisque la Société a conservé le risque de remboursement anticipé, de même que certains éléments du risque de crédit associés à ses transactions de titrisation par l'entremise des Programmes OHC et de PCAA, celles-ci sont comptabilisées à titre d'emprunts garantis. La Société constate les transactions dans le cadre de ces programmes comme suit : i) les prêts hypothécaires et les obligations correspondantes sont comptabilisés au coût amorti, puis les produits d'intérêts et les charges d'intérêts, établis au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif, sont constatés sur la durée des prêts hypothécaires; ii) les composantes des swaps conclus en vertu du Programme OHC, dans le cadre duquel la Société paie les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada et reçoit les rendements des placements résultant du réinvestissement du principal remboursé du prêt hypothécaire, sont comptabilisées à la juste valeur; iii) les réserves en trésorerie détenues conformément au Programme de PCAA sont comptabilisées au coût amorti.

Au quatrième trimestre de 2024, la Société a titrisé des prêts par l'intermédiaire de ses activités bancaires hypothécaires, générant un produit en trésorerie de 423,9 M\$, comparativement à 327,7 M\$ en 2023. La rubrique «Risque financier» du présent rapport de gestion et la note 8 des états financiers consolidés contiennent plus de renseignements au sujet des activités de titrisation de la Société, y compris les couvertures du risque de taux d'intérêt et du risque lié au réinvestissement connexes de la Société.

Tableau 23 : Prêts

(en M\$)	31 déc. 2024	31 déc. 2023
Coût amorti	5 463,2 \$	5 109,4 \$
Correction de valeur pour pertes de crédit attendues	(0,8)	(0,7)
	5 462,4 \$	5 108,7 \$

Participation dans des entreprises associées

Great-West Lifeco Inc.

Au 31 décembre 2024, la Société détenait une participation de 2,4 % dans Lifeco. La Société financière IGM et Lifeco sont toutes deux sous le contrôle de Power.

L'investissement de la Société financière IGM dans Lifeco est comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence puisque la Société exerce une influence notable. La variation de la valeur comptable pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2024, par rapport à 2023, est présentée dans le tableau 24.

Le 12 janvier 2023, afin de financer partiellement l'acquisition d'une participation additionnelle de 13,9 % dans ChinaAMC, la Société a vendu 15 200 662 actions ordinaires de Lifeco à Power pour une contrepartie en trésorerie de 553 M\$, ce qui a réduit la participation de

la Société dans Lifeco, la faisant passer de 4,0 % à 2,4 %. Le profit comptable à la vente des actions de Lifeco de la Société financière IGM s'élève à 172,9 M\$ avant impôt (168,6 M\$ après impôt), ce qui comprend un montant de 179,1 M\$ comptabilisé au premier trimestre de 2023 et une diminution de 6,2 M\$ comptabilisée au deuxième trimestre de 2023.

Au cours du deuxième trimestre de 2023, la Société a comptabilisé un ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco de 15,1 M\$, lequel représente un changement d'estimation qui a été comptabilisé de manière prospective.

China Asset Management Co., Ltd.

La participation de 27,8 % de la Société dans ChinaAMC est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence puisque la Société exerce une influence notable. La variation de la valeur comptable pour le

Tableau 24 : Investissement dans des entreprises associées

(en M\$)	31 décembre 2024						31 décembre 2023					
	Lifeco	ChinaAMC	Rockefeller	Northleaf	Autres	Total	Lifeco	ChinaAMC	Rockefeller	Northleaf	Autres	Total
Trimestres clos les												
Valeur comptable au 1^{er} octobre	619,1 \$	1 956,6 \$	852,0 \$	309,7 \$	59,3 \$	3 796,7 \$	578,8 \$	1 852,9 \$	864,2 \$	293,2 \$	38,8 \$	3 627,9 \$
Entrées	–	–	–	40,0	–	40,0	–	0,6	1,5	–	–	2,1
Dividendes	(12,3)	–	–	–	–	(12,3)	(11,5)	–	–	–	–	(11,5)
Quote-part des éléments suivants :												
Bénéfice (perte) ^{1,2}	26,3	25,4	(2,5)	3,8	0,1	53,1	19,1	23,7	–	8,6	(0,8)	50,6
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale) et autres ajustements	0,4	48,1	53,7	–	–	102,2	2,9	8,1	(20,9)	–	–	(9,9)
Valeur comptable au 31 décembre	633,5 \$	2 030,1 \$	903,2 \$	353,5 \$	59,4 \$	3 979,7 \$	589,3 \$	1 885,3 \$	844,8 \$	301,8 \$	38,0 \$	3 659,2 \$
Exercices clos les												
Valeur comptable au 1^{er} janvier	589,3 \$	1 885,3 \$	844,8 \$	301,8 \$	38,0 \$	3 659,2 \$	939,5 \$	787,2 \$	– \$	284,5 \$	40,1 \$	2 051,3 \$
Entrées	–	–	0,1	40,0	21,5	61,6	–	1 162,4	857,7	–	0,5	2 020,6
Cession	–	–	–	–	–	–	(397,7)	–	–	–	–	(397,7)
Dividendes	(49,2)	(72,9)	–	(7,9)	–	(130,0)	(46,0)	(69,2)	–	–	–	(115,2)
Quote-part des éléments suivants :												
Bénéfice (perte) ^{1,2,3}	93,1	113,5	(13,3)	19,6	(0,1)	212,8	66,9	104,1	(0,7)	17,3	(2,6)	185,0
Ajustement lié à IFRS 17	–	–	–	–	–	–	15,1	–	–	–	–	15,1
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale) et autres ajustements	0,3	104,2	71,6	–	–	176,1	11,5	(99,2)	(12,2)	–	–	(99,9)
Valeur comptable au 31 décembre	633,5 \$	2 030,1 \$	903,2 \$	353,5 \$	59,4 \$	3 979,7 \$	589,3 \$	1 885,3 \$	844,8 \$	301,8 \$	38,0 \$	3 659,2 \$

1. La quote-part du résultat provenant de la participation de la Société dans des entreprises associées est comptabilisée dans les secteurs Gestion de patrimoine, Gestion d'actifs ou Activités internes et autres. La quote-part du bénéfice de Lifeco comprend d'autres éléments liés à Lifeco de néant et de (6,9) M\$, respectivement, pour le trimestre et l'exercice de 2024, comparativement à (6,0) M\$ et à (22,4) M\$, respectivement, en 2023.
2. La quote-part du bénéfice de Northleaf revenant à la Société, déduction faite de la participation ne donnant pas le contrôle, s'est établie à 3,1 M\$ et à 15,7 M\$, respectivement, pour le trimestre et l'exercice de 2024, comparativement à 6,9 M\$ et à 13,9 M\$, respectivement, en 2023.
3. La quote-part de Rockefeller comprend le refinancement de la dette de Rockefeller de (3,3) M\$ pour l'exercice de 2024.

trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2024 est présentée dans le tableau 24. La variation des autres éléments du résultat global, s'élevant à un montant positif de 104,2 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, est attribuable à une appréciation de 5,2 % du yuan chinois par rapport au dollar canadien.

L'actif géré total de ChinaAMC, compte non tenu de l'actif géré des filiales, s'élevait à 2 464,5 milliards de RMB¥ (486,2 G\$) au 31 décembre 2024, soit une hausse de 35,1 % (42,6 % en dollars canadiens) par rapport à 1 823,6 milliards de RMB¥ (341,0 G\$) au 31 décembre 2023. Les flux nets dans les fonds d'investissement, compte non tenu de l'actif géré des filiales et des investisseurs institutionnels, s'élevaient à 29,7 milliards de RMB¥ et à 324,4 milliards de RMB¥ pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2024, respectivement (flux nets obtenus de Wind Information Co., Ltd.).

Le 12 janvier 2023, la Société a acquis, auprès de Power, une participation additionnelle de 13,9 % dans ChinaAMC pour une contrepartie en trésorerie de 1,15 G\$, ce qui a fait augmenter la participation de la Société dans ChinaAMC, laquelle est passée de 13,9 % à 27,8 %.

Rockefeller Capital Management

Les résultats financiers de Rockefeller sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, puisque la Société exerce une influence notable en raison de la représentation au sein du conseil, de la participation au processus d'élaboration des politiques et des initiatives stratégiques communes.

L'actif de la clientèle de Rockefeller s'élevait à 151,2 G\$ US (217,7 G\$) au 31 décembre 2024, ce qui représente une hausse de 23,8 % (34,7 % en dollars canadiens), comparativement à 122,1 G\$ US (161,6 G\$) au 31 décembre 2023.

Le 3 avril 2023, la Société a acquis une participation de 20,5 % dans Rockefeller pour une contrepartie en trésorerie de 835 M\$ (622 M\$ US).

Northleaf Capital Group Ltd.

Au moyen d'un instrument d'acquisition détenu par la filiale de la Société, Mackenzie, la Société détient un bloc de droits de vote de 49,9 % et une participation

économique de 70 % dans Northleaf. L'instrument d'acquisition appartient à 80 % à Mackenzie et à 20 % à Lifeco.

Mackenzie et Lifeco ont l'obligation et le droit d'acheter la participation et le bloc de droits restants dans Northleaf à partir de l'échéance de la période approximative de cinq ans qui commence à la date d'acquisition et par la suite. La participation économique de 70 % de l'instrument d'acquisition est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence puisqu'il exerce une influence notable. Cette influence notable tient à une représentation au sein du conseil d'administration, à la participation au processus d'élaboration de politiques et à des initiatives stratégiques communes.

La Société contrôle l'instrument d'acquisition; par conséquent, elle comptabilise la totalité de la participation économique de 70 % dans Northleaf et la participation ne donnant pas le contrôle liée à la participation nette de Lifeco dans Northleaf de 14 %.

L'acquisition d'octobre 2020 comprenait une contrepartie additionnelle d'au plus 245,0 M\$ à l'échéance de la période de cinq ans qui commence à la date de la transaction, sous réserve de l'atteinte par Northleaf d'une croissance exceptionnelle en ce qui a trait à certaines mesures de performance au cours de la période. Au 31 décembre 2024, la juste valeur estimative de la contrepartie additionnelle était de 40,0 M\$ (31 décembre 2023 – néant). La variation de la juste valeur a été comptabilisée à titre d'ajustement du coût de l'investissement de la Société dans Northleaf, dont une tranche de 8,0 M\$ était attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle.

L'actif géré de Northleaf, y compris le capital investi et les engagements non investis, se chiffrait à 32,0 G\$ au 31 décembre 2024, ce qui représente une hausse de 5,4 G\$, ou 20,3 %, comparativement à 26,6 G\$ au 31 décembre 2023. L'augmentation au cours de l'exercice est attribuable au montant de 4,9 G\$ affecté à de nouveaux engagements et à l'augmentation de 2,0 G\$ découlant des actifs libellés en dollars américains, facteurs partiellement contrebalancés par une baisse de 1,5 G\$ ayant trait au remboursement du capital.

Situation de trésorerie et sources de financement consolidées

Situation de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisaient 910,3 M\$ au 31 décembre 2024, comparativement à 544,6 M\$ au 31 décembre 2023.

Les fonds de clients déposés représentent les soldes de trésorerie détenus par des clients dans leurs comptes de placement et le montant qui contrebalance est inclus dans les dépôts et certificats.

Le fonds de roulement, qui correspond aux actifs courants moins les passifs courants, totalisait 605,1 M\$ au 31 décembre 2024, comparativement à 358,2 M\$ au 31 décembre 2023 (tableau 25).

Le fonds de roulement, qui comprend le capital non attribué, est utilisé aux fins suivantes :

- le financement des activités continues, y compris le financement des commissions de vente;
- le financement temporaire de prêts hypothécaires dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires;
- le paiement d'intérêts relativement à la dette à long terme;
- le maintien des liquidités requises pour les entités réglementées;
- le versement de dividendes trimestriels sur ses actions ordinaires en circulation;
- le financement du rachat d'actions ordinaires et le remboursement de la dette à long terme;
- les dépenses d'investissement dans les activités et les acquisitions d'entreprises.

La Société financière IGM continue de générer des flux de trésorerie considérables dans le cadre de ses activités. Le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements avant les commissions de vente (le « BAIIA avant les

commissions de vente »), une mesure non conforme aux normes IFRS (se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières »), a totalisé 1 547,3 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, comparativement à 1 426,6 M\$ en 2023. Le BAIIA avant les commissions de vente exclut l'incidence des commissions de vente versées et de l'amortissement des commissions (se reporter au tableau 1).

Le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements après les commissions de vente (le « BAIIA après les commissions de vente »), une mesure non conforme aux normes IFRS (se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières »), a totalisé 1 417,6 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, comparativement à 1 309,9 M\$ en 2023. Le BAIIA après les commissions de vente exclut l'incidence de l'amortissement des commissions (se reporter au tableau 1).

Se reporter à la rubrique « Risque financier » du présent rapport de gestion pour de l'information relative à d'autres sources de liquidités et à l'exposition de la Société au risque de liquidité et de financement et à la façon dont elle gère ce risque.

Flux de trésorerie

Le tableau 26, intitulé « Flux de trésorerie », présente un sommaire des tableaux consolidés des flux de trésorerie qui font partie des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2024. La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont augmenté de 365,7 M\$ en 2024, comparativement à une diminution de 528,3 M\$ en 2023.

Tableau 25 : Fonds de roulement

Aux 31 décembre (en M\$)	2024	2023
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	910,3 \$	544,6 \$
Fonds de clients déposés	3 723,7	3 365,7
Débiteurs et autres actifs	364,7	431,6
Tranche courante des prêts hypothécaires titrisés et autres prêts	1 307,1	1 020,8
	6 305,8	5 362,7
Passifs courants		
Fournisseurs et autres créditeurs	797,1	712,9
Dépôts et certificats	3 702,5	3 343,1
Tranche courante des obligations à l'égard des entités de titrisation et autres	1 201,1	948,5
	5 700,7	5 004,5
Fonds de roulement	605,1 \$	358,2 \$

Les ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation au cours de l'exercice clos en 2024, par rapport à 2023, comprennent les activités d'exploitation sans effet de trésorerie contrebalancées par les activités d'exploitation avec effet de trésorerie :

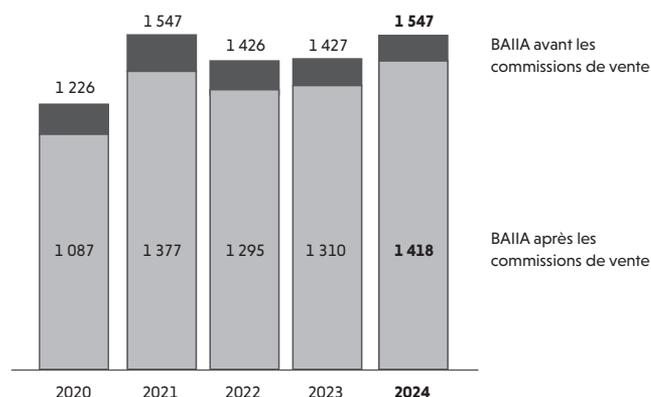
- la réintégration de l'amortissement des commissions de vente inscrites à l'actif, contrebalancée par la déduction des commissions de vente inscrites à l'actif versées;
- la réintégration de l'amortissement des immobilisations, des immobilisations incorporelles et d'autres actifs;
- la déduction de la participation dans le résultat des entreprises associées, contrebalancée par les dividendes reçus;
- la réintégration du régime de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi, contrebalancée par les cotisations en trésorerie;
- des variations des actifs et passifs d'exploitation et autres;
- les ajustements pour d'autres éléments en 2023, qui comprennent le profit à la vente partielle de l'investissement de la Société dans Lifeco et le profit à la vente d'IPC;
- la réintégration d'un ajustement exceptionnel en 2023 à l'égard des provisions au titre de la restructuration et autres;
- la déduction des versements en trésorerie liés à la provision au titre de la restructuration.

Les activités de financement au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 par rapport à 2023 avaient trait à ce qui suit :

- une augmentation des obligations à l'égard d'entités de titrisation de 1 528,8 M\$ et des remboursements d'obligations à l'égard d'entités de titrisation

Bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (« BAIIA »)¹

Pour les exercices (en M\$)



Le BAIIA avant les commissions de vente et le BAIIA après les commissions de vente excluent les éléments suivants :

- 2020 – Le profit à la vente de Personal Capital, le profit à la vente de la Gamme de fonds Quadrus, déduction faite des coûts d'acquisition, la quote-part des ajustements de l'entreprise associée revenant à la Société et les charges de restructuration et autres charges.
- 2021 – La contrepartie additionnelle à recevoir relativement à la vente de Personal Capital en 2020.
- 2023 – Le profit à la vente d'IPC, le profit à la vente de Lifeco, l'ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco, les charges de restructuration et autres charges et les autres éléments liés à Lifeco.
- 2024 – Les autres éléments liés à Lifeco et les coûts non récurrents de refinancement de la dette de Rockefeller.

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

de 1 269,5 M\$ en 2024, comparativement à une augmentation des obligations à l'égard d'entités de titrisation de 1 256,0 M\$ et à des remboursements d'obligations à l'égard d'entités de titrisation de 1 217,0 M\$ en 2023;

- le rachat de 3 088 400 actions ordinaires en 2024 en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours

Tableau 26 : Flux de trésorerie

Exercices clos les (en M\$)	31 déc. 2024	31 déc. 2023	Variation
Activités d'exploitation			
Bénéfice avant impôt sur le résultat	1 209,6 \$	1 367,0 \$	(11,5)%
Impôt sur le résultat payé	(194,2)	(222,7)	12,8
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation	137,5	(307,0)	n.s.
	1 152,9	837,3	37,7
Activités de financement	(313,4)	(203,8)	(53,8)
Activités d'investissement	(473,8)	(1 161,8)	59,2
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	365,7	(528,3)	n.s.
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	544,6	1 072,9	(49,2)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	910,3 \$	544,6 \$	67,2 %

normal des activités de la Société financière IGM au coût de 122,5 M\$. Aucune action n'a été rachetée en 2023;

- le versement de dividendes sur actions ordinaires réguliers totalisant 534,0 M\$ en 2024, comparativement à 535,4 M\$ en 2023.

Les données pour 2023 comprenaient également les éléments suivants :

- le produit net de la facilité de crédit de 550,0 M\$ qui a été remboursé avant la clôture de la vente d'IPC;
- l'émission de débentures d'un montant de 300,0 M\$.

Les activités d'investissement au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 par rapport à 2023 avaient principalement trait à ce qui suit :

- l'achat d'autres investissements totalisant 99,4 M\$ et le produit de 108,5 M\$ de la vente d'autres investissements en 2024, comparativement à 86,7 M\$ et à 80,8 M\$, respectivement, en 2023;
- une augmentation des prêts de 1 582,3 M\$ et des remboursements de prêts et autres de 1 218,1 M\$ en 2024, comparativement à 1 203,2 M\$ et à 1 113,5 M\$, respectivement, en 2023, principalement liés aux prêts hypothécaires résidentiels se rapportant aux activités bancaires hypothécaires de la Société;
- la trésorerie nette affectée aux entrées d'immobilisations incorporelles et aux acquisitions et autres s'est établie à 87,3 M\$ en 2024, comparativement à 125,0 M\$ en 2023.

Les données pour 2023 comprenaient également les éléments suivants :

- l'investissement dans ChinaAMC de 1 162,4 M\$;

- l'investissement de 857,7 M\$ dans Rockefeller, qui comprenait une contrepartie en trésorerie de 835 M\$ et les coûts de transaction;
- la vente des actions de Lifeco qui a généré un produit de 552,7 M\$;
- la vente d'IPC qui a généré un produit de 555,0 M\$, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie liés aux activités abandonnées.

Cumul des autres éléments du résultat global

Le cumul des autres éléments de bénéfice global totalisait 1,1 G\$ au 31 décembre 2024, comparativement à 0,3 G\$ au 31 décembre 2023, comme l'illustre le tableau 27.

Les autres éléments du bénéfice global au titre des avantages du personnel en 2024 découlent d'une augmentation d'environ 0,10 % du taux d'actualisation et d'une hausse du rendement des placements liés aux actifs des régimes de retraite enregistrés.

Le profit lié aux autres investissements en 2024 est principalement attribuable à une variation d'environ 100 % de la juste valeur de Wealthsimple. La variation est conforme à des transactions secondaires de tierces parties conclues au quatrième trimestre, à la hausse des évaluations de sociétés ouvertes analogues, ainsi qu'à la performance des activités de Wealthsimple et la révision de ses attentes en matière de produits.

Les autres éléments du bénéfice global à l'égard des participations dans des entreprises associées en 2024 découlent essentiellement de l'écart de change ayant trait à l'investissement de la Société dans ChinaAMC et dans Rockefeller.

Tableau 27 : Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)

(en M\$)	Avantages du personnel	Autres investissements	Participation dans des entreprises associées et autres	Total
2024				
Solde au 1^{er} janvier	(14,0)\$	394,0 \$	(63,7)\$	316,3 \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	48,1	523,3	182,4	753,8
Solde au 31 décembre	34,1 \$	917,3 \$	118,7 \$	1 070,1 \$
2023				
Solde au 1 ^{er} janvier	4,4 \$	309,6 \$	48,8 \$	362,8 \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	(18,4)	85,1	(96,5)	(29,8)
Cession d'une participation dans une entreprise associée	-	-	(16,0)	(16,0)
Sortie d'éléments à la JVAERG	-	(0,7)	-	(0,7)
Solde au 31 décembre	(14,0)\$	394,0 \$	(63,7)\$	316,3 \$

Sources de financement

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital consiste à maximiser le rendement pour les actionnaires tout en faisant en sorte que la Société soit capitalisée de façon à respecter les exigences réglementaires en matière de capital, à combler les besoins en fonds de roulement et à favoriser l'expansion des affaires. Les pratiques de la Société en matière de gestion du capital sont axées sur la préservation de la qualité de sa situation financière en maintenant des assises financières ainsi qu'un bilan solide. Le capital de la Société comprend la dette à long terme et les capitaux propres, lesquels totalisaient 10,2 G\$ au 31 décembre 2024, comparativement à 9,1 G\$ au 31 décembre 2023. La Société évalue régulièrement ses pratiques en matière de gestion du capital en fonction des changements de la conjoncture économique.

Le capital de la Société est principalement utilisé dans le cadre de ses activités d'exploitation continues en vue de satisfaire les besoins en fonds de roulement, pour les placements à long terme effectués par la Société, pour l'expansion des affaires ainsi que pour d'autres objectifs stratégiques. Les filiales assujetties aux exigences en matière de capital réglementaire comprennent les courtiers en valeurs mobilières, les courtiers de fonds communs de placement, les courtiers sur le marché non réglementé, les gestionnaires de portefeuille, les gestionnaires de fonds d'investissement et une société de fiducie. Ces filiales sont tenues de maintenir des niveaux de capital minimaux en fonction du fonds de roulement, des liquidités ou des capitaux propres. Les filiales de la Société se sont conformées à toutes les exigences en matière de capital réglementaire.

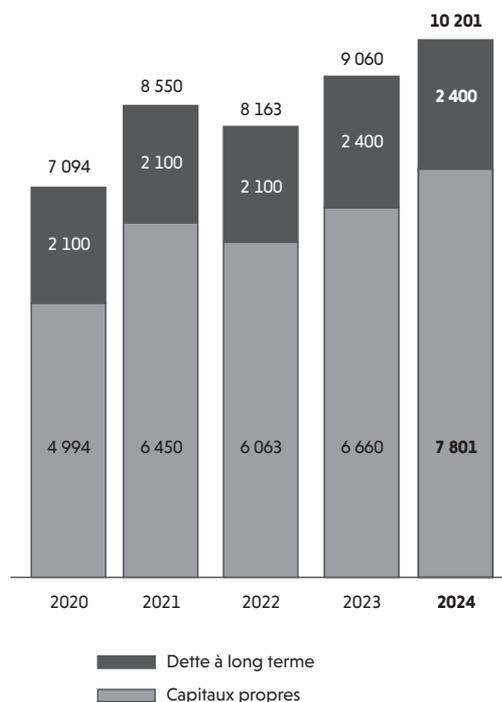
La dette à long terme en cours totale se chiffrait à 2,4 G\$ au 31 décembre 2024, inchangée par rapport au 31 décembre 2023. La dette à long terme comprend des débetures qui sont des dettes de premier rang non garanties de la Société comportant des clauses restrictives standards, incluant des clauses de sûreté négatives, mais ne comportant aucune clause restrictive financière ou opérationnelle particulière.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, la Société a racheté 3 088 400 actions ordinaires à un coût de 122,5 M\$ en vertu de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (se reporter à la note 19 des états financiers consolidés).

Le 23 décembre 2024, la Société a lancé une offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités visant le rachat d'au plus 5 millions de ses actions ordinaires aux fins d'annulation afin d'atténuer l'effet dilutif des options sur actions émises en vertu du régime

Capital

Aux 31 décembre (en M\$)



d'options sur actions de la Société et pour d'autres fins de gestion du capital. L'offre publique de rachat dans le cours normal des activités précédente de la Société a pris fin le 20 décembre 2024, et la Société était autorisée à racheter jusqu'à 3 millions de ses actions ordinaires.

Dans le cadre de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités, la Société a établi un régime d'achat automatique de titres pour ses actions ordinaires. Le régime d'achat automatique de titres fournit des instructions standards quant à la façon dont les actions ordinaires de la Société financière IGM doivent être rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités pendant certaines périodes d'interdiction d'opérations prédéterminées, sous réserve de paramètres préétablis. Les rachats effectués en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société en tout autre moment que lors de ces périodes d'interdiction d'opérations prédéterminées seront réalisés au gré de la direction.

En 2024, les autres activités comprennent la déclaration de dividendes de 533,9 M\$ sur actions ordinaires, ou 2,25 \$ par action. Les variations du capital-actions ordinaire sont reflétées dans les états consolidés des variations des capitaux propres.

La notation actuelle attribuée par Standard & Poor's (« S&P ») aux débetures non garanties de premier rang

de la Société est de « A » avec une perspective stable. La notation attribuée par Morningstar DBRS aux débetures non garanties de premier rang de la Société est de « A (élevée) », avec une tendance stable.

Les notations de crédit sont destinées à fournir aux investisseurs une mesure indépendante de la qualité des titres d'une société sur le plan de la solvabilité et indiquent la probabilité que les paiements requis soient faits et que la capacité d'une société à remplir ses obligations conformément aux modalités de chaque obligation soit respectée. Les descriptions des catégories de notations de chacune des agences de notation présentées ci-après proviennent des sites Web de chacune de ces agences.

Ces notations ne constituent pas une recommandation d'acheter, de vendre ou de détenir les titres de la Société et ne tiennent pas compte de leur cours ni d'autres facteurs qui pourraient permettre d'établir si un titre donné convient à un investisseur en particulier. De plus, il se peut que les notations ne tiennent pas compte de l'incidence éventuelle de tous les risques sur la valeur des titres et du fait que les agences de notation peuvent réviser ces notations ou les retirer à quelque moment que ce soit.

La notation « A » attribuée aux débetures non garanties de premier rang de la Société financière IGM par S&P correspond à la sixième notation la plus élevée sur les 22 notations utilisées pour les titres d'emprunt à long terme. Cette notation indique que, de l'avis de S&P, la Société a une bonne capacité de remplir ses engagements

financiers relatifs aux obligations, mais que l'obligation est un peu plus vulnérable aux effets défavorables de l'évolution de la situation et de la conjoncture économique que les obligations mieux notées.

La notation « A (élevée) », qui a été attribuée aux débetures non garanties de premier rang de la Société financière IGM par Morningstar DBRS, correspond à la cinquième notation la plus élevée sur les 22 notations utilisées pour les titres d'emprunt à long terme. Selon l'échelle de notation à long terme de Morningstar DBRS, les titres d'emprunt qui obtiennent la notation « A (élevée) » sont de bonne qualité et la capacité de paiement des obligations financières est considérée comme solide, mais leur qualité de crédit est inférieure à la notation AA. Les entreprises qui obtiennent la notation « A (élevée) » pourraient être plus vulnérables à des événements futurs, mais les facteurs négatifs potentiellement déclencheurs sont considérés comme surmontables.

Instruments financiers

Le tableau 28 présente la valeur comptable et la juste valeur des actifs et des passifs financiers. Le tableau n'inclut pas la juste valeur des actifs et passifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur si leur valeur comptable se rapproche raisonnablement de leur juste valeur. Ces éléments comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs et autres montants à recevoir, certains autres actifs financiers,

Tableau 28 : Instruments financiers

(en M\$)	31 décembre 2024		31 décembre 2023	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur				
Autres investissements				
– JVAERG	1 350,4 \$	1 350,4 \$	721,4 \$	721,4 \$
– JVRN	118,1	118,1	142,2	142,2
Instruments financiers dérivés	36,0	36,0	42,7	42,7
Actifs financiers comptabilisés au coût amorti				
Prêts				
– Coût amorti	5 462,4	5 491,9	5 108,7	5 070,8
Passifs financiers comptabilisés à la juste valeur				
Instruments financiers dérivés	25,7	25,7	49,6	49,6
Passifs financiers comptabilisés au coût amorti				
Dépôts et certificats	3 702,5	3 702,5	3 344,2	3 344,2
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	5 024,9	5 098,4	4 687,8	4 695,7
Dettes à long terme	2 400,0	2 485,4	2 400,0	2 453,4

les créiteurs et charges à payer, la facilité de crédit et certains autres passifs financiers.

La juste valeur est déterminée selon les méthodes et les hypothèses suivantes :

- Les autres investissements ainsi que les autres actifs financiers et passifs financiers sont évalués selon les cours des marchés actifs, lorsque ceux-ci sont disponibles. En l'absence de tels cours, des techniques d'évaluation sont utilisées, lesquelles nécessitent la formulation d'hypothèses relatives aux taux d'actualisation, au montant des flux de trésorerie futurs et au moment où ceux-ci seront réalisés. Dans la mesure du possible, des données du marché observables sont utilisées dans les techniques d'évaluation.
- Les prêts classés comme étant détenus à des fins de transaction sont évalués selon les taux d'intérêt du marché offerts pour des prêts comportant des échéances et des risques de crédit similaires, particulièrement les taux d'emprunt offerts par les établissements financiers en ce qui a trait aux prêts de détail.
- Les prêts classés au coût amorti sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux de rendement en vigueur sur les marchés.
- Les méthodes d'évaluation utilisées pour les autres investissements classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global comprennent la comparaison avec les opérations conclues avec des tiers dans des conditions normales de concurrence

sur le marché, l'utilisation de multiples de marché et l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie.

- Les obligations à l'égard d'entités de titrisation sont évaluées par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux de rendement en vigueur sur le marché pour les titres émis par les entités de titrisation dont les modalités et les caractéristiques sont semblables.
- Les dépôts et les certificats sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie contractuels en fonction des taux d'intérêt du marché en vigueur pour les dépôts comportant des échéances et des risques similaires.
- La dette à long terme est évaluée selon les cours du marché pour chaque débenture disponible sur le marché.
- Les instruments financiers dérivés sont évalués selon les cours du marché, lorsque ceux-ci sont disponibles, selon les taux en vigueur sur le marché pour des instruments ayant des caractéristiques et des échéances similaires, ou suivant l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie.

Se reporter à la note 25 des états financiers consolidés, qui présente des renseignements supplémentaires à l'égard de la détermination de la juste valeur des instruments financiers.

Bien qu'il y ait eu des changements à la valeur comptable et à la juste valeur des instruments financiers, ces changements n'ont pas eu d'incidence significative sur la situation financière de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Gestion des risques

La Société financière IGM est exposée à divers risques inhérents à la nature de ses activités. Notre succès continu repose sur notre capacité à gérer ces risques. La Société met l'accent sur une solide culture de gestion des risques et sur la mise en œuvre d'une approche efficace en la matière. Notre approche repose sur la coordination des mesures de gestion des risques à l'échelle de l'entreprise et de ses unités d'exploitation de même qu'elle vise à assurer la prise de risques prudents et mesurés afin de parvenir à un équilibre adéquat entre les risques et le rendement. La protection et l'amélioration de notre réputation sont fondamentales à notre programme de gestion des risques d'entreprise.

Cadre de gestion des risques

L'approche en matière de gestion des risques de la Société est assujettie à notre cadre de gestion des risques exhaustif, qui comporte quatre principaux éléments : la gouvernance du risque, l'appétit pour le risque, un processus défini de gestion du risque et une culture de gestion du risque. Le cadre de gestion des risques est approuvé par le conseil d'administration.

Gouvernance du risque

Notre structure de gouvernance du risque privilégie la désignation de responsables de la gestion des risques dans chacune des unités d'exploitation et prévoit un suivi par un comité exécutif de gestion des risques relevant du comité des risques du conseil d'administration (le « comité des risques ») et, en dernier ressort, du conseil d'administration. Une surveillance supplémentaire est assurée par les services de la gestion des risques, de la conformité et de l'audit interne.

Le comité des risques assure la supervision principale de la gestion des risques et remplit le mandat à cet égard. C'est au comité des risques que revient la responsabilité d'aider le conseil d'administration à examiner et à surveiller la structure de gouvernance du risque et le programme de gestion des risques de la Société en s'acquittant de ce qui suit : i) l'assurance que les procédures appropriées ont été mises en place en vue de cibler et de gérer les risques et de définir l'appétit pour le risque; ii) l'assurance que les politiques, procédures et contrôles appropriés sont mis en œuvre en vue de gérer les risques; iii) l'examen régulier du processus de gestion des risques pour veiller à ce qu'il fonctionne efficacement.

D'autres risques précis sont gérés avec le soutien des comités relevant du conseil d'administration qui suivent :

- Le comité d'audit assume des responsabilités particulières de surveillance des risques ayant trait aux informations financières à fournir, aux contrôles internes et à l'environnement de contrôle, ainsi qu'à nos activités de conformité, y compris l'administration du code de conduite.
- Le comité des ressources humaines supervise les pratiques et les politiques en matière de ressources humaines et de talents, y compris en ce qui concerne la rémunération.
- Le comité de gouvernance et des candidatures supervise les pratiques liées à la gouvernance d'entreprise.
- Le comité des entités reliées et de révision supervise les conflits d'intérêts.

La surveillance de la direction en ce qui a trait à la gestion des risques revient au comité exécutif de gestion des risques, qui est constitué des chefs de la direction de la Société financière IGM, d'IG Gestion de patrimoine et de Placements Mackenzie, ainsi que du chef des services financiers, du chef du contentieux, du chef de l'exploitation, du chef de l'information, du chef des ressources humaines et du chef de la gestion des risques, qui relève du chef de la direction de la Société financière IGM. Le comité est responsable de la surveillance du processus de gestion des risques de la Société financière IGM : i) en élaborant le cadre et les politiques de risque et en en assurant le maintien; ii) en définissant l'appétit pour le risque; iii) en s'assurant que notre profil de risque et nos processus d'évaluation sont conformes à la stratégie et à l'appétit pour le risque; iv) en montrant l'exemple et en promouvant une culture solide de gestion des risques.

Les chefs de la direction des sociétés en exploitation ont la responsabilité globale de la surveillance de la gestion des risques dans leurs sociétés respectives.

La Société a réparti la responsabilité de la gestion des risques en se servant du modèle comportant trois lignes de défense, en vertu duquel la première ligne de défense représente les unités d'exploitation qui assument la principale responsabilité de la gestion des risques, appuyée par les fonctions de gestion des risques de la deuxième ligne et par une troisième ligne (la fonction d'audit interne) responsable de la vérification et de la validation de la conception et de l'efficacité du cadre de la gestion des risques.

Première ligne de défense

La responsabilité de la gestion constante des risques revient principalement aux dirigeants des diverses unités d'exploitation et fonctions de soutien en ce qui a trait à leurs activités respectives. Les responsabilités des dirigeants d'unités d'exploitation et de fonctions de soutien comprennent notamment ce qui suit :

- i) mettre en œuvre et assurer le respect des procédures de détection, d'évaluation, de consignation et de communication ascendante des risques;
- ii) mettre en œuvre des activités de contrôle visant à atténuer les risques;
- iii) cibler les occasions de réduire ou de transférer les risques;
- iv) harmoniser les stratégies d'exploitation et d'affaires avec la culture de risque et l'appétit pour le risque de l'entreprise, tels qu'ils ont été établis par le comité exécutif de gestion des risques.

Deuxième ligne de défense

Le service chargé de la gestion des risques, supervisé par le chef de la gestion des risques, assure la surveillance et l'analyse du niveau de risque défini en fonction de l'appétit pour le risque visant toutes les activités de la Société, de même que la présentation de l'information à cet égard au comité exécutif de gestion des risques. Il est également responsable de ce qui suit :

- i) élaborer et maintenir le programme et le cadre de gestion des risques;
- ii) gérer le processus de gestion des risques;
- iii) fournir des lignes directrices et de la formation aux dirigeants des unités d'exploitation et fonctions de soutien.

La Société compte un certain nombre de comités constitués de dirigeants chevronnés qui assurent la surveillance de risques d'entreprise précis, notamment le comité de gestion des risques financiers et les comités de gestion du risque opérationnel. Ces comités procèdent à un examen critique des évaluations des risques, des pratiques de gestion des risques et des plans d'intervention face aux risques élaborés par les unités d'exploitation et les fonctions de soutien.

Les services juridiques et de la conformité de la Société assument d'autres responsabilités de surveillance; ils sont notamment chargés d'assurer la conformité aux politiques, aux lois et aux règlements.

Troisième ligne de défense

Le service d'audit interne constitue la troisième ligne de défense et fournit l'assurance indépendante à la haute direction et au conseil d'administration que les politiques, les processus et les pratiques de gestion des risques de la Société sont efficaces.

Appétit pour le risque

L'appétit de la Société pour divers types de risques est établi au moyen du cadre de gestion lié à l'appétit pour le risque, qui est approuvé par le conseil d'administration. Conformément à ce cadre, un des quatre niveaux d'appétit pour le risque est attribué à chaque type de risque et activité de la Société. Ces niveaux d'appétit pour le risque varient entre un niveau où la Société a un appétit nul pour le risque et cherche à réduire au minimum toute perte, et un niveau où elle accepte volontiers d'être exposée, mais s'assure néanmoins que les risques sont bien compris et gérés. Ces niveaux d'appétit guident nos unités d'exploitation à mesure qu'elles entreprennent des activités et leur fournissent de l'information à l'égard de l'établissement de politiques, de limites, de contrôles et d'activités de transferts des risques.

Le cadre de gestion lié à l'appétit pour le risque facilite l'alignement de la stratégie d'affaires sur le degré d'appétence pour le risque, soutient l'évaluation du déploiement du capital et soutient la détection, l'atténuation et la gestion des risques.

Processus de gestion des risques

Le processus de gestion des risques de la Société est conçu pour favoriser :

- une évaluation continue des risques et de la tolérance à ceux-ci dans un contexte opérationnel en évolution;
- une détection et une compréhension adéquates des risques existants et émergents ainsi que des mesures d'intervention face aux risques;
- une surveillance et une communication ascendante des risques en temps opportun en fonction des changements dans les circonstances.

Les risques importants pouvant avoir une incidence défavorable sur la capacité de la Société d'atteindre ses objectifs stratégiques et commerciaux sont mis en évidence au moyen du processus de gestion continue des risques de la Société.

Nous avons recours à une méthodologie identique dans l'ensemble de nos organisations et de nos unités d'exploitation pour détecter et évaluer les risques. Les risques sont évalués par une évaluation de la probabilité qu'ils surviennent et de l'incidence que cela aurait, compte tenu des contrôles et des activités de transfert des risques. Les résultats de ces évaluations sont ensuite comparés à notre appétit pour le risque et des mesures peuvent être mises en œuvre afin d'ajuster le profil de risque.

Les évaluations des risques sont supervisées et révisées sur une base continue par les unités d'exploitation et par des organes de surveillance, comme le service de gestion

des risques. Le service de gestion des risques maintient et coordonne la communication et la consultation afin de favoriser une gestion et une communication ascendante efficaces des risques. Le service de gestion des risques présente, sur une base régulière, des rapports sur les résultats des évaluations des risques ainsi que sur le processus d'évaluation au comité exécutif de gestion des risques et au comité des risques.

Culture de gestion des risques

La gestion des risques est la responsabilité de chacun au sein de l'organisation. Le service de gestion des risques organise des ateliers sur les risques pour toutes les unités d'exploitation afin de les sensibiliser à cette question et d'intégrer notre cadre de gestion des risques dans les activités.

Nous avons mis en œuvre un processus de planification des affaires qui vient renforcer notre culture de gestion des risques. Nos programmes de rémunération sont généralement fondés sur des objectifs, n'encouragent ni ne récompensent la prise de risque excessive ou inappropriée, et sont souvent axés plus particulièrement sur les objectifs de gestion des risques.

Notre programme de gestion des risques met l'accent sur l'intégrité, les pratiques éthiques, la gestion responsable et la prise de risques mesurés dans une perspective à long terme. Notre code de conduite tient compte de nos normes d'intégrité et de déontologie et s'applique aux administrateurs, aux dirigeants et aux employés.

Principaux risques de l'entreprise

Les risques importants pouvant avoir une incidence défavorable sur notre capacité d'atteindre nos objectifs stratégiques et commerciaux sont mis en évidence

au moyen de notre processus de gestion continue des risques.

Les risques sont déterminés en fonction de notre méthodologie établie, qui tient compte de facteurs internes et externes à l'organisation. Ces risques peuvent être répartis en trois catégories, soit le risque financier, le risque opérationnel et le risque lié à la planification stratégique et d'entreprise.

1) Risque financier

Il s'agit du risque de perte financière lié à l'actif géré et à l'actif sous services-conseils, au risque de liquidité et de financement, au risque de crédit ou au risque de marché.

Risques liés à l'actif géré et à l'actif sous services-conseils

L'actif géré et l'actif sous services-conseils de la Société financière IGM s'établissaient à 270,4 G\$ au 31 décembre 2024, comparativement à 240,2 G\$ au 31 décembre 2023. L'actif géré et l'actif sous services-conseils, y compris les investissements stratégiques, se chiffraient à 483,5 G\$ au 31 décembre 2024, comparativement à 390,6 G\$ au 31 décembre 2023.

Les principales sources de produits de la Société sont les honoraires de conseil et les honoraires de gestion d'actifs qui sont appliqués sous forme de pourcentage annuel du volume de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils. Les volumes de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils subissent l'incidence des ventes nettes et des variations du marché.

De par leur nature, les marchés mondiaux sont assujettis à l'incertitude et à divers risques. Les fluctuations des cours boursiers, des taux de change, de la valeur des actifs immobiliers, des taux d'intérêt et des écarts de taux ou

Tableau 29 : Actif géré de la Société financière IGM – Composition en fonction de l'actif et en fonction de la devise

Au 31 décembre 2024	Fonds d'investissement	Total
Trésorerie	2,4 %	3,3 %
Titres à revenu fixe et prêts hypothécaires à court terme	2,8	2,9
Autres titres à revenu fixe	21,8	22,0
Actions canadiennes	18,0	23,1
Actions étrangères	52,9	47,1
Biens immeubles	2,1	1,6
	100,0 %	100,0 %
Dollars canadiens	47,6 %	54,2 %
Dollars américains	38,1	34,0
Autres	14,3	11,8
	100,0 %	100,0 %

d'autres valeurs liés aux actifs pourraient faire diminuer l'actif géré et l'actif sous services-conseils, les produits et le bénéfice de la Société. Un ralentissement économique général, la volatilité des marchés, le rééquilibrage des placements de la clientèle, un faible rendement des placements ou un manque de confiance des investisseurs pourraient également entraîner une baisse des ventes, une hausse des niveaux de rachat et une baisse de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils.

La Société estime que l'exposition aux rendements de placements des portefeuilles de sa clientèle sera avantageuse à long terme pour les résultats financiers et correspond aux attentes des parties prenantes. Par conséquent, la Société n'entreprend habituellement pas d'activités entraînant un transfert de risques, comme des opérations de couverture, en ce qui concerne ces expositions.

L'exposition de la Société au risque du marché concorde avec l'expérience de sa clientèle. L'actif géré est largement diversifié par catégorie d'actifs, par région, par secteur, par équipe de placement et par style. La Société examine régulièrement la sensibilité de son actif géré, de ses produits, de son bénéfice et de ses flux de trésorerie aux fluctuations des marchés des capitaux.

Les titres de capitaux propres canadiens et étrangers sont exposés au risque actions, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur l'actif géré et l'actif sous services-conseils, les produits et le bénéfice. Le risque actions se divise en deux catégories : le risque actions général et le risque propre à l'émetteur. Les gestionnaires de fonds internes et externes de la Société réduisent l'exposition au risque propre à l'émetteur grâce à la diversification.

Les titres à revenu fixe sont exposés au risque de taux d'intérêt. Une hausse des taux d'intérêt entraîne une baisse du cours de marché des titres à revenu fixe, tandis qu'une baisse des taux d'intérêt entraîne une hausse du cours de

marché, ce qui a une incidence sur l'actif géré et l'actif sous services-conseils, les produits et le bénéfice.

Les titres libellés en devises sont exposés au risque de change. La dépréciation d'une devise par rapport au dollar canadien entraînera une baisse de la valeur des titres libellés en dollars canadiens, tandis que l'appréciation d'une devise par rapport au dollar canadien entraînera une hausse de la valeur des titres libellés en dollars canadiens, ce qui aura une incidence sur l'actif géré et l'actif sous services-conseils, les produits et le bénéfice.

Risque de liquidité et de financement

Il s'agit du risque que la Société soit incapable de générer ou d'obtenir suffisamment de trésorerie en temps opportun et de façon rentable pour respecter ses obligations contractuelles ou prévues lorsque celles-ci viennent à échéance.

Notre profil de liquidité est structuré de manière à nous assurer de disposer de liquidités suffisantes pour répondre aux exigences actuelles et futures, tant dans des conditions normales que dans des conditions difficiles. Nos pratiques de gestion des liquidités comprennent :

- la gestion des actifs liquides et des marges de crédit de sorte qu'ils satisferont les besoins de liquidités à court terme;
- le maintien de contrôles efficaces à l'égard des processus de gestion des liquidités;
- la présentation de prévisions à l'égard des liquidités et l'exécution de simulations de crise, sur une base régulière;
- l'évaluation sur une base régulière de la conjoncture des marchés des capitaux et de la capacité de la Société à obtenir du financement provenant des banques et des marchés des capitaux;
- la diversification et l'augmentation des sources de financement de prêts hypothécaires à long terme;

Tableau 30 : Obligations contractuelles

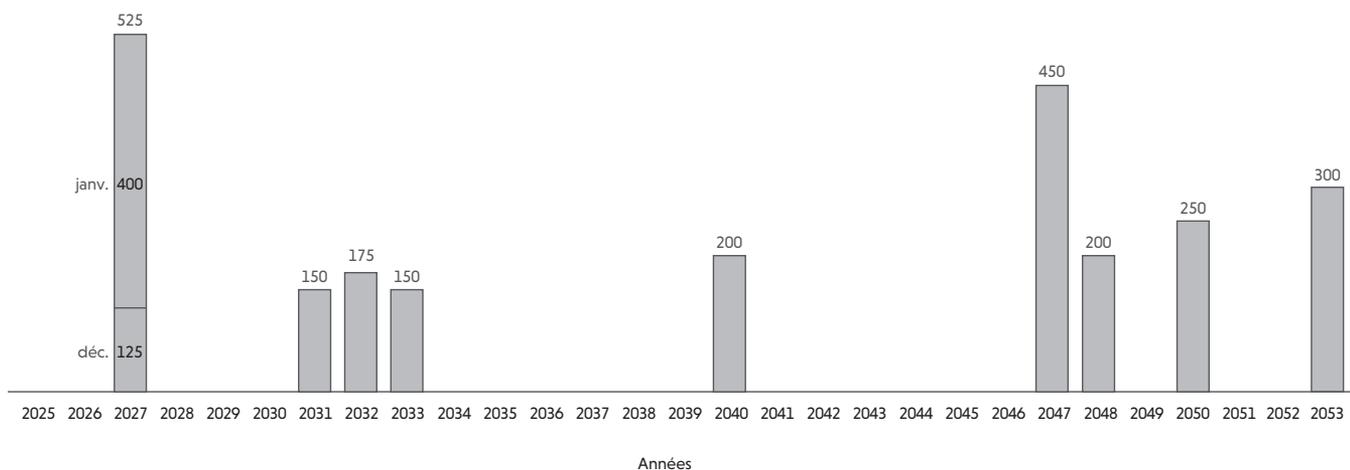
Au 31 décembre 2024 <i>(en M\$)</i>	À vue	Moins de 1 an	Entre 1 an et 5 ans	Après 5 ans	Total
Instruments financiers dérivés	– \$	10,5 \$	15,2 \$	– \$	25,7 \$
Dépôts et certificats ¹	3 702,5	–	–	–	3 702,5
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	–	1 190,6	3 815,8	18,5	5 024,9
Contrats de location ²	–	29,3	92,0	107,3	228,6
Dette à long terme	–	–	525,0	1 875,0	2 400,0
Total des obligations contractuelles	3 702,5 \$	1 230,4 \$	4 448,0 \$	2 000,8 \$	11 381,7 \$

1. Les dépôts et les certificats payables à vue sont principalement contrebalancés par les fonds de clients déposés.

2. Comprend les paiements de loyers restants liés aux locaux pour bureaux et au matériel utilisés dans le cours normal des activités.

Échéances de la dette à long terme

(en M\$)



- la supervision des risques de liquidité et de financement par un comité interne de gestion des risques financiers.

Le financement de la rémunération du réseau de conseillers, versée en contrepartie de la distribution de produits et de services financiers, constitue une exigence clé en matière de financement. Cette rémunération continue d'être financée au moyen des flux de trésorerie d'exploitation.

La Société conserve également des liquidités suffisantes pour financer et détenir temporairement des prêts hypothécaires, y compris des marges de crédit hypothécaires, en attendant la vente ou la titrisation auprès de sources de financement à long terme et pour gérer toute exigence liée aux garanties sur dérivés. Par l'intermédiaire de ses activités bancaires hypothécaires, elle vend les prêts hypothécaires résidentiels à des tiers, notamment à certains fonds communs de placement, à des investisseurs institutionnels grâce à des placements privés, à des fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes et au moyen de l'émission et de la vente de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH »), y compris les ventes à la Fiducie du Canada pour l'habitation conformément au Programme OHC. La Société maintient un niveau de transactions engagé auprès de certaines fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes. La capacité de réaliser des ventes conformément au Programme OHC repose sur la participation aux nouvelles émissions d'OHC et le réinvestissement du principal remboursé détenu dans les comptes de réinvestissement du principal. La capacité continue de la Société à financer les prêts hypothécaires résidentiels

au moyen de fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes et de TH LNH dépend des conditions sur les marchés de titrisation et de la réglementation gouvernementale, lesquelles sont susceptibles de changer. Les règles régissant les TH LNH et le Programme OHC exigent que les prêts titrisés soient assurés par un assureur approuvé par la SCHL. La disponibilité de l'assurance sur les prêts hypothécaires dépend de la conjoncture et est sujette à changement.

La Société accède aux marchés des titres d'emprunt à long terme non garantis aux fins générales et s'assure d'une structure d'échéances bien diversifiée afin de gérer les risques de financement connexes.

Les obligations contractuelles de la Société sont présentées au tableau 30.

L'échéancier de la dette à long terme de 2,4 G\$ est présenté dans le graphique intitulé « Échéances de la dette à long terme ».

En plus du solde actuel de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, la Société financière IGM peut accéder à des liquidités au moyen de ses marges de crédit. Les marges de crédit de la Société auprès de diverses banques à charte canadiennes de l'annexe I se chiffraient à 800 M\$ au 31 décembre 2024, inchangées par rapport au 31 décembre 2023. Les marges de crédit au 31 décembre 2024 étaient constituées de marges de crédit engagées totalisant 650 M\$ et de marges de crédit non engagées totalisant 150 M\$, inchangées par rapport au 31 décembre 2023. Toute avance bancaire sur les marges de crédit non engagées sera consentie à la discrétion exclusive de la banque. Aux 31 décembre 2024 et 2023, la Société n'avait prélevé

aucun montant sur ses marges de crédit engagées ni sur ses marges de crédit non engagées.

En 2023, les banques à charte canadiennes de l'annexe I ont fourni à la Société une facilité d'emprunt à terme non renouvelable liée au produit de la vente d'IPC. La facilité d'emprunt à terme a été remboursée avant la vente d'IPC au quatrième trimestre de 2023.

L'évaluation actuarielle à des fins de capitalisation relative au régime de retraite à prestations définies enregistré de la Société, effectuée en fonction de la date d'évaluation du 31 décembre 2022, a été finalisée en 2023. L'évaluation détermine l'excédent ou le déficit du régime, à la fois sur la base de la solvabilité et de la continuité de l'exploitation. Une évaluation sur la base de la solvabilité détermine la relation entre l'actif du régime et son passif en supposant que le régime a été liquidé et réglé à la date d'évaluation. Une évaluation sur la base de la continuité d'exploitation établit une comparaison de la relation entre l'actif du régime et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs prévus liés aux prestations, en supposant que le régime sera maintenu indéfiniment. Selon l'évaluation actuarielle, le régime de retraite enregistré avait un excédent de solvabilité de 70,5 M\$, comparativement à un excédent de 14,4 M\$ dans la précédente évaluation actuarielle effectuée à la date d'évaluation du 31 décembre 2021. L'amélioration de la situation de capitalisation découle essentiellement de la hausse des taux d'intérêt. Le régime de retraite enregistré affichait un surplus de solvabilité sur la base de la continuité de l'exploitation de 127,4 M\$, comparativement à 95,0 M\$ au moment de l'évaluation précédente. La prochaine évaluation actuarielle sera effectuée en fonction de la date d'évaluation du 31 décembre 2025. Au cours de l'exercice, la Société n'était pas tenue de verser des cotisations en trésorerie (2023 – 3,7 M\$). À la suite de l'évaluation déposée en 2023, la Société financière IGM a reçu un congé de cotisation et n'est pas autorisée à verser des cotisations au régime de retraite avant la prochaine évaluation actuarielle, qui devrait avoir lieu au 31 décembre 2025. Les décisions relatives aux cotisations aux régimes de retraite sont susceptibles de changer, puisque celles-ci sont touchées par plusieurs éléments, notamment le rendement du marché, les exigences réglementaires, les variations des hypothèses et la capacité de la direction de modifier la politique de capitalisation.

La direction est d'avis que les flux de trésorerie liés aux opérations, les soldes de trésorerie disponibles et les autres sources de financement sont suffisants pour répondre aux besoins de liquidités de la Société. La Société dispose toujours de la capacité de répondre à ses besoins en flux de trésorerie d'exploitation, de

remplir ses obligations contractuelles et de verser ses dividendes déclarés. La pratique actuelle de la Société consiste à déclarer et à payer les dividendes aux actionnaires ordinaires sur une base trimestrielle au gré du conseil d'administration. La déclaration de dividendes par le conseil d'administration dépend d'un éventail de facteurs, notamment des résultats, qui subissent l'incidence importante qu'a le risque de marché sur les produits tirés des honoraires et les commissions de la Société ainsi que sur certaines autres charges. La situation en matière de liquidités de la Société et la façon dont elle gère le risque de liquidité et de financement n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2023.

Risque de crédit

Il s'agit du risque de perte financière si, dans le cadre d'une transaction, l'une des contreparties de la Société ne respecte pas ses engagements.

La Société est exposée au risque de crédit par l'intermédiaire de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie, des fonds de clients déposés, des portefeuilles de prêts hypothécaires et de l'utilisation de dérivés négociés sur le marché hors cote. La Société examine ses pratiques en matière de gestion du risque de crédit de façon continue pour en évaluer l'efficacité.

Trésorerie et équivalents de trésorerie et fonds de clients déposés

Au 31 décembre 2024, la trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisant 910,3 M\$ (2023 – 544,6 M\$) étaient composés de soldes de trésorerie de 545,0 M\$ (2023 – 216,5 M\$) principalement déposés auprès de banques à charte canadiennes et d'équivalents de trésorerie de 365,3 M\$ (2023 – 328,1 M\$). Les équivalents de trésorerie sont constitués de bons du Trésor du gouvernement du Canada totalisant 37,9 M\$ (2023 – 0,5 M\$), de bons du Trésor et de billets d'un gouvernement provincial de 289,5 M\$ (2023 – 36,4 M\$), ainsi que de dépôts bancaires à terme et d'acceptations bancaires de 37,9 M\$ (2023 – 291,2 M\$).

La Société gère le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie en respectant sa politique de placement et sa politique de gestion du risque de contrepartie, lesquelles décrivent les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit. La Société évalue régulièrement la notation de crédit de ses contreparties. L'exposition maximale au risque de crédit sur ces instruments financiers correspond à leur valeur comptable.

L'exposition de la Société au risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie et

aux titres à revenu fixe ainsi que sa gestion de ce risque n'a pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2023.

Au 31 décembre 2024, les fonds de clients déposés d'IG Gestion de patrimoine, qui s'élevaient à 3,7 G\$ (31 décembre 2023 – 3,4 G\$), étaient déposés dans des banques à charte de l'annexe I et environ 92 % des dépôts de clients étaient assurés par la Société d'assurance-dépôts du Canada (« SADC »).

Portefeuilles de prêts hypothécaires

Au 31 décembre 2024, les prêts hypothécaires résidentiels, (incluant les marges de crédit hypothécaire) de 5,5 G\$ (2023 – 5,1 G\$), comptabilisés dans le bilan de la Société, comprenaient des prêts d'un montant de 5,1 G\$ (2023 – 4,7 G\$) vendus dans le cadre de programmes de titrisation, des prêts d'un montant de 405,7 M\$ (2023 – 375,5 M\$) détenus temporairement en attendant qu'ils soient vendus ou titrisés et des prêts d'un montant de 11,2 M\$ (2023 – 11,5 M\$) liés aux activités d'intermédiaire de la Société.

La Société gère le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires résidentiels au moyen des éléments suivants :

- le respect de sa politique de prêt et de ses normes de souscription;
- le recours à ses capacités de gestion des prêts;
- l'utilisation d'une assurance en cas de défaut sur les prêts hypothécaires contractée par le client ou la cliente et d'une assurance en cas de défaut sur le portefeuille de prêts hypothécaires détenue par la Société;
- sa pratique de monter ses prêts hypothécaires uniquement au moyen d'un réseau de conseillers hypothécaires et de conseillers d'IG Gestion de patrimoine, dans le cadre du Plan vivant IG d'un client ou d'une cliente.

Dans certains cas, le risque de crédit est également limité par les modalités et la nature des transactions de titrisation, comme il est décrit ci-dessous :

- Conformément aux règles régissant les TH LNH, lesquels totalisent 2,5 G\$ (2023 – 2,4 G\$), la Société a l'obligation d'effectuer promptement un paiement du principal et de coupons, que les montants aient été reçus ou non de l'emprunteur hypothécaire. Toutefois, les règles régissant les TH LNH exigent que la totalité des prêts soient assurés par un assureur approuvé.
- Le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires titrisés à la suite du transfert aux fiducies de titrisation commanditées par des banques, prêts qui totalisent 2,6 G\$ (2023 – 2,3 G\$), se limite à des montants détenus dans les comptes de réserve en trésorerie et aux produits d'intérêts nets futurs, dont

la juste valeur s'élevait à 62,7 M\$ (2023 – 58,0 M\$) et à 38,0 M\$ (2023 – 37,0 M\$), respectivement, au 31 décembre 2024. Les comptes de réserve en trésorerie sont reflétés dans le bilan, tandis que les droits aux produits d'intérêts nets futurs ne sont pas reflétés dans le bilan; ils seront constatés sur la durée de vie des prêts hypothécaires.

Au 31 décembre 2024, une proportion de 48,9 % (2023 – 50,7 %) des prêts hypothécaires résidentiels comptabilisés dans le bilan était assurée. Au 31 décembre 2024, les prêts hypothécaires douteux liés à ces portefeuilles se chiffraient à 3,5 M\$, comparativement à 3,1 M\$ au 31 décembre 2023. Les prêts hypothécaires non assurés et non productifs de plus de 90 jours de ces portefeuilles s'établissaient à 2,1 M\$ au 31 décembre 2024, comparativement à 2,8 M\$ au 31 décembre 2024.

La Société conserve aussi certains éléments du risque de crédit associé aux prêts hypothécaires vendus au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme IG Mackenzie dans le cadre d'une entente visant le rachat de prêts hypothécaires dans certaines circonstances favorables aux fonds. Ces prêts ne sont pas comptabilisés dans le bilan de la Société, puisque la Société a transféré la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété relativement à ces prêts.

La Société évalue régulièrement la qualité du crédit des prêts hypothécaires et la suffisance de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues.

La correction de valeur pour pertes de crédit attendues de la Société se chiffrait à 0,8 M\$ au 31 décembre 2024, comparativement à 0,7 M\$ par rapport au 31 décembre 2023, et la direction considère qu'elle est adéquate pour absorber toutes les pertes de crédit liées aux portefeuilles de prêts hypothécaires, compte tenu des considérations suivantes : i) l'historique du rendement du crédit; ii) les tendances récentes des taux d'intérêt; iii) les paramètres de crédit actuels du portefeuille et les autres caractéristiques pertinentes; iv) nos relations de planification financière solides avec nos clients et nos clientes; et v) les tests de résistance effectués à l'égard des pertes découlant de conditions défavorables sur les marchés immobiliers.

L'exposition de la Société au risque de crédit lié aux portefeuilles de prêts hypothécaires ainsi que sa gestion de ce risque n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2023.

Instruments dérivés

La Société est exposée au risque de crédit par le biais des contrats d'instruments dérivés qu'elle utilise pour couvrir

le risque de taux d'intérêt, faciliter les transactions de titrisation et couvrir le risque de marché relatif à certains accords de rémunération fondée sur des actions. Ces dérivés sont présentés de façon plus détaillée à la section « Risque de marché » du présent rapport de gestion.

Dans la mesure où la juste valeur des dérivés est en position de profit, la Société est exposée au risque de crédit si ses contreparties manquent à leurs obligations aux termes de ces accords.

Les activités liées aux dérivés de la Société sont gérées conformément à sa politique liée aux instruments dérivés, laquelle comprend des limites imposées aux contreparties et d'autres paramètres visant à gérer le risque de contrepartie. Le total de l'exposition au risque de crédit lié aux instruments dérivés qui sont en position de profit, chiffré à 40,4 M\$ (2023 – 51,2 M\$), ne tient pas compte des conventions de compensation ni des accords de garantie. L'exposition au risque de crédit, compte tenu des ententes de compensation et des accords de garantie y compris les droits aux produits d'intérêts nets futurs, était de 20,6 M\$ au 31 décembre 2024 (2023 – 3,7 M\$). Toutes les contreparties des contrats sont des banques à charte canadiennes de l'annexe I et, par conséquent, la direction estime que le risque de crédit global lié aux instruments dérivés de la Société n'était pas important au 31 décembre 2024. La gestion du risque de crédit lié aux instruments dérivés n'a pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2023.

Se référer aux notes 2, 7, 8 et 24 des états financiers consolidés contenus dans le rapport annuel de 2024 de la Société financière IGM Inc. pour plus de renseignements quant aux activités de titrisation et à l'utilisation des contrats d'instruments dérivés par la Société.

Risque de marché

Il s'agit du risque de perte découlant de la variation de la valeur des instruments financiers de la Société en raison de la fluctuation des taux d'intérêt, des cours boursiers ou des taux de change.

Risque de taux d'intérêt

La Société financière IGM est exposée au risque de taux d'intérêt sur son portefeuille de prêts hypothécaires et sur certains des instruments financiers dérivés utilisés dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires.

La Société gère le risque de taux d'intérêt lié à ses activités bancaires hypothécaires en concluant des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I comme suit :

- Dans le cadre de ses opérations de titrisation en vertu du Programme OHC, la Société a, dans certains cas,

financé des prêts hypothécaires à taux variable au moyen d'Obligations hypothécaires du Canada à taux fixe. Dans le cadre du Programme OHC, la Société est partie à un swap conformément auquel elle a le droit de recevoir des rendements tirés du réinvestissement du principal des prêts hypothécaires et doit payer les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada. Au 31 décembre 2024, ce swap avait une juste valeur négative de 3,6 M\$ (31 décembre 2023 – juste valeur positive de 7,7 M\$) et une valeur notionnelle en cours de 0,3 G\$ (31 décembre 2023 – 0,2 G\$). La Société conclut des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I afin de couvrir le risque que les taux d'intérêt perçus sur les prêts hypothécaires à taux variable et les rendements résultant du réinvestissement diminuent. Au 31 décembre 2024, ces swaps avaient une juste valeur négative de 4,3 M\$ (31 décembre 2023 – juste valeur négative de 12,5 M\$) sur un montant notionnel en cours de 1,4 G\$ (31 décembre 2023 – 1,4 G\$). Au 31 décembre 2024, la juste valeur négative nette de 7,9 M\$ (31 décembre 2023 – juste valeur négative de 4,8 M\$) de ces swaps est comptabilisée dans le bilan et leur valeur notionnelle en cours s'élève à 1,7 G\$ (31 décembre 2023 – 1,6 G\$).

- La Société est exposée à l'incidence que pourraient avoir les variations des taux d'intérêt sur la valeur des prêts hypothécaires à l'égard desquels elle s'est engagée, ou qu'elle détient temporairement en attendant la vente ou la titrisation auprès de sources de financement à long terme. La Société conclut des swaps de taux d'intérêt dans le but de couvrir le risque de taux d'intérêt lié aux coûts de financement pour les prêts hypothécaires qu'elle détient en attendant qu'ils soient vendus ou titrisés. La comptabilité de couverture est appliquée au coût des fonds à l'égard de certaines activités de titrisation. La partie efficace des variations de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt connexes est initialement comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, puis subséquemment comptabilisée dans les produits du secteur Gestion de patrimoine sur la durée des obligations à l'égard d'entités de titrisation connexes. Ces swaps avaient une juste valeur négative de 1,1 M\$ (31 décembre 2023 – juste valeur négative de 1,1 M\$) sur un montant notionnel en cours de 166,0 M\$ au 31 décembre 2024 (31 décembre 2023 – 181,5 M\$).

Au 31 décembre 2024, l'incidence d'une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le bénéfice net annuel aurait représenté une augmentation d'environ 0,5 M\$ (31 décembre 2023 – une augmentation de 0,5 M\$). L'exposition de la Société au risque de

taux d'intérêt et la façon dont elle gère ce risque n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2023.

Risque actions

La Société financière IGM est exposée au risque actions sur ses placements en titres de capitaux propres classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou à la juste valeur par le biais du résultat net et sur ses participations dans des entreprises associées, lesquelles sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Au 31 décembre 2024, la juste valeur des autres investissements était de 1,5 G\$ (31 décembre 2023 – 0,9 G\$), comme l'illustre le tableau 22, et la valeur comptable de la participation dans des entreprises associées était de 4,0 G\$ au 31 décembre 2024 (31 décembre 2023 – 3,7 G\$).

La Société parraine un certain nombre d'ententes de rémunération différée dans le cadre desquelles les paiements aux participants sont différés et liés au rendement des actions ordinaires de la Société financière IGM Inc. Afin de couvrir son exposition à ce risque, la Société a recours à des contrats à terme de gré à gré et à des swaps de rendement total.

Risque de change

La Société financière IGM est exposée au risque de change en raison de sa participation dans ChinaAMC et dans Rockefeller. Les variations de la valeur comptable attribuables aux fluctuations des taux de change sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Au 31 décembre 2024, une appréciation (dépréciation) de 5 % du dollar canadien par rapport aux devises aurait donné lieu à une diminution (augmentation) de la valeur comptable globale des investissements étrangers d'environ 137,8 M\$ (152,3 M\$).

La quote-part du résultat de ChinaAMC et de Rockefeller revenant à la Société, comptabilisée au poste Quote-part du résultat des entreprises associées dans les états consolidés du résultat net, est aussi touchée par les fluctuations des taux de change. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, l'incidence sur le bénéfice net d'une appréciation (dépréciation) de 5 % du dollar canadien par rapport aux devises aurait donné lieu à une diminution (augmentation) de la quote-part du résultat des entreprises associées revenant à la Société d'environ 4,8 M\$ (5,3 M\$).

2) Risque opérationnel

Il s'agit du risque de subir des pertes financières, des dommages à la réputation ou de faire l'objet de mesures réglementaires en raison de défaillances

ou d'insuffisances des processus internes ou des systèmes, d'erreurs commises par des personnes ou des événements externes.

Nous sommes exposés à un large éventail de risques opérationnels, incluant des défaillances de la sécurité et des systèmes liés à l'information, des erreurs relatives au traitement des transactions ainsi qu'aux modèles financiers et aux évaluations financières, des défaillances de tiers clés, des fraudes et des détournements d'actifs et une application inadéquate des processus de contrôle interne.

Les risques opérationnels liés au personnel et aux processus sont atténués au moyen de contrôles des politiques et des processus, tandis que la surveillance des risques et l'évaluation continue de l'efficacité des contrôles relèvent du service de gestion des risques, du service de la conformité et du service d'audit interne de la Société.

La Société dispose d'un processus de gouvernance de l'assurance qui comprend la supervision par le comité directeur en matière d'assurance et par les hauts dirigeants. Dans le cadre de ce processus, la nature et l'étendue de la couverture d'assurance de la Société font régulièrement l'objet d'examen afin de s'assurer que la protection demeure appropriée et qu'elle est conforme aux lois, aux règlements et aux ententes contractuelles pertinents.

Les dirigeants des unités d'exploitation sont responsables de la gestion au quotidien des risques opérationnels de leurs unités respectives, et des programmes, des politiques, des formations et des processus de gouvernance spécifiques ont été conçus afin de soutenir la gestion du risque opérationnel.

Cyberrisque et risque lié aux technologies

Il s'agit du risque de défaillance ou d'utilisation inappropriée des systèmes liés à l'information et à la technologie qui permettent la mise en œuvre des activités et des stratégies d'affaires, ce qui pourrait entraîner une interruption des activités et des occasions manquées.

La technologie est à la base de nos activités et de l'expérience client, des employés et des conseillers. Par conséquent, nous sommes exposés à des risques liés à la cybersécurité, comme le vol d'identité, les brèches dans les systèmes technologiques et les attaques de logiciels malveillants. À l'échelle mondiale, le volume de ces activités a augmenté et pourrait compromettre les renseignements confidentiels de la Société ainsi que ceux de sa clientèle ou d'autres parties prenantes, et pourrait également entraîner d'autres conséquences défavorables, y compris une perte de produits, des litiges, un contrôle réglementaire accru

ou des dommages à la réputation. Notre politique de gestion des risques liés à la technologie fournit un cadre de gestion du risque lié aux technologies, et nos programmes de cybersécurité à l'échelle de l'entreprise, nos processus de comparaison de nos propres mesures aux normes d'excellence du secteur ainsi que nos méthodes d'évaluation des menaces et de la vulnérabilité et les moyens dont nous nous sommes dotés pour intervenir en cas de besoin assurent notre résilience dans le cadre de la gestion de ce risque.

Risque lié aux relations avec des tiers

Il s'agit du risque qui existe du fait de recourir à des tiers externes pour soutenir ou exécuter entièrement les tâches nécessaires aux activités et à la stratégie de l'entreprise.

Pour soutenir nos activités d'exploitation, nous retenons régulièrement les services de tiers qui fournissent une expertise et nous permettent de gagner en efficacité. Notre exposition au risque lié aux relations avec des tiers peut inclure des risques liés à la réputation et à la réglementation ainsi que d'autres risques opérationnels. Des politiques, des procédures d'exploitation standards et des ressources spécialisées, incluant des politiques en matière de gestion du risque lié aux relations avec des tiers, d'approvisionnement et de contrats, ont été élaborées et mises en œuvre afin de faire face spécifiquement au risque lié aux relations avec des tiers. Nous effectuons des contrôles diligents et exerçons des activités de surveillance avant de conclure des relations contractuelles avec des tiers et de manière continue. Tandis que nous nous fions de plus en plus à des tiers, nous continuons d'améliorer nos ressources et nos processus pour appuyer la gestion du risque lié aux relations avec des tiers.

Risque lié aux modèles

Il s'agit du risque de perte financière ou d'atteinte à la réputation découlant de conclusions et de décisions fondées sur des modèles incorrects ou mal utilisés.

Nous utilisons une variété de modèles pour nous aider dans l'évaluation des instruments financiers, les tests opérationnels, la gestion des flux de trésorerie, la gestion du capital et l'évaluation d'acquisitions éventuelles. Ces modèles comportent des hypothèses internes et des données sur le marché observables et intègrent les prix disponibles sur le marché. Des contrôles efficaces sont en place à l'égard du développement, de la mise en œuvre et de l'application de ces modèles. Cependant, la modification des hypothèses internes ou d'autres facteurs ayant une incidence sur les modèles pourraient influencer de façon défavorable sur la situation financière consolidée et la réputation de la Société.

Risque juridique et réglementaire

Ce risque survient lorsque les lois, les ententes contractuelles et les exigences réglementaires ne sont pas respectées. Ce risque est lié à la réglementation portant sur la distribution de produits, la gestion de placements, la comptabilité, la présentation de l'information et les communications.

La Société est assujettie à des exigences réglementaires, fiscales et juridiques complexes et changeantes, y compris les exigences des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux du Canada qui régissent la Société et ses activités, y compris dans les territoires étrangers où la Société ou des entreprises dans lesquelles elle investit exercent des activités. La Société et ses filiales sont également assujetties aux exigences d'un organisme d'autorégulation, l'Organisme canadien de réglementation des investissements (« OCRI »). Ces autorités et d'autres organismes de réglementation adoptent régulièrement de nouvelles lois, de nouveaux règlements et de nouvelles politiques qui touchent la Société et ses filiales. Ces exigences comprennent celles qui concernent la Société financière IGM à titre de société cotée en bourse, ainsi que celles qui s'appliquent aux filiales de la Société selon la nature de leurs activités. Elles comprennent la réglementation liée à la gestion et à l'offre de produits et de services financiers, y compris les valeurs mobilières, la distribution, l'assurance et les prêts hypothécaires, de même que d'autres activités menées par la Société sur les marchés où elle est présente. Les normes réglementaires touchant la Société et le secteur des services financiers sont importantes et évoluent sans cesse. La Société et ses filiales sont assujetties à des examens dans le cadre du processus normal continu de surveillance par les diverses autorités de réglementation.

À défaut de se conformer aux lois et aux règlements, la Société pourrait subir des sanctions réglementaires et des poursuites en responsabilité civile, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur sa réputation et ses résultats financiers. La Société gère le risque lié à l'environnement juridique et réglementaire en faisant la promotion d'une forte culture de conformité. La surveillance des faits nouveaux en matière de réglementation et de leur incidence sur la Société est encadrée par le comité des initiatives réglementaires qui est présidé par le chef du contentieux. La Société poursuit également la mise en place et le maintien de politiques et de procédures ainsi qu'une surveillance en matière de conformité, incluant des communications précises sur les questions touchant la conformité et le domaine juridique, de la formation, des tests, des contrôles et la présentation d'information. Le comité d'audit du conseil d'administration reçoit

régulièrement de l'information sur les questions et les initiatives relatives à la conformité.

La Société fait la promotion d'une forte culture d'éthique et d'intégrité dans son code de conduite, qui est approuvé par le conseil d'administration et qui décrit les normes de conduite que doivent respecter les administrateurs, les dirigeants et les employés de la Société financière IGM. Le code de conduite renvoie à de nombreuses politiques ayant trait au comportement des administrateurs, des dirigeants et des employés. D'autres politiques d'entreprise couvrent la lutte contre le blanchiment d'argent et la protection des renseignements personnels. Une formation sur ces politiques doit être suivie une fois par an. Chaque année, les personnes qui sont assujetties au code de conduite doivent attester qu'elles ont compris les exigences énoncées dans le code et qu'elles s'y sont conformées.

Risque lié à la protection de la vie privée

Le risque lié à la protection de la vie privée est le risque que les renseignements personnels soient accessibles, recueillis, utilisés, transférés, divulgués et conservés en violation des lois, des règlements ou des normes éthiques applicables. Nous ne recueillons que les renseignements personnels nécessaires pour fournir nos produits et services à la clientèle, et lorsque nous avons obtenu son consentement.

Si nous devons partager les renseignements personnels avec des tiers, nous demeurons responsables de ces renseignements et nous les protégeons au moyen de mesures contractuelles et d'autres mesures qui engagent les fournisseurs de services à maintenir des niveaux de protection comparables aux nôtres.

La Société financière IGM a mis en place un cadre de gestion du risque d'entreprise lié à la protection de la vie privée pour gérer le risque lié à la protection de la vie privée. Notre chef de la protection des renseignements personnels dirige et supervise notre programme en matière de protection de la vie privée, en partenariat avec des équipes interfonctionnelles, afin d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques, des normes et des contrôles à l'échelle de l'entreprise concernant la gestion et la protection des renseignements personnels. L'équipe responsable de la protection de la vie privée de l'entreprise, qui relève ultimement du chef de la protection des renseignements personnels, travaille avec les unités d'exploitation de première ligne pour traiter des questions de protection de la vie privée.

Les employés et les conseillers sont tenus de suivre une formation obligatoire sur la protection de la vie privée lors de leur intégration, et chaque année par la suite.

La formation aborde nos obligations, nos pratiques exemplaires en matière de protection de la vie privée, ainsi que la façon de gérer et de signaler les plaintes, les demandes d'accès à l'information et les atteintes à la vie privée, et de prévenir ces dernières.

Éventualités

La Société peut faire l'objet de poursuites judiciaires dans le cours normal de ses activités. En décembre 2018, un recours collectif proposé a été déposé devant la Cour supérieure de l'Ontario contre la Corporation Financière Mackenzie (« Mackenzie »). Dans ce recours, on allègue que la Société n'aurait pas dû verser de commissions de suivi pour des fonds communs de placement à des courtiers qui ne font qu'exécuter des ordres sans donner de conseils. Ce recours a été certifié en janvier 2024. En août 2022, un deuxième recours collectif proposé concernant la même question a été déposé contre Mackenzie.

À la fin de mars 2023, la Société a été avisée par l'un de ses fournisseurs de services externes, InvestorCOM Inc., que ce dernier avait été compromis par un incident de cybersécurité lié à l'un de ses fournisseurs de technologies, GoAnywhere. La Société a avisé les clients et les clientes concernés et a offert à toute sa clientèle une surveillance du crédit gratuite. Quatre recours collectifs proposés ont été déposés contre Mackenzie relativement à cet incident.

Bien qu'il lui soit difficile de prévoir l'issue de ces poursuites judiciaires, en se fondant sur ses connaissances actuelles, la direction ne s'attend pas à ce que ces questions, individuellement ou dans leur ensemble, aient une incidence défavorable significative sur la situation financière consolidée de la Société.

Risque lié au personnel

Ce risque se rapporte à l'incapacité potentielle à attirer ou à maintenir en poste du personnel ou des conseillers et conseillères en gestion de patrimoine, à avoir une main-d'œuvre diversifiée, équitable et inclusive, à offrir des occasions de perfectionnement pour atteindre les objectifs d'affaires actuels et futurs, à soutenir le bien-être et la mobilisation des employés et à soutenir la planification continue de la relève et de la transition du personnel ou des affaires.

Nous gérons ce risque au moyen d'une rémunération et d'une gamme d'avantages concurrentiels, de programmes de formation et de perfectionnement, ainsi que de sondages périodiques auprès du personnel et des conseillers et conseillères.

Nous avons élaboré une stratégie en matière de diversité, d'équité et d'inclusion pour favoriser une

expérience inclusive, équitable et cohérente pour nos employés et employées, nos conseillers et conseillères en gestion de patrimoine, ainsi que pour notre clientèle, ce qui renforce nos objectifs commerciaux actuels et futurs. Pour obtenir les résultats désirés, nous mettons l'accent sur trois piliers d'action : la sensibilisation, l'amélioration des comportements inclusifs des dirigeants et l'établissement de partenariats externes et d'une mobilisation au sein des collectivités.

Nous avons également mis en place une stratégie en matière de mieux-être dans le but de soutenir nos employés en nous assurant qu'ils sont en bonne condition physique, ont une bonne santé émotionnelle, sont à l'aise financièrement et disposent d'un réseau social.

Gestion de la continuité des activités

Il s'agit du risque que l'organisation ne puisse pas rétablir et maintenir efficacement les processus d'affaires critiques en cas d'interruption (circonstances internes, externes, physiques ou naturelles) ou réagir à une crise ou à un événement d'urgence.

Un programme de gestion de la continuité des activités assure le maintien des processus critiques de la Société en cas d'interruption des activités.

Le plan d'intervention en cas de crise de la Société décrit les politiques et les procédures à suivre pour faire face aux situations qui pourraient avoir des répercussions considérables sur la réputation, les marques ou les activités d'exploitation de l'organisation. Une équipe chargée de l'évaluation des crises, composée de hauts dirigeants, est responsable d'élaborer des stratégies, de superviser les interventions et de s'assurer que des experts appropriés se joignent à l'équipe d'intervention, en fonction du scénario.

La Société teste les plans de continuité des activités et de reprise après sinistre et effectue des exercices de simulation de crise sur une base régulière.

3) Risque stratégique et risque d'entreprise

Il s'agit du risque d'incidence défavorable découlant de facteurs liés à l'environnement externe, à la stratégie ou à des activités commerciales précises de la Société.

Conjoncture commerciale générale

Ce risque représente l'incidence défavorable éventuelle de la concurrence ou d'autres facteurs externes relatifs au marché sur la Société financière IGM.

La conjoncture économique mondiale, les mouvements des marchés boursiers, l'inflation et les facteurs démographiques peuvent influencer sur la confiance des investisseurs, leurs niveaux de revenus et leur épargne. En outre, le risque géopolitique, l'instabilité gouvernementale, des tensions commerciales soutenues, y compris des mesures tarifaires et d'autres mesures gouvernementales, ainsi que d'autres facteurs peuvent influencer sur l'inflation, les taux d'intérêt, la croissance économique mondiale et la conjoncture des marchés au sein desquels la Société exerce ses activités. Ces facteurs pourraient entraîner une baisse des ventes de produits et de services de la Société financière IGM ou amener les investisseurs à demander le rachat de leurs placements. Ces facteurs pourraient également avoir une incidence sur le niveau et la volatilité des marchés des capitaux et la valeur de l'actif géré de la Société, comme il est décrit de façon plus détaillée à la section « Risques liés à l'actif géré et à l'actif sous services-conseils » du présent rapport de gestion.

Pour gérer ce risque, la Société, comme l'ensemble de ses filiales en exploitation, communique avec la clientèle et insiste sur l'importance de la planification financière durant tous les cycles économiques. La Société et le secteur continuent à prendre des mesures pour faire comprendre aux investisseurs canadiens les avantages de la planification financière, de la diversification et du placement à long terme. Dans les périodes de volatilité, les conseillers du secteur Gestion de patrimoine et les conseillers financiers indépendants jouent un rôle important pour aider les investisseurs à ne pas perdre de vue leur perspective et leurs objectifs à long terme.

Les taux de rachat pour les fonds à long terme sont résumés dans le tableau 31 et décrits dans les sections des résultats d'exploitation des secteurs Gestion de patrimoine et Gestion d'actifs du présent rapport de gestion.

Tableau 31 : Taux de rachat en glissement sur douze mois pour les fonds à long terme

	31 déc. 2024	31 déc. 2023
Société financière IGM Inc.		
IG Gestion de patrimoine	12,6 %	12,2 %
Mackenzie	18,7 %	17,1 %

Établissement de la stratégie

Il s'agit du risque de ne pas parvenir à établir ou à atteindre les objectifs stratégiques appropriés, ce qui aurait une incidence sur le rendement de l'entreprise.

La Société financière IGM croit en l'importance d'une gouvernance d'entreprise efficace, et elle estime que les administrateurs jouent un rôle crucial dans le processus de gouvernance. Nous sommes d'avis qu'une saine gouvernance d'entreprise est essentielle au bon fonctionnement de la Société et à la qualité de ses résultats pour nos actionnaires.

La surveillance de la Société financière IGM est assurée directement par le conseil d'administration et par l'intermédiaire de ses cinq comités. Par ailleurs, le président et chef de la direction assume la responsabilité globale de la gestion de la Société. Les activités de la Société sont exercées principalement par deux sociétés en exploitation, soit le Groupe Investors Inc. et la Corporation Financière Mackenzie, qui sont chacune gérées par un président et chef de la direction. La Société a également une fonction de surveillance de l'exécution de la stratégie et un comité qui examine et approuve les analyses de rentabilité des initiatives stratégiques et qui surveille les progrès réalisés par rapport à nos priorités et à nos objectifs stratégiques.

Le président et chef de la direction, en collaboration avec le conseil d'administration, est chargé chaque année de dresser le plan stratégique de la Société, de l'examiner et de le mettre à jour. Le plan stratégique énonce les objectifs annuels et les objectifs à long terme de la Société à la lumière des possibilités et des risques qui pourraient se présenter et de manière à favoriser la croissance rentable soutenue de la Société et l'augmentation de la valeur de la participation de ses actionnaires à long terme. Il appartient au conseil d'approuver la stratégie commerciale globale de la Société. Dans le cadre de l'exercice de cette fonction, le conseil examine les risques à court, à moyen et à long terme qui sont inhérents au plan stratégique ainsi que les forces et les faiblesses éventuelles des tendances qui se dessinent et des possibilités qui se présentent et approuve les plans commerciaux, financiers et de gestion des capitaux annuels de la Société. La question de la stratégie est abordée à chaque réunion du conseil, y compris les progrès réalisés par rapport au plan stratégique et la mise en œuvre de celui-ci.

Risque lié à la concurrence

Produits et services offerts

Il s'agit du risque de faible rendement, de mauvaise qualité ou de diversité insuffisante des produits et

services, lequel pourrait avoir une incidence défavorable sur la Société financière IGM.

La Société financière IGM, y compris ses filiales et les investissements stratégiques, évolue dans un environnement hautement concurrentiel et livre concurrence à d'autres fournisseurs de services financiers, entreprises de gestion de placements et types de produits et services. L'augmentation du nombre de clients et de clientes et leur fidélisation dépendent de nombreux facteurs, comme les rendements des placements, les produits et services offerts par les concurrents, les niveaux de service relatifs, la tarification relative, les caractéristiques des produits ainsi que la réputation des concurrents et les mesures qu'ils prennent. La concurrence pourrait avoir une incidence défavorable sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société. Pour obtenir une analyse plus approfondie, se reporter à la rubrique « Environnement concurrentiel » du présent rapport de gestion.

Nous fournissons aux conseillers du secteur Gestion de patrimoine, aux conseillers financiers indépendants, ainsi qu'aux épargnants et aux investisseurs institutionnels un niveau élevé de service et de soutien ainsi qu'une large gamme de produits de placement, dans le but de bâtir des relations durables. Les filiales de la Société revoient aussi régulièrement les produits et les services qu'elles offrent ainsi que leur tarification, afin d'assurer leur compétitivité sur le marché.

Nous nous efforçons d'offrir des produits qui procurent un rendement des placements élevé par rapport aux indices de référence et aux concurrents. Un rendement des placements insatisfaisant par rapport à celui des indices de référence ou à celui offert par les concurrents pourrait réduire le volume de l'actif géré, le volume des ventes et la rétention de l'actif, et également avoir une incidence défavorable sur nos marques et notre réputation. Une sous-performance marquée ou prolongée pourrait avoir une incidence sur les résultats de la Société. Nous avons pour objectif de maintenir des processus et des méthodes en matière de placement qui nous donnent un avantage concurrentiel en diversifiant notre actif géré et nos gammes de produits pour ce qui est de l'équipe de placement, de la marque, de la catégorie d'actif, du mandat, du style et des régions. Notre politique de gestion du risque des placements contient également des dispositions visant à réduire ce risque.

Relations d'affaires/relations avec la clientèle

Ce risque représente l'incidence défavorable que pourraient avoir sur la Société financière IGM des changements associés aux relations avec la clientèle

ou aux relations d'affaires importantes. Ces relations concernent principalement la clientèle et les conseillers et conseillères d'IG Gestion de patrimoine, le réseau de distribution de détail de Mackenzie, les partenaires d'affaires stratégiques et importants, la clientèle des fonds Mackenzie, les sous-conseillers et sous-conseillères et les autres fournisseurs de produits.

Toutes les ventes de fonds d'investissement, les souscriptions d'assurance, ainsi que les souscriptions de prêts hypothécaires et bancaires d'IG Gestion de patrimoine sont réalisées par son réseau de conseillers. Les conseillers d'IG Gestion de patrimoine communiquent directement et régulièrement avec la clientèle, ce qui leur permet de nouer avec ces derniers des liens solides et personnels fondés sur la confiance que chacun de ces conseillers inspire. Les conseillers font l'objet d'une vive concurrence. Si IG Gestion de patrimoine perdait un grand nombre de conseillers ou de conseillères clés, elle pourrait perdre des clients ou des clientes, ce qui pourrait influencer défavorablement sur ses résultats d'exploitation et ses perspectives, ainsi que sur notre culture et notre capacité à attirer des conseillers et des conseillères clés. IG Gestion de patrimoine se concentre sur le renforcement de son réseau de conseillers et de conseillères et sur l'offre d'une gamme diversifiée de produits et de services, dans le cadre de conseils financiers personnalisés, afin de répondre aux besoins financiers complexes de sa clientèle.

La majeure partie des ventes de fonds communs de placement de Mackenzie est réalisée par des conseillers financiers externes. De façon générale, les conseillers financiers et les conseillères financières offrent à leur clientèle des produits de placement de Mackenzie en plus de produits de placement de concurrents. Mackenzie réalise aussi la vente de ses produits et de ses services de placement grâce à ses alliances stratégiques et à ses clients institutionnels. En raison de la nature de la relation de distribution dans le cadre de ces relations et de l'importance relative de ces comptes, les activités de ventes brutes et de rachats peuvent être plus importantes dans ces comptes que dans le contexte d'une relation de détail. La capacité de Mackenzie à commercialiser ses produits d'investissement dépend largement de l'accès continu à ces réseaux de distribution. Si Mackenzie cessait d'y avoir accès, cela pourrait nuire à ses résultats d'exploitation et à ses perspectives de façon importante. Mackenzie est en bonne position pour gérer ce risque et continuer à consolider ses relations de distribution et à en nouer de nouvelles. Le portefeuille de produits financiers diversifiés de Mackenzie et son rendement à long terme, son marketing, la formation qu'elle offre et son service

ont fait de Mackenzie l'une des principales sociétés de gestion de placements du Canada. Ces facteurs sont présentés de façon plus détaillée à la rubrique « Revue des activités du secteur Gestion d'actifs » du présent rapport de gestion.

Risque lié aux faits nouveaux en matière de réglementation

Ce risque consiste en la possibilité que soient apportés des changements aux exigences réglementaires, juridiques ou fiscales qui pourraient avoir une incidence défavorable sur les activités ou les résultats financiers de la Société.

Nous sommes exposés au risque que des changements d'ordre juridique, fiscal et réglementaire surviennent, lesquels pourraient avoir une incidence défavorable sur la Société, y compris dans les pays étrangers où la Société ou des entreprises dans lesquelles elle investit exercent des activités. Certaines initiatives de réglementation particulières peuvent avoir pour effet de faire paraître les produits des filiales de la Société moins concurrentiels que ceux d'autres fournisseurs de services financiers aux yeux des canaux de distribution tiers et de la clientèle. Les différences en matière de réglementation pouvant avoir une incidence sur le caractère concurrentiel des produits de la Société concernent notamment les frais réglementaires, le traitement fiscal, l'information à fournir, les processus opérationnels ou toute autre différence pouvant découler d'une réglementation différente ou d'une application différente de la réglementation. Les faits nouveaux en matière de réglementation peuvent également avoir une incidence sur les structures des produits, la tarification ainsi que sur la rémunération des courtiers et des conseillers. Bien que la Société et ses filiales suivent attentivement de telles initiatives et, lorsque cela est possible, formulent des commentaires ou en discutent avec les autorités de réglementation, la capacité de la Société et de ses filiales d'atténuer les effets de l'application d'un traitement réglementaire différent sur les produits et les services est limitée.

La Société surveille de près l'évolution de la réglementation, des directives et des communications.

Risque lié aux acquisitions

Ce risque se rapporte au risque que les objectifs visés ne soient pas atteints dans le cadre des acquisitions et des investissements stratégiques de la Société. Bien que la Société fasse un contrôle préalable serré avant de procéder à une acquisition, rien ne garantit que la Société réalisera les objectifs stratégiques ni les synergies de coûts et de produits prévus résultant de l'acquisition.

Des changements ultérieurs du contexte économique et d'autres facteurs imprévus peuvent avoir une incidence sur la capacité de la Société à obtenir la croissance des bénéfices ou la réduction des charges auxquelles elle s'attend. Le succès d'une acquisition et des investissements stratégiques de la Société repose sur le maintien de l'actif géré, de la clientèle et des employés clés de la société acquise.

Catastrophes naturelles ou causées par l'humain

Il s'agit du risque que se produisent des événements comme des tremblements de terre, des inondations, des incendies, des tornades, des pandémies ou des actes de terrorisme pouvant nuire à la performance financière de la Société.

Des événements catastrophiques peuvent causer une incertitude sur le plan économique, et influencer sur la confiance des investisseurs, les niveaux des revenus et les décisions en matière de planification financière. Cela pourrait avoir une incidence sur le niveau et la volatilité des marchés des capitaux et le volume de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils de la Société. La Société dispose d'un processus d'examen de l'assurance dans le cadre duquel elle évalue la nature et l'étendue de la couverture d'assurance appropriée lorsqu'elle souhaite déterminer la protection adéquate nécessaire contre les pertes imprévues et lorsque la loi, les organismes de réglementation ou des ententes contractuelles l'exigent.

Risques environnementaux et sociaux

Il s'agit du risque de pertes financières ou d'autres incidences défavorables découlant de l'incapacité de la Société à gérer les enjeux environnementaux ou sociaux en évolution liés à nos activités d'exploitation, à nos activités d'investissement, au respect de nos engagements en matière de développement durable, ou à y répondre, et, de plus en plus, à la conformité à la réglementation. Nous reconnaissons que nos activités peuvent présenter des risques environnementaux et sociaux et que ces risques peuvent avoir des répercussions sur les parties prenantes dans l'ensemble de notre chaîne d'approvisionnement, y compris sur la clientèle, les entités émettrices et les fournisseurs.

L'environnement réglementaire en matière de durabilité et de questions liées aux changements climatiques évolue rapidement. En décembre 2024, le Conseil canadien des normes d'information sur la durabilité (« CCNID ») a publié ses Normes canadiennes d'information sur la durabilité volontaires définitives, qui sont pour la plupart alignées sur celles du Conseil des normes internationales d'information sur la durabilité

(International Sustainability Standards Board – ISSB). Les règles définitives des Autorités canadiennes en valeurs mobilières détermineront l'applicabilité pour la Société financière IGM.

Compte tenu de la diversité des points de vue de nos parties prenantes et de nos collectivités sur les questions environnementales et sociales, certaines personnes pourraient considérer nos actions ou nos inactions dans la gestion de ces questions de façon défavorable. Cela pourrait éventuellement accroître nos risques en matière environnemental et social.

Les risques environnementaux comprennent des enjeux tels que ceux liés aux changements climatiques, à la biodiversité, à l'utilisation du sol, à la pollution, aux déchets et à l'utilisation non durable de l'énergie, de l'eau et des autres ressources. Les risques sociaux comprennent des enjeux comme les droits de la personne, les normes du travail, la diversité, l'équité et l'inclusion, la réconciliation avec les peuples autochtones et les répercussions sur la collectivité.

IG Gestion de patrimoine et Placements Mackenzie ainsi que leurs sous-conseillers en placement sont signataires des Principes pour l'investissement responsable (les « PIR »). Conformément aux PIR, les investisseurs s'engagent officiellement à intégrer des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (« ESG ») à leurs processus de prise de décisions et de participation active en matière d'investissement. En outre, nos sociétés en exploitation ont mis en œuvre des politiques en matière d'investissement durable énonçant les pratiques de chaque société.

Chaque année, la Société financière IGM produit un rapport qui porte sur sa gestion et sa performance concernant la durabilité. Ce rapport sur le développement durable peut être consulté sur notre site Web. La Société financière IGM est une participante de longue date au CDP (auparavant le « Carbon Disclosure Project »), qui encourage la communication d'information relative aux émissions de gaz à effet de serre et à la gestion des changements climatiques par les sociétés, incluant l'établissement et la surveillance de cibles de réduction des émissions. Les informations à fournir sont fondées sur des normes et des référentiels reconnus à l'échelle mondiale élaborés par le Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (« GIFCC »), le Sustainability Accounting Standards Board (« SASB ») et la Global Reporting Initiative (« GRI »), entre autres.

Gouvernance

Notre conseil d'administration est responsable de la surveillance des risques et des stratégies, ce qui

comprend les enjeux liés au développement durable et au climat. Le conseil rencontre la direction au moins une fois par année afin de discuter des plans et des nouveaux enjeux relatifs aux facteurs ESG.

Par l'entremise de son comité des risques, le conseil est chargé de veiller à ce que les risques importants liés aux facteurs ESG et aux changements climatiques soient adéquatement déterminés, gérés et surveillés. Ses responsabilités consistent notamment à s'assurer que les procédures appropriées ont été mises en place en vue de cibler et de gérer les risques environnementaux et sociaux et de définir la tolérance au risque, à s'assurer que les politiques, procédures et contrôles appropriés sont mis en œuvre en vue de gérer les risques et à examiner régulièrement le processus de gestion des risques pour veiller à ce qu'il fonctionne efficacement.

La responsabilité de la gestion continue des occasions et des risques environnementaux et sociaux revient essentiellement à la haute direction de chacune de nos sociétés en exploitation en ce qui a trait à leurs activités respectives. Le comité de gestion des risques de la Société, composé de membres de la haute direction, est chargé de la surveillance du processus de gestion des risques, y compris des risques environnementaux et sociaux. Le comité directeur du développement durable est chargé d'assurer la gouvernance centrale de la gestion en matière de durabilité dans l'ensemble d'IGM, notamment en ce qui a trait aux politiques et aux stratégies, aux objectifs et aux cibles, à l'évaluation des progrès accomplis et à l'examen des rapports et des informations à fournir au public. Notre chef de la gestion des risques supervise la mise en œuvre des programmes de développement durable et de gestion des risques de l'entreprise, en faisant rapport au président et chef de la direction. Le chef des services financiers est responsable de la présentation de l'information financière, y compris de la surveillance de toutes informations financières à fournir en lien avec la durabilité future.

D'autres comités de gestion et groupes de travail supervisent également la gouvernance liée aux questions environnementales et sociales dans l'ensemble de la Société.

Risque lié au climat

Stratégie

Les occasions et risques liés au climat sont repérés et évalués au sein de la Société financière IGM au moyen de nos processus de planification des affaires, lesquels définissent nos priorités, nos initiatives et nos budgets stratégiques.

Nous avons pour priorité de répondre à la demande croissante en matière d'investissement durable et de

tirer parti des occasions d'investir dans la transition vers une économie carboneutre. Nous mettons également davantage l'accent sur la sensibilisation et la communication avec la clientèle et les conseillers et conseillères à propos de l'investissement durable et des changements climatiques.

Par conséquent, la stratégie mise à jour portant sur la durabilité de la Société financière IGM présente l'action pour le climat comme l'une des trois grandes priorités. Par l'intermédiaire des activités de gestion d'actifs et de patrimoine de la Société financière IGM, cette stratégie vise l'investissement dans des solutions à long terme qui sont bonnes pour le climat afin de soutenir un avenir carboneutre.

Nos sociétés en exploitation participent activement à des groupes industriels qui soutiennent nos engagements en matière de climat en encourageant les sociétés à améliorer leur gouvernance en matière de changements climatiques, à réduire les émissions et à élargir les informations financières sur les changements climatiques.

À Placements Mackenzie, l'investissement durable constitue une priorité stratégique, et nous avons mis sur pied une équipe spécialisée au sein du centre d'excellence du développement durable de Mackenzie, laquelle sensibilise aux facteurs ESG et aux changements climatiques les groupes responsables de la gestion d'actifs. Afin de soutenir directement la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, Mackenzie a élargi sa gamme de fonds d'investissement au moyen de l'acquisition de Greenchip, une boutique de placement qui se concentre exclusivement sur les investissements thématiques visant à lutter contre les changements climatiques, de Northleaf Capital Partners, une société de capital-investissement qui détient des placements dans les infrastructures d'énergie renouvelable, du lancement de l'équipe Betterworld en 2021, qui investit dans des sociétés ayant une incidence positive sur la population et la planète, et de fonds accordant la priorité aux titres d'emprunt qui favorisent la durabilité et qui tiennent compte des facteurs ESG, y compris les obligations vertes.

IG Gestion de patrimoine a intégré les questions environnementales et climatiques à ses processus de sélection et de surveillance de sous-conseillers, ainsi qu'à sa stratégie de développement de produits. En 2021, IG Gestion de patrimoine a lancé ses Portefeuilles Action climat IG, une série de quatre solutions gérées diversifiées qui vise à offrir à la clientèle la possibilité d'appuyer la transition mondiale vers une économie carboneutre et de profiter des occasions qui en découlent.

Nous avons mis en place pour nos fonds d'investissement des outils destinés à améliorer notre évaluation quantitative des risques et des occasions liés au climat. Ces outils analysent les émissions et d'autres données liées aux changements climatiques en ce qui a trait aux sociétés dans lesquelles nous investissons, aux catégories d'actifs et aux portefeuilles. Ce système nous permet de modéliser d'éventuels scénarios de transition et de suivre nos portefeuilles en fonction de l'objectif visant à limiter le réchauffement climatique à 2 °C au-dessus des niveaux préindustriels. Ce système examine également le caractère suffisant des réductions d'émissions au fil du temps pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. Nous explorons des outils d'analyse de scénarios avec l'aide de fournisseurs externes de données afin de réaliser une analyse de scénarios liés aux changements climatiques dans l'ensemble de nos activités.

Gestion des risques

Le risque climatique est pris en compte dans les risques stratégiques et d'entreprise, mais nous reconnaissons la relation entre le risque climatique et les autres risques.

Nos risques liés au climat tiennent principalement aux risques physiques et de transition susceptibles de peser sur le rendement des placements de notre clientèle, et ainsi donner lieu à une baisse des honoraires; de nuire à notre réputation; de créer des risques de marché découlant des changements de la demande à l'égard des produits; ou d'entraîner de nouvelles exigences réglementaires, juridiques ou liées à la présentation de l'information qui peuvent avoir une incidence sur nos activités. La diversification au sein de l'ensemble de nos portefeuilles de placements nous aide à gérer notre exposition à une société, à un secteur ou à une région géographique qui pourrait être exposé aux risques liés au climat. Nous sommes également exposés à l'incidence des phénomènes météorologiques extrêmes sur nos biens, dont les activités pourraient être perturbées, et sur les évaluations des immeubles de placement et des prêts hypothécaires de la clientèle, ce qui pourrait peser sur le rendement financier et sur la capacité d'utiliser ces éléments d'actif à long terme si une approche proactive n'est pas adoptée à cet égard.

Nos sociétés en exploitation se sont engagées à maintenir des programmes et des politiques d'investissement durable qui tiennent particulièrement compte des risques liés au climat.

Nous fournissons des données et des outils à nos équipes d'investissement pour effectuer des analyses climatiques à l'aide de données actuelles et prospectives et nous intégrons les risques importants liés au climat dans nos processus de placement et de supervision pour

les sous-conseillers en gestion des placements. Dans le cadre du processus d'embauche et de l'évaluation continue des sous-conseillers, nos équipes demandent de l'information sur la façon dont les facteurs ESG, y compris les risques et les occasions liés au climat, sont déterminés, sur les processus et les outils utilisés, sur les mesures et les cibles, ainsi que sur la façon dont la stratégie et la gouvernance sont influencées. Parallèlement à l'élaboration de notre information financière relative aux changements climatiques, nous allouons plus de ressources aux secteurs tels que la formation, les analyses, les paramètres, l'établissement de cibles, la planification stratégique et le travail collaboratif avec des organisations.

À Placements Mackenzie, chacune des boutiques de placement est responsable de déterminer l'importance des risques physiques et des risques liés à la transition et de définir à quel moment et de quelle manière ceux-ci doivent être intégrés dans son processus de placement. Nous avons mis l'accent sur l'élaboration de ressources et d'outils afin d'évaluer les risques et les occasions liés aux changements climatiques pour nos portefeuilles de titres de capitaux propres gérés par Mackenzie. Grâce à ces outils, nous pouvons évaluer le lien entre les données historiques sur les émissions de gaz à effet de serre et les températures du portefeuille afin de repérer les émetteurs les plus importants et d'orienter les activités d'engagement auprès des sociétés qui font face à des risques liés à la transition. À IG Gestion de patrimoine, la direction évalue les pratiques d'investissement durable des sous-conseillers en gestion des placements, y compris l'intégration des risques liés au climat dans leurs pratiques d'investissement et de participation active.

Afin de maximiser les efforts de gérance, Mackenzie s'engage dans des discussions directes entre les gestionnaires de portefeuille et les sociétés et les émetteurs, dans ses engagements à l'échelle de l'entreprise, ainsi que dans des collaborations avec des pairs à l'égard d'initiatives pour lesquelles la voix des investisseurs collectifs exerce une plus grande influence. Au sein d'IG Gestion de patrimoine, les sous-conseillers en gestion des placements, dont Mackenzie, sont responsables des activités relatives à l'engagement, et IG Gestion de patrimoine surveille leurs pratiques dans le cadre d'un contrôle et d'une surveillance réguliers.

Placements Mackenzie est un membre fondateur d'Engagement climatique Canada et participe au Réseau des investisseurs sur le risque climatique (« CERES »). Mackenzie et IG Gestion de patrimoine adhèrent à Action Climat 100+ et sont devenues des signataires fondateurs de la Déclaration des investisseurs canadiens sur les changements climatiques.

Mesures et cibles

Nous établissons, assurons le suivi et présentons chaque année des mesures et des objectifs liés aux changements climatiques dans notre réponse fournie au CDP, dans notre rapport sur le développement durable d'IGM et dans notre rapport sur l'investissement durable de Placements Mackenzie, disponibles sur nos sites Web. À Mackenzie, chacune des boutiques de placement est responsable de l'intégration des facteurs ESG dans son processus de placement, y compris la détermination des émissions de GES appropriées et d'autres mesures pour évaluer les risques et les occasions liés au climat dans les stratégies

de placement. Les équipes ont accès aux outils et aux mesures de données ESG pour appuyer leur évaluation.

Actuellement, nous signalons des émissions de GES du périmètre 1, du périmètre 2 et du périmètre 3, dans la mesure du possible, dont une partie de nos émissions du périmètre 3 et l'intensité carbonique moyenne pondérée. Nous continuons de nous efforcer de donner des évaluations et des renseignements plus complets sur nos émissions relativement à nos portefeuilles de placements, à mesure que les outils se perfectionnent et que les renseignements se précisent.

Le cadre des services financiers

Selon le plus récent rapport d'Investor Economics, les actifs financiers discrétionnaires placés par les Canadiens auprès d'institutions financières se chiffraient à 6,7 billions de dollars au 31 décembre 2023. Ces actifs sont de natures diverses, allant des dépôts à vue détenus à des fins de gestion de la trésorerie à court terme à des placements à plus long terme détenus en vue de la retraite. Environ 60 % (4,0 billions de dollars) de ces actifs financiers sont détenus dans le cadre d'une relation avec un conseiller financier; il s'agit du principal canal utilisé pour satisfaire les besoins d'épargne à long terme des Canadiens. Quant au montant de 2,4 billions de dollars détenu à l'extérieur d'une relation avec un conseiller financier, il est constitué d'environ 61 % de dépôts bancaires.

Les conseillers financiers constituent le principal canal de distribution des produits et services de la Société financière IGM, et son modèle d'entreprise a pour principale priorité de soutenir les conseillers financiers qui travaillent avec la clientèle à définir et à réaliser ses objectifs financiers. Diverses études récentes démontrent que les Canadiens qui consultent des conseillers financiers obtiennent des résultats financiers considérablement supérieurs à ceux des Canadiens qui n'en consultent pas. Nous faisons activement la promotion de la valeur des conseils financiers et de l'importance d'entretenir une relation avec un conseiller afin d'établir ses plans et objectifs financiers à long terme et de maintenir le cap à cet égard.

Environ 36 % des actifs financiers discrétionnaires des Canadiens, ou 2,4 billions de dollars, étaient investis dans des fonds d'investissement au 31 décembre 2023, ce qui en faisait la plus importante catégorie d'actifs financiers détenus par les Canadiens. Les autres

catégories d'actif comprennent les produits de dépôt et les titres émis, tels que les actions et les obligations. Environ 74 % des fonds d'investissement sont constitués de fonds communs de placement, les autres catégories de produits comprenant les fonds distincts, les fonds de couverture, les fonds groupés, les fonds à capital fixe et les fonds négociés en bourse. Compte tenu d'un actif géré des fonds d'investissement d'un montant de 192 G\$ au 31 décembre 2024, la Société financière IGM fait partie des plus importants gestionnaires de fonds d'investissement au pays. Nous sommes d'avis que les fonds d'investissement demeureront probablement le moyen d'épargne préféré des Canadiens parce qu'ils offrent les avantages de la diversification, d'une gestion professionnelle, de la flexibilité et de la commodité, en plus d'être offerts dans une vaste gamme de mandats et de structures afin de satisfaire aux exigences et aux préférences de la plupart des investisseurs.

Les distinctions longtemps observées entre les succursales bancaires, les maisons de courtage de plein exercice, les sociétés de planification financière et les agents d'assurance se sont atténuées, bon nombre de ces fournisseurs de services financiers s'efforçant d'offrir des conseils financiers complets mis en œuvre au moyen d'une vaste gamme de produits. Par conséquent, le secteur canadien des services financiers est caractérisé par un certain nombre de participants de grande envergure, diversifiés, souvent à intégration verticale, semblables à la Société financière IGM, qui offrent aussi bien des services de planification financière que des services de gestion de placements.

Les banques canadiennes distribuent des produits et des services financiers par l'intermédiaire de leurs succursales traditionnelles et de leurs filiales spécialisées

dans le courtage de plein exercice et le courtage réduit. Les succursales des banques continuent de mettre de plus en plus l'accent sur la planification financière et les fonds communs de placement. De plus, chacune des six grandes banques possède au moins une filiale spécialisée dans la gestion de fonds communs de placement. L'actif de fonds communs de placement administré par des entreprises de gestion de fonds communs de placement appartenant aux six grandes banques et des entreprises liées représentait 47 % du total de l'actif des fonds communs de placement à long terme du secteur au 31 décembre 2024.

Le secteur canadien des fonds communs de placement continue d'être très concentré, les 10 principales entreprises du secteur et leurs filiales détenant 72 % de l'actif géré des fonds communs de placement à long terme du secteur et 71 % du total de l'actif géré des fonds communs de placement au 31 décembre 2024. Nous prévoyons que le secteur connaîtra d'autres regroupements à mesure que des petites entreprises seront acquises par des sociétés plus importantes.

Nous sommes d'avis que le secteur des services financiers continuera d'être influencé par ce qui suit :

- les changements démographiques, étant donné que le nombre de Canadiens parvenus à l'âge où l'on épargne le plus et à l'âge de la retraite continue d'augmenter;
- l'évolution des attitudes des investisseurs en fonction de la conjoncture économique;
- l'importance réitérée du rôle du conseiller financier;
- les politiques publiques quant à l'épargne-retraite;
- les changements au cadre réglementaire;
- l'environnement hautement concurrentiel;
- l'évolution et les changements de la technologie.

L'environnement concurrentiel

Le secteur Gestion de patrimoine de la Société financière IGM est en concurrence directe avec d'autres fournisseurs de services financiers de détail du secteur des services-conseils, dont d'autres sociétés de planification financière, ainsi qu'avec des maisons de courtage de plein exercice, des banques et des compagnies d'assurance. Son secteur Gestion d'actifs est en concurrence directe avec d'autres entreprises de gestion de placements en ce qui a trait à l'actif géré, et nos produits rivalisent avec des actions, des obligations et d'autres catégories d'actif pour obtenir une part de l'actif de placement des clients et des clientes.

La concurrence des autres fournisseurs de services financiers, les autres types de produits ou canaux de

distribution, ainsi que les modifications apportées à la réglementation ou les changements de préférences de la clientèle pourraient influencer sur les caractéristiques de nos gammes de produits et services, notamment sur la tarification, la structure des produits, la rémunération des courtiers et des conseillers, ainsi que les informations à fournir. Nous assurons un suivi continu, participons aux discussions sur les politiques et adaptons notre offre de produits et services selon les besoins.

La Société financière IGM continue de se concentrer sur son engagement à fournir des conseils de placement et des produits financiers de qualité, des services innovateurs, une gestion efficace et responsable de ses activités et une valeur à long terme pour sa clientèle et ses actionnaires. Nous travaillons notamment à la modernisation de nos plateformes numériques et de notre infrastructure technologique afin d'améliorer l'exécution de nos activités, de réaliser des gains d'efficacité et de bonifier le service à notre clientèle. Nous sommes d'avis que la Société financière IGM est en bonne position pour relever les défis de la concurrence et tirer profit des occasions de croissance à venir.

Nous disposons de plusieurs atouts concurrentiels, dont les suivants :

- une distribution vaste et diversifiée, axée sur une planification financière exhaustive, par l'entremise de plus de 35 000 conseillers financiers;
- une vaste gamme de produits, des marques de premier plan et de solides relations avec ses sous-conseillers;
- des relations durables avec sa clientèle, ainsi que les cultures et héritages de longue date de ses filiales;
- les avantages découlant de son appartenance au groupe de sociétés de Power Corporation.

Une distribution vaste et diversifiée

En plus de détenir l'une des principales organisations de planification financière canadiennes, IG Gestion de patrimoine, la Société financière IGM peut, par l'intermédiaire de Mackenzie, accéder à un canal de distribution regroupant plus de 30 000 conseillers financiers indépendants. De la même façon, Mackenzie, dans le cadre de ses alliances stratégiques de plus en plus nombreuses, noue des partenariats avec des entités manufacturières et de distribution à l'échelle mondiale afin d'offrir des services de gestion de placements.

Une vaste gamme de produits

Nos filiales continuent de créer et de lancer des produits et des outils de planification stratégique de portefeuille

novateurs afin d'aider les conseillers à constituer des portefeuilles optimaux pour la clientèle.

Des relations durables avec la clientèle

La Société financière IGM bénéficie d'avantages considérables grâce aux relations durables que ses conseillers et conseillères ont tissées avec la clientèle. De plus, nos filiales peuvent compter sur un patrimoine et une culture solides, que les concurrents peuvent difficilement copier.

L'appartenance au groupe de sociétés de Power Corporation

À titre de membre du groupe de sociétés de Power Corporation, la Société financière IGM réalise des économies grâce à des ententes sur les services partagés et a accès à des canaux de distribution, à des produits et à du capital.

Estimations et méthodes comptables critiques

Sommaire des estimations comptables critiques

Pour rédiger des états financiers conformément aux normes IFRS, la direction doit exercer son jugement lors de l'application de méthodes comptables, faire des estimations et formuler des hypothèses qui influent sur les montants déclarés dans les états financiers consolidés et les notes annexes. En appliquant ces méthodes, la direction porte des jugements subjectifs et complexes qui nécessitent souvent des estimations à l'égard de questions essentiellement incertaines. Bon nombre de ces méthodes sont courantes dans le secteur des services financiers, tandis que d'autres sont propres aux activités et aux secteurs opérationnels de la Société financière IGM. Les principales méthodes comptables de la Société financière IGM sont décrites en détail à la note 2 des états financiers consolidés.

Les estimations comptables critiques concernent la juste valeur des instruments financiers, le goodwill et les immobilisations incorporelles, l'impôt sur le résultat, les commissions de vente inscrites à l'actif, les provisions et les avantages du personnel.

Les principales estimations comptables critiques sont résumées ci-après :

- *Juste valeur des instruments financiers* – Les instruments financiers de la Société sont comptabilisés à leur juste valeur, à l'exception des prêts, des dépôts et des certificats, des obligations à l'égard d'entités de titrisation et de la dette à long terme, qui sont comptabilisés au coût amorti. La juste valeur des instruments financiers négociés sur le marché est déterminée au moyen des cours de marché. Lorsque les cours de marché ne sont pas disponibles, la juste valeur des instruments financiers, y compris les investissements d'entreprise et les dérivés relatifs

aux prêts titrisés de la Société, est déterminée au moyen de divers modèles d'évaluation, qui maximisent l'utilisation des données observables sur le marché lorsqu'elles sont disponibles. Les méthodes d'évaluation et les hypothèses utilisées par les modèles d'évaluation sont examinées sur une base continue. Les modifications apportées à ces hypothèses ou aux méthodes d'évaluation pourraient donner lieu à des changements importants sur le plan du bénéfice net.

- *Goodwill et immobilisations incorporelles* – Le goodwill, les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée et les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée sont présentés à la note 13 des états financiers consolidés. La Société soumet la juste valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée à un test de dépréciation au moins une fois par année et plus fréquemment si un événement ou des circonstances indiquent qu'un actif peut s'être déprécié. Une perte de valeur est constatée si la valeur comptable de l'actif est supérieure à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable correspond à la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'actif diminuée des coûts de sortie et sa valeur d'utilité. Aux fins de l'évaluation de la perte de valeur, les actifs sont groupés aux niveaux les plus bas pour lesquels il existe des entrées de trésorerie identifiables séparément (unités génératrices de trésorerie). Les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée sont soumises à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Ces tests exigent l'utilisation d'estimations et d'hypothèses appropriées selon les circonstances. Aux fins de l'évaluation de la valeur recouvrable,

des démarches d'évaluation sont utilisées. Celles-ci comprennent l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie et l'application aux paramètres financiers et opérationnels de multiples de capitalisation fondés sur des acquisitions réalisées antérieurement et des données de transactions comparables. Les hypothèses et les estimations utilisées tiennent compte des variations futures de l'actif géré découlant des ventes nettes et du rendement des placements, des modifications de la tarification et des marges de profit, des taux d'actualisation, ainsi que des multiples de capitalisation.

La Société a réalisé son test de dépréciation annuel du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée en fonction des données financières au 1^{er} avril 2024 et elle a déterminé que ces actifs n'avaient pas subi de perte de valeur.

- *Impôt sur le résultat* – La charge d'impôt sur le résultat est calculée en fonction du traitement fiscal prévu des transactions comptabilisées dans les états consolidés du résultat net. L'établissement de la charge d'impôt sur le résultat nécessite une interprétation de la législation fiscale dans un certain nombre de territoires. La planification fiscale peut permettre à la Société d'enregistrer un impôt sur le résultat moins élevé dans l'exercice considéré, et l'impôt sur le résultat des exercices antérieurs peut être ajusté dans l'exercice considéré afin de refléter les meilleures estimations de la direction quant à la suffisance de ses provisions. Tout avantage fiscal s'y rapportant et tout changement des meilleures estimations de la direction sont reflétés dans la charge d'impôt. La constatation des actifs d'impôt différé s'appuie sur l'hypothèse émise par la direction selon laquelle le résultat futur suffira pour réaliser l'avantage futur. Le montant des actifs ou passifs d'impôt différé comptabilisé repose sur les meilleures estimations de la direction quant au moment de la réalisation de l'actif ou du passif. Si l'interprétation de la législation fiscale de la Société diffère de celle des autorités fiscales ou que la reprise n'a pas lieu au moment prévu, la charge d'impôt sur le résultat pourrait augmenter ou diminuer au cours de périodes futures. Pour de plus amples renseignements sur l'impôt sur le résultat, se reporter au Sommaire des résultats d'exploitation consolidés du présent rapport de gestion et à la note 17 des états financiers consolidés.
- *Commissions de vente inscrites à l'actif* – Les commissions versées directement par le client, calculées à partir des nouveaux actifs versés dans les comptes de la clientèle d'IG Gestion de patrimoine, sont différées et amorties sur une période maximale de sept ans. La Société examine régulièrement la

valeur comptable des commissions de vente inscrites à l'actif à la lumière d'événements ou de circonstances qui laissent croire à une dépréciation. Pour évaluer la recouvrabilité, la Société, entre autres, effectue le test visant à comparer les avantages économiques futurs tirés de l'actif lié aux commissions de vente inscrites à l'actif par rapport à sa valeur comptable. Au 31 décembre 2024, les commissions de vente inscrites à l'actif ne montraient aucun signe de dépréciation.

- *Provisions* – Une provision est constatée lorsqu'il existe une obligation actuelle par suite d'une transaction ou d'un événement passé, qu'il est « probable » qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour régler l'obligation et que l'obligation peut faire l'objet d'une estimation fiable. Afin de déterminer la meilleure estimation pour une provision, une estimation unique, la moyenne pondérée de tous les résultats possibles et la valeur médiane d'un intervalle au sein duquel plusieurs résultats sont également possibles sont considérées. Un changement important dans l'évaluation de la probabilité ou de la meilleure estimation pourrait donner lieu à des ajustements supplémentaires du bénéfice net.
- *Avantages du personnel* – La Société offre des régimes d'avantages à son personnel, dont un régime enregistré de retraite à prestations définies capitalisé accessible à tous les employés admissibles, un régime de retraite supplémentaire à l'intention des dirigeants (le « RRSD ») non capitalisé pour certains cadres dirigeants, ainsi qu'un régime d'avantages complémentaires d'assurance maladie et d'assurance vie non capitalisé pour les retraités admissibles. Le régime de retraite à prestations définies enregistré capitalisé offre des pensions proportionnelles à la durée de l'emploi et à la rémunération moyenne finale. La date d'évaluation des actifs du régime de retraite à prestations définies de la Société et des obligations au titre des prestations constituées pour tous les régimes de retraite à prestations définies est le 31 décembre. En raison de la nature à long terme de ces régimes, le calcul de l'actif ou du passif au titre des prestations constituées repose sur diverses hypothèses incluant les taux d'actualisation, les taux de rendement des actifs, les niveaux et les types d'avantages offerts, les taux tendanciels en matière de coûts des soins de santé, les augmentations salariales prévues, l'âge de la retraite ainsi que les taux de mortalité et de cessation d'emploi. Les hypothèses à l'égard des taux d'actualisation sont déterminées à partir d'une courbe de rendement de titres d'emprunt de sociétés ayant une note AA. Toutes les autres hypothèses sont formulées par la direction et examinées par des actuaires indépendants qui

calculent les charges de retraite, les autres charges au titre des prestations constituées futures et obligations au titre des prestations constituées futures. Tout écart entre les résultats réels et les hypothèses actuarielles donnera lieu à un écart actuariel, ainsi qu'à des modifications à la charge au titre des avantages. La Société constate les écarts actuariels de tous ses régimes de retraite à prestations définies dans les autres éléments du résultat global.

Les taux d'actualisation ont augmenté depuis le 31 décembre 2023. Le taux d'actualisation du RRE de la Société au 31 décembre 2024 s'établissait à 4,75 %, comparativement à 4,65 % au 31 décembre 2023. L'actif des régimes de retraite a augmenté pour s'établir à 593,7 M\$ au 31 décembre 2024, comparativement à 536,0 M\$ au 31 décembre 2023, en raison de l'appréciation du marché. Le total de l'obligation au titre du régime de retraite à prestations définies a augmenté pour s'établir à 476,2 M\$ au 31 décembre 2024, comparativement à 474,4 M\$ au 31 décembre 2023. Le régime de retraite à prestations définies a présenté un actif au titre des prestations constituées de 117,4 M\$ au 31 décembre 2024, comparativement à un actif au titre des prestations constituées de 61,6 M\$ au 31 décembre 2023. Les écarts actuariels comptabilisés dans les Autres éléments du résultat global, y compris au titre du régime de retraite à prestations définies, du RRSD et du régime d'avantages postérieurs à l'emploi, ont représenté des gains de 65,7 M\$ (48,1 M\$ après impôt) pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Une diminution de 0,25 % du taux d'actualisation utilisé en 2024 entraînerait une variation de 20,0 M\$ de l'obligation au titre des prestations constituées, de 18,1 M\$ des autres éléments du résultat global et de 1,9 M\$ au titre de la charge de retraite.

Des renseignements additionnels concernant la comptabilisation par la Société du régime de retraite et des avantages complémentaires de retraite et des sensibilités connexes sont présentés aux notes 2 et 16 des états financiers consolidés.

Changements de méthodes comptables

IAS 12 *Impôts sur le résultat*

La Société a adopté les modifications des normes IFRS pour IAS 12 *Impôts sur le résultat* et elle a appliqué l'exemption relative à la comptabilisation des actifs et des passifs d'impôt différé et à la présentation de l'information à ce sujet selon le modèle de règles du Pilier Deux par l'Organisation de coopération et de développement économiques (« OCDE »).

Modifications comptables futures

La Société assure un suivi constant des modifications proposées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et analyse l'incidence que pourrait avoir tout changement sur les activités de la Société.

IFRS 9 *Instruments financiers* et IFRS 7 *Instruments financiers* : *Informations à fournir, modifications*

En mai 2024, l'IASB a publié des modifications à IFRS 9 *Instruments financiers*, et à IFRS 7 *Instruments financiers* : *Informations à fournir*. Les modifications introduisent des obligations d'information supplémentaires visant à accroître la transparence à l'égard des variations de la juste valeur des instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, et à clarifier le moment de la décomptabilisation des passifs financiers réglés au moyen de systèmes de paiement électronique.

Ces modifications entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2026, et une application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces modifications.

IFRS 18 *États financiers* : *Présentation et informations à fournir*

En avril 2024, l'IASB a publié IFRS 18 *États financiers* : *Présentation et informations à fournir* (IFRS 18). IFRS 18, qui remplace IAS 1 *Présentation des états financiers*, introduit de nouvelles exigences pour présenter les catégories spécifiées et les sous-totaux définis dans les états du résultat net, de nouvelles informations à fournir sur les mesures de la performance définies par la direction et des exigences additionnelles concernant le regroupement et la ventilation des informations. La norme entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2027, et une application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme.

Autres

L'IASB entreprend actuellement un certain nombre de projets qui donneront lieu à l'apport de changements aux normes IFRS existantes, lesquels changements pourraient avoir une incidence sur la Société. Des mises à jour seront fournies au fur et à mesure que les projets progresseront.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Les contrôles et les procédures de communication de l'information de la Société ont été conçus pour fournir une assurance raisonnable a) que l'information importante relative à la Société est communiquée au président et chef de la direction ainsi qu'au chef des services financiers par d'autres personnes, particulièrement pour la période au cours de laquelle les déclarations annuelles sont préparées et b) que l'information devant être présentée par la Société dans ses déclarations annuelles, ses déclarations intermédiaires ou dans d'autres rapports déposés ou présentés par celle-ci en vertu de la législation sur les valeurs

mobilières est constatée, traitée, résumée et présentée dans les périodes de temps précisées par les lois sur les valeurs mobilières.

La direction de la Société, sous la supervision du président et chef de la direction ainsi que du chef des services financiers, a évalué l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société. En fonction de leurs évaluations au 31 décembre 2024, le président et chef de la direction et le chef des services financiers ont conclu que les contrôles et les procédures de communication de l'information de la Société sont efficaces.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société a été conçu pour fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers à des fins externes conformément aux normes IFRS. La direction de la Société est responsable d'établir et de maintenir un contrôle interne à l'égard de l'information financière approprié.

Tous les systèmes de contrôle interne comportent des limites inhérentes et pourraient devenir inadéquats par suite de modifications de la situation. Par conséquent, même les systèmes qui sont jugés efficaces ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable à l'égard de la préparation et de la présentation des états financiers.

La direction de la Société, sous la supervision du président et chef de la direction ainsi que du chef des services financiers, a évalué l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société suivant les critères de l'Internal Control – Integrated Framework

(le cadre COSO de 2013) publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission. La Société a adopté progressivement le cadre COSO de 2013 au cours de 2014. En fonction de leurs évaluations au 31 décembre 2024, le président et chef de la direction et le chef des services financiers ont conclu que le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société est efficace pour fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers à des fins externes conformément aux normes IFRS.

Compte non tenu de ce qui précède, au cours du quatrième trimestre de 2024, il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société ayant eu une incidence significative, ou étant raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Autres renseignements

Transactions entre parties liées

La Société financière IGM conclut des opérations avec la Canada Vie, qui est une filiale de sa société liée, Lifeco qui, elle, est une filiale de Power. Les transactions suivantes ont lieu dans le cours normal des activités et ont été comptabilisées à la juste valeur :

- En 2024 et en 2023, la Société a fourni certains services administratifs à la Canada Vie et a reçu de cette même partie certains services administratifs, ce qui a permis aux deux organisations de profiter d'économies d'échelle et de domaines d'expertise.
- La Société distribue des produits d'assurance en vertu d'une entente de distribution avec la Canada Vie et a reçu un montant de 60,4 M\$ (2023 – 51,7 M\$) en honoraires de distribution. La Société a reçu un montant de 62,0 M\$ (2023 – 59,8 M\$) et a versé un montant de 5,3 M\$ (2023 – 19,6 M\$) à la Canada Vie et à certaines filiales en contrepartie de services de sous-conseiller pour certains fonds d'investissement.

Après avoir obtenu une décision anticipée en matière d'impôt sur le résultat en 2024, la Société a conclu une transaction de consolidation de pertes fiscales avec une filiale de Power, aux termes de laquelle les actions d'une société liée ayant généré des pertes fiscales ont été acquises le 20 décembre 2024. La Société a comptabilisé l'avantage découlant des pertes fiscales réalisées au quatrième trimestre de 2024.

Le 30 novembre 2023, la Société a conclu la vente de la totalité d'IPC à la Canada Vie.

Le 12 janvier 2023, la Société a acquis une participation additionnelle dans ChinaAMC auprès de Power et a vendu une partie de sa participation dans Lifeco à Power.

Les transactions d'acquisition et de vente ont été comptabilisées à la juste valeur.

Pour plus d'information sur les transactions entre parties liées, se reporter aux notes 3, 10 et 28 des états financiers consolidés de la Société.

Données liées aux actions en circulation

Au 31 décembre 2024, il y avait 237 878 838 actions ordinaires de la Société financière IGM en circulation. Au 31 décembre 2024, il y avait 8 026 118 options sur actions en cours; de ce nombre, 4 786 815 pouvaient être exercées. Au 31 janvier 2025, il y avait 237 389 346 actions ordinaires en circulation et 7 833 110 options sur actions en cours, dont 4 593 807 pouvaient être exercées.

SEDAR

D'autres renseignements concernant la Société financière IGM, notamment les plus récents états financiers et la plus récente notice annuelle de la Société, sont disponibles au www.sedarplus.ca.